

LE ROI JUAN CARLOS semble décidé à accélérer les réformes en Espagne

LIBRE PAGE 5
l'article de MARCEL NIEDERGANG

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1:30 F

Algérie, 1 fr. 50; Maroc, 1,20 fr.; Tunisie, 1,00 fr.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; France, 10 fr.; Grèce, 100 dr.;
Irlande, 10 sh.; Italie, 200 L.; Japon, 100 ¥;
Liban, 100 L.L.; Luxembourg, 25 fr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 10 p.;
Suisse, 1 fr. S.; Tchécoslovaquie, 100 s. ch.
Tarif des abonnements page 28
E. RUE DES MÉTIERS
92007 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 2567-25 Paris
Tél. 01 47 33 72 23

BULLETIN DU JOUR

Vers l'indépendance de Djibouti

Les conversations en vue de définir les modalités d'accession du Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.) à l'indépendance commencent à Paris. M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, doit recevoir individuellement les représentants de toutes les tendances politiques du T.F.A.I., puis, éventuellement, mettre au point avec eux l'organisation d'une « table ronde ».

Ces conversations s'annoncent ardues en raison de la tension qui règne actuellement à Djibouti. Usé par seize années de pouvoir absolu, M. Ali Arif Bourhan, président du conseil de gouvernement, est de plus en plus isolé. Mis en place sur les conseils de M. Jacques Foccart, à l'époque où le secrétaire général pour les affaires africaines et malgaches exerçait une influence prépondérante sur la politique africaine de la France, M. Ali Arif a cessé de bénéficier de l'appui inconditionnel que lui accorda longtemps la métropole.

A quelques jours d'intervalle, le chef du gouvernement du T.F.A.I. a même été désavoué à deux reprises par Paris : le 19 mars d'abord, lorsque la responsabilité de l'ordre public, déléguée aux autorités locales en 1974, sur la demande de M. Stirn, leur a été retirée pour être à nouveau remise à M. d'Ornano, haut commissaire de la République; puis, ce 23 mai, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, recevant, sur un pied de stricte égalité, les dirigeants de l'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.) de M. Ali Arif, et ceux de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), MM. Hassan Gouled et Ahmed Dial, auxquels il y a quelques semaines encore, le gouvernement français déniait toute représentativité.

Il est vrai que, cédant à la pression des faits, M. Ali Arif, soucieux de se maintenir au pouvoir, avait, opportunément, pensé à lui, le premier, ses distances avec la France, cherchant, dès l'an dernier, à confisquer à son profit le courant en faveur de l'indépendance. Cette manœuvre s'est révélée trop tardive, et sa majorité n'a cessé de s'effriter, comme en témoignent la démission de plusieurs de ses proches collaborateurs et les progrès de la fronde parlementaire, opposée à sa politique et à sa personne. Le président du gouvernement du T.F.A.I. doit désormais compter avec dix-neuf opposants sur quarante députés. Et, pour la première fois depuis trois ans, un projet gouvernemental, qui concernait pourtant l'augmentation des « affaires des états locaux », a été mis en échec la semaine dernière à la Chambre des députés du Territoire.

On parle, avec de plus en plus d'insistance, de la démission du président du conseil de gouvernement, et on n'exclut pas de discuter, prochainement, de la démission de M. Ali Arif. L'exaspération de M. Ali Arif tendrait à accélérer ces rumeurs. « La France a démissionné. L'ordre somalien règne à Djibouti, comme l'ordre soviétique a régné à Varsavie », a-t-il déclaré à son arrivée à Paris, lundi, ajoutant : « Nous nous rendons à cette « table ronde » en toute honnêteté », mais nous n'admettrons aucune exclusivité : il est temps maintenant pour le gouvernement français de dire clairement quel camp il a choisi.

Cependant, même si l'ancien « homme fort » du Territoire acceptait de se démettre, de lourdes hypothèques n'en continueraient pas moins de peser sur Djibouti : aggravation des pressions extérieures, notamment de celles qu'exercent les dirigeants de la République démocratique de Somalie, risques d'affrontement ouvert entre le Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.) et la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), qu'une partie de la jeunesse de Djibouti estime trop conciliante à l'égard de la France. Sans omettre les controverses qui ne manqueraient pas de s'élever autour de la succession de M. Ali Arif.

M. FIDEL CASTRO ANNONCE le début du retrait du contingent cubain en Angola

Cuba a déjà commencé le rapatriement de ses troupes d'Angola. a annoncé M. Fidel Castro, dans une lettre adressée au premier ministre suédois, M. Olof Palme.

Les termes de ce message du premier ministre cubain ont été communiqués à M. Kissinger, arrivé à Stockholm le 23 mai. M. Castro écrit : « Nous n'allons pas être les croisés du vingtième siècle », ajoutant que les effectifs militaires d'Angola seront « considérablement réduits » d'ici à la fin de l'année.

Selon le vice-ministre cubain des affaires étrangères, M. Carlos Rafael Rodríguez, le premier contingent envoyé par Cuba en Angola — deux cent trente hommes — était arrivé à Luanda au printemps 1975. Mais ce n'est qu'à partir de l'automne que l'envoi régulier de troupes cubaines par les avions d'abord puis directement, grâce à des appareils soviétiques à long rayon d'action — tourna à un renforcement décisif du mouvement populaire de libération d'Angola (M.P.L.A.), déjà financé et armé par l'U.R.S.S.

Le 22 décembre 1975, à la fin du congrès du parti communiste de Cuba, M. Fidel Castro reconnaît l'intervention, mais précise que ces troupes cubaines n'ont pas pour but l'impérialisme. Selon des sources américaines, au mois de janvier, date à laquelle le front nord, tenu par le F.N.L.A. de M. Holden Roberto, a été enfoncé, il y avait onze mille combattants cubains en Angola. Deux mois après la victoire totale du M.P.L.A., certaines estimations américaines parlent de dix-huit mille hommes.

Les Cubains qui combattent encore au Cabinda, où les opéra-

tions semblent importantes, et dans le Sud, où l'UNITA de M. Savimbi continue la guérilla, ont joué un rôle important dans cette victoire. Ce sont eux qui, le plus souvent, servaient les armes, les munitions, les tanks, les missiles, avions — fournis par l'U.R.S.S. au M.P.L.A. Et il ne semble pas que l'armée populaire soit déjà à même de prendre la relève.

Alors que M. Kissinger, lors de sa récente campagne africaine, avait posé comme condition préalable à la reconnaissance de la République populaire d'Angola et à l'octroi d'une aide économique le départ des troupes cubaines, les autorités de La Havane avaient précisé que ces troupes participaient des que le président angolais en ferait la demande.

Alors que l'on appréciait la réduction du contingent cubain en Angola, M. Lopo do Nascimento arrivait à Moscou en visite officielle. La présence à l'aéroport, le 24 mai, du ministre soviétique de la défense, M. Oustinov, est significative, dit-on à Moscou, de l'importance qu'attache l'U.R.S.S. à l'aide militaire à l'Angola.

Alger réagit vivement au projet d'envoi de troupes françaises au Liban

La proposition du président Giscard d'Estaing d'envoyer des troupes françaises au Liban a suscité de nouvelles protestations dans le monde arabe, notamment de la part de l'Algérie et de l'Organisation de libération de la Palestine.

La réaction de l'Algérie est particulièrement vive. Dans un message aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, le président Boumedienne a qualifié la proposition française d'« événement d'une gravité exceptionnelle », qui met en jeu l'intégrité territoriale du Liban, et leur demande de « faire échec à la menace d'intervention étrangère ».

A Beyrouth, l'O.L.P. a protesté officiellement et exprimé son inquiétude auprès de l'ambassadeur de France. Cependant, le président élu, M. Elias Surrud, aurait, selon l'agence U.P.L. demandée à Paris de « geler » son projet. M. Sarkis a repris ses efforts visant à trouver une solution libanaise au conflit. Il doit tenir ce mardi une nouvelle séance de travail avec le président en exercice, M. Soleiman Frangie, avant de recevoir de M. Kanwal Joubilati, chef de file de la gauche, la réponse de celui-ci à son projet de règlement de la crise.

(Lire nos informations page 2.)

Pour la C.F.D.T., la seule solution à la crise du capitalisme est le socialisme autogestionnaire

M. Giscard d'Estaing prononce ce mardi 25 mai, à 20 heures, une allocution radiotélévisée consacrée pour l'essentiel aux problèmes économiques. Le président de la République devant souligner les signes de reprise notés dans les grands pays occidentaux mais, aussi, mettre en garde l'opinion contre le danger d'une accélération de l'inflation, liée, selon lui, à une augmentation trop rapide des revenus.

Le même jour, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a insisté devant le congrès de sa confédération, réuni à Amnecy, sur la gravité de la situation de l'emploi et sur le lien à établir entre la lutte pour l'amélioration du pouvoir d'achat et le combat contre les inégalités sociales.

Le leader cégétiste a lancé un appel à la C.G.T. pour renforcer l'unité d'action, qui a connu, ces derniers temps, quelques « ratés ». Une partie importante du congrès de la C.F.D.T. doit être consacrée aux moyens de faire déboucher une éventuelle victoire électorale de la gauche sur le socialisme.

Pour M. Edmond Maire, « il n'y a pas d'autre alternative viable à la crise du capitalisme que le socialisme autogestionnaire ». En cas de victoire de la gauche, la C.F.D.T. dit-il, « ne se laisserait pas aller à l'irresponsabilité », mais « se réjouirait qu'il ne soit plus dans une conjoncture passive » envers le gouvernement.

De son côté, M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, souligne, dans l'article qu'on lira page 36, que « la bataille de l'emploi est loin d'être gagnée ». « Il est indispensable, ajoute-t-il, que les comités départementaux pour la promotion de l'emploi puissent avoir la meilleure vue possible des offres qui proposeront les entreprises dans les mois qui viennent ».

(Lire nos informations page 36.)

LA C.G.T.
MENACE DE DÉCLENCHER
UNE GRÈVE GÉNÉRALE
DANS LES HOULLÈRES
DU NORD-PAS-DE-CALAIS

(Lire page 44.)

LA POLITIQUE DE RÉFORMES

Retardé d'une semaine, le débat sur le projet de loi portant imposition des plus-values assimilables à un revenu, contentera mardi 1^{er} juin, à l'Assemblée nationale, par la discussion d'une question préalable déposée par les députés communistes, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dé-

puté réformateur, sera le seul orateur, comme le prévoit le règlement, à s'opposer à l'adoption de cette question.

Après, la commission des finances, qui a consacré sa séance du jeudi 20 mai à un premier examen du texte, en aura terminé avec l'étude des amendements — plus de cent soixante —

étude qu'elle a commencée mardi 25 mai. Tandis que les députés communistes et les députés socialistes et radicaux de gauche ont prévu le dépôt de plusieurs amendements tendant à modifier profondément le projet, les trois groupes de la majorité ont mis au point en commun plusieurs modifications. Ainsi

L'invective ou le dialogue

par JEAN DE LIPKOWSKI (*)

La politique de réformes menée par le président de la République fait l'objet d'attaques convergentes. Il n'y a rien d'étonnant. C'est le lot commun à toute politique réformatrice que d'asseoir sur elle la coalition absurde de ceux qui ne veulent rien changer et de ceux qui veulent tout bouleverser.

Les privilèges s'accroissent à leurs privilèges et les révolutionnaires tiennent à leur révolution. Les premiers, naturellement, n'avaient pas, ils ne sont pas contre les réformes. Simplement à chaque fois qu'on leur en propose une, ils disent :

« C'est la situation de la France en 1976. »

(Lire la suite page 41.)

Un projet défiguré

par PIERRE URI (*)

Le président de la République s'est personnellement engagé dans la taxation des plus-values. Il n'admet pas qu'on en discute le principe; il a raison : comment parler d'une réduction des inégalités si la source d'enrichissement la plus massive se qualifie la plus rapide demeure soustraite aux obligations de la solidarité nationale ? Mais on reste interdit devant les modalités qu'ont élaborées l'administration et le pouvoir.

Une commission avait été réunie sous la présidence de M. Monquignon pour analyser les difficultés, fournir quelques approches de solutions. Le Conseil économique et social avait été saisi : une majorité avait pu être recueillie sur un projet dont la presse avait souligné la clarté et la cohérence. Le texte du gouvernement n'est pas contenté de dénigrer ces travaux préparatoires : il en prend sur tous les points le contre-pied.

La discrimination

L'un et l'autre rapports insistent sur la nécessité de réduire les exemptions au minimum. Il y avait à cette exigence une double justification. Si certains biens sont exonérés, d'autres taxes, il en résulte une grave distorsion. Le gouvernement a choisi d'exonérer les plus-values sur le rachat. L'habitation principale sans aucune limite, les terres possédées par l'exploitant agricole, et d'accorder à titre définitif un régime de faveur sur les lingots, les pièces étrangères, les objets d'art, sans essayer, comme le Conseil, de les réserver graduellement dans le droit commun. Par contre, on discrimine contre le marché financier des actions, contre la construction aux fins de location, contre les sociétés d'investissement foncier qui louent des terres aux agriculteurs. Ce sont les formes d'investissement les plus utiles qui vont se trouver découragées. Déjà la Bourse accuse une baisse : le recours aux émissions

(*) Rapporteur en décembre de l'Assemblée nationale sur la taxation des plus-values, membre du groupe des experts du P.S.

de capital préconisées par le VII^e Plan sera à l'évidence entravé.

(Lire la suite page 42.)

DANS UNE LETTRE A M. MICHEL GUY

M. Chirac pose ses conditions au maintien de l'Opéra

La dernière en date des crises de l'Opéra — comme la mer, toujours recommencées — approche de son dénouement : celui-ci devait être soit catastrophique, soit favorable à ce grand établissement public, qui, malgré son orgueilleux ancrage au cœur de Paris, semble trop souvent un bateau ivre dont les capitaines cherchent désespérément à tenir le cap. Quand par miracle, comme en ce moment grâce à M. Rolf Liebermann, la programmation lui assure le « ruban bleu » de l'art lyrique mondial, des voies d'eau impossibles à combler le font dangereusement dominer le bord. Et tandis que l'administrateur fait monter à la fois tous ses pavillons à ses mâts (avec le superbe cycle Mozart de la fin juillet et la préparation de la Tétralogie pour l'automne), le secrétaire d'Etat à la culture est obligé de lancer un S.O.S. au premier ministre. Lequel a décidé d'agir vigoureusement, voire durement, à son habitude.

Rappelons où s'achève le dernier chapitre de ce roman-feuilleton. Au conseil d'administration de la R.T.L.N. du 16 mars était présenté un budget primitif 1976 qui comportait une impasse de 24 millions de francs. A qui les demander sinon à l'Etat, si docile jusqu'ici ? Mais, cette fois, le premier ministre, M. Jacques Chirac, ne laissait à personne le soin de traiter cette affaire embrouillée à plaisir et, avant d'accorder quoi que ce soit, attendait les conclusions de l'enquête demandée à l'inspection générale des finances, en l'occurrence M. Bloch-Lainé.

Il n'en fallait pas plus pour que


les rumeurs et les prises de position se multiplient : on évoquait déjà la fermeture de l'Opéra, le départ de M. Liebermann : quelques succès possibles se montraient dans les coulisses, prêts à faire le don de leur personne au palais Garnier, tandis que certains s'efforçaient de faire retomber le poids de la « grande boutique » sur le nombreux personnel, lequel regimbait à l'idée d'être en s'abritant derrière les conventions collectives édictées en 1971 et des négociations plus récentes qui s'étaient déroulées normalement. Il est vrai que celles-ci lui avaient été favorables, puisqu'elles aboutissaient à une augmentation de 30 % (pour l'ensemble des dépenses de personnel), dont 20 % correspondant aux mesures prises en faveur de la fonction publique et 10 % de mesures sociales exceptionnelles (notamment : un treizième mois, qui n'est pas de règle dans l'administration publique).

Au lieu de rechercher ainsi des boucs émissaires, et de mettre en cause celui qui a rendu à l'Opéra tout son lustre — on peut surtout reprocher à M. Liebermann d'avoir cru que le gouvernement était prêt à entériner toujours une politique prestigieuse, mais de plus en plus dispendieuse, — mieux vaut examiner lucidement la situation. L'Opéra paie actuellement les conséquences d'une imprévoyance flagrante, voire d'une dissimulation blâmable, où la responsabilité des autorités de tutelle de la R.T.L.N., dont dépend M. Liebermann, est engagée.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 28.)

HENRI CAILLAVET
les coudées franches



pour une démocratie réelle

1 vol. 30 F

denoël

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

LA PROPOSITION FRANÇAISE D'INTERVENTION MILITAIRE AU LIBAN

- Le président Sarkis aurait demandé que le projet soit « gelé »
- L'O.L.P. exprime son « inquiétude »

Le président élu, M. Elias Sarkis, a reçu lundi matin 24 mai, à Beyrouth, l'ambassadeur de France, M. Robert Aron, afin d'examiner avec lui l'offre du président Giscard d'Estaing d'envoyer des forces françaises au Liban, à condition que les « parties concernées » acceptent cette proposition. Dans les milieux politiques libanais, on croit savoir que M. Sarkis a demandé que le projet français soit « gelé » jusqu'à la fin des consultations avec les dirigeants des parties en conflit.

Entre-temps, l'opposition à l'initiative française s'accroît. M. Bechir Gemayel, fils de M. Pierre Gemayel, leader des phalangistes — qui avait, pour sa part, accueilli favorablement la suggestion, — s'est prononcé contre une éventuelle intervention française. Dans une interview au journal libanais Al Bayrak, il a déclaré : « Je suis contre la venue de forces françaises ou britanniques au Liban, car ce serait ramener la crise à son point de départ. Il n'est pas d'autre solution à cette crise que celle d'un accord entre les factions en guerre. Même cent mille soldats étrangers ne pourraient mettre fin à la guerre si les an-

tagonistes veulent la poursuivre. » Dans une autre interview accordée à El Moharrer, M. Bechir Gemayel a déclaré que les phalangistes étaient d'accord avec la plupart des réformes politiques réclamées par la gauche libanaise, notamment l'abolition du système confessionnel. « Pour nous, a-t-il dit, ce n'est pas du tout un problème. » Il a ajouté que, si les dirigeants traditionnels se montraient incapables, « la jeune génération pourrait décider et opérer le changement et le renouveau ».

D'autre part, l'ambassadeur de France a été reçu par le chef du département politique de l'O.L.P. à Beyrouth, M. Farouk Kaddoumi, qui lui a exprimé l'inquiétude de l'Organisation de libération de la Palestine à la suite des déclarations du président Giscard d'Estaing « qui pourraient constituer une ingérence dans les affaires arabes et avoir des répercussions directes sur la cause palestinienne ». De son côté, le leader de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a demandé aux ambassadeurs arabes accrédités à Beyrouth d'« informer leurs gouvernements respectifs du danger que représentent ces déclarations ». Le radio palestinien, « la Voix de la Palestine », a

annoncé que les Palestiniens et la gauche libanaise sont prêts à « faire face par les armes à toute intervention française et à la repousser ».

● A TRIPOLI, le colonel Kadhafi a reçu lundi l'ambassadeur de France, M. Jean-Pierre Cabonnet, auquel il a fait part de la « grande inquiétude » de la Libye au sujet d'une éventuelle intervention militaire française au Liban. Le chef de l'Etat libyen a demandé à M. Cabonnet de faire état de cette « grande inquiétude » auprès du président Giscard d'Estaing.

Envoquant la proposition du chef de l'Etat libyen, le radio libyen a estimé qu'il s'agissait d'une « initiative grave », susceptible de détruire les « bonnes relations » existant entre le monde arabe et la France.

● A MOSCOW, les autorités n'ont toujours pas commenté officiellement l'initiative française. Mais l'agence Tass a écrit lundi que l'offre du président Giscard d'Estaing était considérée, « par les forces nationales et patriotiques du Liban, comme une tentative de s'ingérer dans les affaires libanaises et d'apporter un soutien à M. Frangé ». — (A.F.P., U.P.I.)

M. Sauvagnargues : il ne s'agit pas de prendre parti

M. Sauvagnargues, intervenant lundi 24 mai au « Journal non stop » de Radio-Télé-Luxembourg, a précisé les conditions dans lesquelles la France pourrait envoyer des forces au Liban. « Si les autorités libanaises légères — c'est-à-dire actuellement M. Sarkis — le souhaitent et si, d'autre part, les parties intéressées y consentent, ce qui comprend en fait les différents groupes au conflit interne du Liban — et aussi, dans une certaine mesure, les pays arabes voisins ou les autres pays d'ailleurs, s'il y a une sorte de consensus sur l'établissement d'un dispositif de sécurité qui permette la poursuite pacifique du processus politique, la France, alors, est prête à y contribuer ».

Le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'il ne s'agit pas « de prendre parti au Liban » ; « il s'agit, a-t-il dit, de maintenir constamment, en cas d'envoie de forces françaises, un dispositif de cessez-le-feu qui assure la poursuite d'un processus politique purement libanais. Ce sont les Libanais eux-mêmes qui doivent se mettre d'accord sur une solution pacifique qui impliquera nécessairement à la fois le maintien d'un certain nombre de principes et peut-être une certaine

renonciation des structures libanaises ».

Lundi, en fin de matinée, l'Élysée avait rendu publique une mise au point au sujet de l'initiative de M. Giscard d'Estaing.

Interrogé sur les réactions provoquées par les déclarations du chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing, a fait observer que « ces déclarations ne sont pas nouvelles ». Il a ajouté : « Ce qu'il a dit avait déjà été dit par M. Corne et par M. Giscard d'Estaing lui-même devant le National Press Club ». Le porte-parole a rappelé la position française afin « de clarifier la question » : la France est prête à une action en faveur de la paix et de la sécurité au Liban, mais elle a toujours été entendue qu'une telle action ne pourrait être envisagée qu'à la demande des autorités légales du Liban. D'autre part, il n'a jamais été question de « d'une éventuelle opération de consolidation d'une situation de paix, pour une période limitée ».

On précise dans l'entourage du chef de l'Etat qu'il s'agit d'une « opération de type « casques bleus » et non pas d'une « intervention de type canal de Suez ou de type colonial ». L'opération supposait en particulier « une situation de cessez-le-feu qui assure la présence de forces militaires françaises permettrait de consolider ». A propos de la notion d'autorité légale, on souligne que si une situation de cessez-le-feu intervenait, c'est qu'il y aurait un consensus sur les autorités légales. On rappelle que, à l'issue de l'entrevue entre M. Giscard d'Estaing et Foral, le porte-parole de l'Élysée avait exprimé le souhait que M. Sarkis soit en mesure d'exercer effectivement ses fonctions.

● M. Paul Duraour, député radical de gauche de Seine-et-Marne, a demandé, lundi 24 mai, au président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Maurice Courve de Murville, l'audition « d'urgence » de M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, au sujet des déclarations faites par M. Giscard d'Estaing sur le Liban.

Le mandat français

C'est en octobre 1918 que la France fut amenée à prendre au Liban des responsabilités de façon directe. Le pays, libéré, ainsi que la Syrie, de la domination ottomane par les troupes alliées, fut d'abord placé sous administration militaire. Le 10 août 1920, la France, la Grande-Bretagne et la Turquie signèrent le traité de Sévres, stipulant que la Syrie et le Liban étaient détachés de l'empire ottoman. Le régime formel provisoire fut en fait indépendant à condition que l'aide et les conseils d'un mandataire guident son administration, jusqu'au moment où elle serait capable de se conduire seule. En application des accords Sykes-Picot de mai 1916, ce mandataire était la France.

Le général Gouraud, haut commissaire au Levant, déclara officiellement, le 1^{er} septembre 1920 à Beyrouth, en présence des délégués des alliés, la création d'un Etat libanais qui englobait la plaine de la Bekaa. Cet Etat était placé sous la direction d'un gouverneur français, assisté d'une commission administrative. La Syrie était, elle, provisoirement divisée en trois Etats — Damas, Alep, et le territoire des Alouat — qui collaient un conseil fédéral. Le 24 juillet 1922, la Société des Nations confirma le mandat français sur les Etats du Levant et entérina les décisions déjà prises par Paris. Elle précisait seulement qu'une union économique devrait réunir le Liban

et la Fédération syrienne. La France était chargée, d'autre part, d'élaborer avec les populations un statut organique, préalable à l'indépendance.

Une première étape fut franchie dans cette voie avec le vote, le 23 mai 1926, d'une Constitution par la première du Liban, qui avait été préparée par les travaux d'un conseil représentatif élu. Bien que modifiée par la loi du 17 octobre 1927, qui supprimait le Sénat, elle demeure encore aujourd'hui valable dans nombre de ses dispositions.

L'indépendance ne fut cependant acquise que le 26 novembre 1941. Elle fut proclamée par le général Catroux, après l'élimination des représentants du gouvernement de Vichy. Elle ne devait devenir effective qu'en 1946, avec l'évacuation des troupes françaises et anglaises.

De l'instauration du mandat à 1941, le Liban connut une période de prospérité et de relative stabilité, en dépit de quelques désaccords avec la puissance administrante. C'est ainsi que la ratification d'un traité franco-libanais, négocié par Pierre Viénot, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et qui prévoyait l'institution d'un Etat libanais pleinement souverain, fut ajournée sine die par le Parlement français en 1936, bien qu'il ait fait l'objet d'un vote unanime des députés libanais.

M. Boumediène : une réédition du débarquement américain de 1958

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie a très vivement réagi à la proposition du président Giscard d'Estaing d'envoyer des troupes françaises au Liban, et le président Sarkis en exprimant le vœu. Après les commentaires de El Moudjahid (le Monde du 25 mai), on apprendait dans la soirée du lundi 24 mai que le président Boumediène avait adressé un message aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés pour dénoncer la démarche de Paris. Il a également reçu le commandant Jallouf, président du conseil libyen, qui lui a remis un message du président Kadhafi, et le docteur Izzet Moustapha, ministre irakien du travail et des affaires sociales, porteur d'un message du Conseil du commandement de la révolution irakienne. Les trois hommes ont principalement discuté, déclare-t-on dans les milieux algériens, « de la situation dans la patrie arabe ».

Dans le message adressé à ses pairs, tant que président en exercice du mouvement des non-alignés, M. Boumediène déclare que les préparatifs militaires entrepris par le gouvernement français « constituent un événement d'une gravité exceptionnelle qui ne s'inspire que des expéditions coloniales du passé. (...) L'annonce, à partir des Etats-Unis d'Amérique, de l'envoi d'un corps expéditionnaire français est révélatrice de la nature et des objectifs de l'intervention envisagée ».

Après avoir rappelé que les événements tragiques qui affectent le Liban sont la conséquence directe d'« agressions sionistes contre le peuple palestinien et le monde arabe », le président Boumediène souligne que « la menace d'intervention française revivra à redoubler le débarquement américain de 1958 (1) et la persistance d'un plan impérialiste dont le Liban constitue

un autre point d'application ». Il demande en conclusion aux dirigeants des pays non alignés « de faire décaner à la menace d'intervention étrangère au Liban » et de faire prevailoir le droit du peuple libanais « à trouver en dehors de toute ingérence et de toute pression les bases d'une solution conforme à ses aspirations et aux intérêts supérieurs du Liban ».

Plusieurs raisons expliquent la vivacité de la réaction de l'Algérie, qui s'était déjà montrée sceptique, puis critique, à l'égard des missions d'« Onay », de plus en plus alarmistes, et de paravent à la diplomatie de Washington. Le fait que la proposition de M. Giscard d'Estaing constitue un « geste de bonne volonté », les dirigeants algériens y voient la confirmation des analyses qu'ils font depuis quelques mois, à savoir que la France giscardienne est devenue le « cheval de Troie des Etats-Unis », et que le Quai d'Orsay, de plus en plus atlantiste, sert de paravent à la diplomatie de Washington.

Le fait que la proposition française ait été faite alors que M. Giscard d'Estaing se trouvait en visite aux Etats-Unis a donné aux dirigeants algériens l'impression que le chef de l'Etat avait agi, sinon sous la pression des Américains, du moins en concertation avec eux. Les dirigeants algériens considèrent également que le chef de l'Etat libanais n'est pas neutre dans cette affaire, sa proposition répondant aux vœux des phalangistes et de l'extrême droite libanaise.

PAUL BALTA.

(1) A la demande du président Chamoun, dix mille « marines » américains débarquèrent le 15 juillet 1958, sur les plages libanaises pour mettre fin à la guerre civile qui opposait les chrétiens aux musulmans pronassiens. (N.D.L.R.)

Des affrontements entre partisans de M. Eddé et phalangistes font une vingtaine de morts

Beyrouth (A.F.P., A.P.). — La journée du lundi 24 mai a été marquée par de très meurtrières. Selon un bilan partiel et officieux, soixante et cent vingt autres blessés dans l'ensemble du pays. Aux combats qui se déroulent à Beyrouth et dans la montagne entre chrétiens et musulmans sont venus s'ajouter des « règlements de comptes » entre forces politiques rivales. Ces affrontements ont eu lieu tant dans le réduit chrétien que dans les zones contrôlées par les progressistes.

A Jbeil (Tyblos), fief de M. Eddé, des heurts se sont produits dimanche et lundi entre partisans du chef de file du Bloc national (chrétiens modérés) et phalangistes. Ces accrochages ont fait vingt morts et de nombreux blessés. Cette région avait été jusqu'à présent épargnée par les combats. Inquiet de cette lutte fratricide, le patriarche maronite Antonios Boutros Khoreiche a convoqué mardi les dirigeants des deux formations chrétiennes, MM. Gemayel et Eddé, pour tenter d'arriver à un modus vivens.

A Beyrouth et Saïda, des accrochages se sont produits pour la troisième journée consécutive entre miliciens de la Saïda, d'obédience syrienne, et leurs adversaires palestiniens du Front du refus. Les combats se sont déroulés autour de l'immeuble de la radio et de la station de télé-

vision, qui sont contrôlés par les forces progressistes.

Parallèlement à ces règlements de comptes, les affrontements se sont poursuivis à Beyrouth et dans la montagne, sans toutefois être aussi violents qu'au début de la semaine dernière. Dans la capitale, les progressistes ont maintenu leur pression dans le secteur du port. Des combats violents ont également eu lieu dans la banlieue sud-est, sur la ligne de démarcation séparant le quartier de Chahm (musulman) de celui d'Ain Remmaneh (chrétien).

Les milices chrétiennes ont imposé, lundi soir, un couvre-feu sur l'ensemble du territoire de Beyrouth. Les trois cents mille habitants de cette zone n'ont pas le droit de sortir de chez eux entre 23 heures et 5 heures 30.

En montagne, des duels d'artillerie se sont déroulés dans la nuit de dimanche à lundi dans le Metn, entre le village de Baabda, tenu par les conservateurs, et Salima, occupé par des progressistes. Dans le Centre-Liban, des combats ont opposés les habitants de Zahle (chrétiens) à ceux des localités environnantes.

Lundi, en fin de soirée, de violents bombardements ont été dirigés dans le secteur d'Oujoun El-Manne, à proximité immédiate de la station des sports d'hiver de Faraya, au nord-est de Beyrouth, où s'affrontent depuis une dizaine de jours miliciens progressistes et miliciens conservateurs.

AU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNESCO

La politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés est mise en accusation par les pays arabes

Le conseil exécutif de l'UNESCO a examiné, lundi 24 mai, un projet de résolution sur « les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ». Le projet de résolution, concerné par la politique pratiquée dans les territoires occupés par les autorités israéliennes dans tous les domaines relevant de l'éducation publique.

Cette politique avait déjà fait l'objet, lors de la dix-huitième session de la conférence générale, d'une résolution invitant le directeur général de l'organisation, M. Amadou Mahtar Mbow, « à surveiller le fonctionnement de ces institutions ». Le même document contenait un « appel urgent à Israël pour qu'il s'abstienne de tout acte qui fait obstacle à l'exercice par les populations des territoires arabes occupés de leurs droits à l'éducation et à la vie culturelle nationale ».

Présentant lundi le rapport sur la mission qui lui avait été confiée, M. Mbow a déclaré : « Faute d'avoir reçu des informations de la part des autorités israéliennes et à défaut de toute possibilité de recueillir sur place des renseignements sur le fonctionnement des institutions éducatives et culturelles dans les territoires occupés, le directeur général s'est vu contraint d'effectuer des recherches sur le terrain ». Le rapport présenté dans ce rapport est particulièrement sombre. Les gouvernements arabes accusent les autorités israéliennes d'imposer aux populations des territoires occupés un enseignement qui les éloigne de leur patrie culturelle arabe.

Craignant que le débat ne dégénère en un nouvel affrontement politique, comme naguère la discussion sur l'assimilation du sionisme au casisme, un certain nombre de pays africains, et des pays arabes (Arabie Saoudite, Égypte, Tunisie, Syrie), avaient, en accord avec le représentant de l'O.C.P., M. Ibrahim Souss, présenté une résolution qu'ils ont voulu modérée. Après avoir noté les difficultés rencontrées par le directeur général dans l'accomplissement de sa mission « du fait des autorités d'occupation », et exprimé leur « profonde préoccupation » à propos de la situation culturelle de la population des territoires occupés, les auteurs du texte renouvaient à l'adresse des autorités israéliennes « l'appel pressant lancé par la dix-huitième session de la conférence générale ».

À la fin du débat, le représentant de l'Arabie Saoudite a

qualifié la politique israélienne sur l'éducation dans les territoires occupés d'« atroce ». Le représentant de l'Égypte, M. El Wakil, a souligné que la résolution présentée constituait pour les pays arabes le « minimum du minimum », ajoutant que, en la votant, ces pays voulaient surtout créer un climat de conciliation.

M. Léon Boissier-Palun (Belgique) qualifia la résolution de dernière et solennel appel aux autorités israéliennes. Finalement, le texte fut voté dans son ensemble par 26 voix, dont celle de la France, contre 1, celle des Etats-Unis, et 10 abstentions. Dans les milieux proches du secrétariat, on ne cachait pas une grande satisfaction. « Tout le monde, disait-on, a cherché à éviter un nouveau débat politique sur Israël susceptible d'empoisonner l'atmosphère des travaux de l'UNESCO ». Le représentant d'Israël lui-même, parlant en qualité d'observateur, s'était borné à réfuter le bien-fondé juridique du débat.

ROLAND DELCOUR.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE MANIFESTANTS ET POLICIERS DANS UN QUARTIER POPULAIRE DE TEL-AVIV

Tel-Aviv (A.F.P.). — La police israélienne a entrepris, lundi 24 mai, une fouille systématique des maisons du quartier de Batkiva, à Tel-Aviv, afin de rechercher des armes qui seraient détenues illégalement. Au cours de violents affrontements, qui se sont produits lundi dans ce quartier juif populaire, des manifestants ont, en effet, utilisé des armes à feu et des grenades offensives.

Des centaines de manifestants de Batkiva, soutenus pratiquement par toute la population du quartier, se sont opposés violemment à l'autorité de la police pour tenter d'empêcher la démolition d'un atelier métallurgique, dans le cadre de la campagne de destruction de tous les bâtiments érigés illégalement, entreprise par la municipalité de Tel-Aviv. Les affrontements, qui ont commencé à midi (heure locale), se sont terminés en début de soirée. Il y a eu plusieurs blessés de part et d'autre, et quatre personnes ont été appréhendées. Parmi ces dernières, figure un jeune homme qui, juché sur un toit, a tiré des rafales de pistolet mitrailleur pour tenter d'abattre un hélicoptère de la police.

Le quartier de Batkiva, l'un des plus anciens de Tel-Aviv, et aussi l'un des plus pauvres, est en majorité de juifs originaires de pays orientaux.

Egypte

La relative liberté de la presse paraît de nouveau menacée

De notre correspondant

Le Caire. — Paradoxalement, la création au sein du parti unique égyptien de trois tendances ou « tribunes » (gauche marxiste, centre gouvernemental, droite libérale) aura peut-être pour effet de réduire, voire de supprimer, la liberté d'expression. Cette relative, mais tout de même appréciable, accorde à la presse égyptienne par le président Sadate après la guerre d'octobre 1973.

En l'absence d'un certain temps, on avait pu voir nasariens et anti-nasariens, anciens membres du parti communiste et néo-libéraux s'affronter plus ou moins librement dans les colonnes des journaux. Le progrès était réel. Puis, peu à peu, bien que M. Sadate affirme qu'il veut la poursuite de la libéralisation à tous les stades, les journalistes égyptiens qui reçoivent la plupart de ceux-ci, continuent d'ailleurs de croire le rais, d'un nouveau conformisme s'est développé.

A l'occasion de la fondation des « tribunes », les milieux politiques ont pensé que chaque groupe aurait son organe. M. Sadate, en sa qualité de président du parti unique dont dépendent les principaux journaux égyptiens, a alors fait savoir que tous les quotidiens devaient être ouverts aux trois tendances reconnues.

La tribune gouvernementale, animée par le premier ministre, M. Mamedou Salem, semble ne pas avoir entendu de cette oreille. Sa volonté d'accroître son ascendant sur l'opinion publique, en prévision des élections législatives de l'automne, ainsi que, peut-être, de délicates questions de personnes, expliquent les changements intervenus récemment dans les quotidiens Al-Ahram et Al-Akhar, changements qui vont dans le sens d'une restriction de la liberté d'expression.

A Al-Ahram, M. Loutfi El

Kholi, intellectuel marxiste, connu

semaine dans ce journal, droit dont il jouissait depuis 1961 ; il reste rédacteur en chef du mensuel Al-Talia, mais le nouveau président d'Al-Ahram, M. Youssef El Sebal, ancien officier devenu auteur à succès, donne l'impression de vouloir trancher les liens matériels existant entre son quotidien et Al-Talia, ce qui aboutirait sans doute à condamner cette revue. En revanche, l'hebdomadaire de gauche Rosa El Youssef n'a pas perdu de son influence.

Toutefois à Al-Ahram, un journaliste de la même tendance que M. El Kholi, mais dont la notoriété dépasse le monde arabe, M. Mohamed Sid Ahmed, ne peut pas publier que des articles de politique étrangère ; l'écrivain Louis Awad s'est vu retirer la responsabilité de la chronique littéraire d'Al-Ahram ; M. Yehia El Gamal, ancien ministre de M. Sadate, ne peut plus s'exprimer par voie de presse. Un jeune rédacteur de politique extérieure d'Al-Ahram, M. Mohamed Salmaoui, considéré comme l'un des espoirs du journalisme égyptien, a été progressivement privé du droit d'écrire ; deux rédacteurs réputés nasariens d'Al-Akhar ont également été mis à l'écart tout en continuant à être rémunérés.

MM. El Kholi, Sid Ahmed et El Gamal sont membres de la tribune de gauche. M. Awad est indépendant. M. Salmaoui est un des chefs de file des jeunes nasariens qui, derrière le député Kamal Ahmed, ne s'estiment représentés par aucune des trois tribunes. Tous ont en commun d'être des esprits critiques.

Après avoir supprimé les méthodes policières qui consistaient naguère la presse égyptienne, le Rals laissera-t-il celle-ci être victime d'un nouveau conformisme, plus sournois, mais tout aussi efficace ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

سكندرية

هكذا في الأصل

AFRIQUE

Rhodésie

Les nationalistes intensifient la guérilla

Les voies de communication terrestres en Rhodésie ont fait l'objet de nouvelles attaques ces derniers jours. La ligne de chemin de fer qui relie la Rhodésie à l'Afrique du Sud via le Botswana a été endommagée le 23 mai. D'autre part, trois civils qui circulaient en voiture dans le secteur frontalier du Mozambique ont été blessés. Enfin, deux colons blancs.

M. Van Vuuren et son fils, ont été tués le 22 mai, non loin de la frontière du Botswana. La circulation de nuit a été interdite et les transports routiers entre l'Afrique du Sud et la Rhodésie se font désormais en convoi. Enfin, à Umtali (ville frontalière avec le Mozambique), un couvre-feu a été instauré pour faciliter les opérations des forces de sécurité.

De notre correspondant

Découragés par l'échec de toute tentative de compromis avec le régime de M. Smith et par l'impossibilité de faire l'unité de l'A.N.C., M. Julius Nyerere et trois autres chefs d'Etats africains impliqués dans le conflit — MM. Machol (Mozambique), Kaunda (Zambie) et Nkomo (Botswana) — ont décidé de retirer à l'A.N.C. la responsabilité des équipes de guérilleros à l'entraînement dans des camps situés au Mozambique et en Tanzanie. Mgr Muzorewa, le pasteur Sithole et, bien sûr, M. Nkomo, n'ont pas pu visiter ces « sanctuaires » de la Z.I.P.A. la Zimbabwé People's Army, ou Armée du peuple du Zimbabwe, dont les commandos menacent aujourd'hui les liaisons ferroviaires et routières entre la Rhodésie et la République Sud-Africaine.

Alors que le président Kaunda, peu favorable à la lutte armée, souhaite une intervention — au demeurant bien improbable — de Londres pour mettre fin aux combats et organiser le transfert du pouvoir aux Africains, MM. Machol et Nyerere s'accrochent sur la nécessité de la lutte armée pour renverser le régime minoritaire européen de Salisbury. Mais les deux leaders socialistes africains paraissent diverger sur les objectifs de la guérilla. M. Julius Nyerere semble compter sur un effort militaire suffisant pour « livrer M. Smith à Londres », selon sa propre expression. M. Machol serait favorable à une guérilla prolongée, la seule susceptible de produire des cadres politiques capables de gérer le pays après la « victoire finale » qu'il annonce. M. Nyerere estime que la lutte armée est le seul moyen de débarrasser d'un régime raciste. M. Machol voit le creuset d'un nouvel Etat africain progressiste aux portes de la République Sud-Africaine.

Sahara Occidental

Le Front Polisario annonce le déclenchement d'une vaste offensive militaire

De notre correspondant

Alger. — Le dernier communiqué du Front Polisario fait état d'une vaste offensive militaire lancée à l'occasion du troisième anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Sahara occidental, le 20 mai 1973. Le texte précise qu'une série d'attaques ont été déclenchées contre Mased, Abbatir et Tarfaya, dans le Sud marocain, faisant vingt-trois morts et quinze blessés, et contre plusieurs agglomérations du Sahara, dont Smara, Hauoua et Angala, faisant cent trente morts et quatre-vingt-dix blessés. Le texte parle également de harcèlement continu des troupes marocaines, laissant implicitement entendre, pour la première fois officiellement, que ce bastion, attaqué le mois dernier par les forces marocaines, a été perdu.

Le Front affirme que les installations de phosphates de Bou-Craa ont été à nouveau endommagées, ce qui confirme le journal de Las Palmas Eco de Canarias. Le terminal, précise le communiqué, a été « sérieusement atteint », la bande transporteuse a été sabotée en quatre points différents et plusieurs transformateurs ont été mis hors d'usage. En outre, des camions ont été saisis et les troupes marocaines ont été harcelées par des « chars chauffeurs » et des « chars blindés ». Le communiqué annonce également la mort de « plusieurs véhicules », tandis que « les troupes marocaines ont été harcelées par des chars chauffeurs et des chars blindés ». Le communiqué annonce également la mort de « plusieurs véhicules », tandis que « les troupes marocaines ont été harcelées par des chars chauffeurs et des chars blindés ».

CONSEIL EXÉCUTIF DE L'ANEM

La politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés est mise en accusation par les pays arabes

Le Conseil exécutif de l'ANEM (Association nationale des enseignants du Moyen-Orient) a condamné la politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés. Ce conseil de l'éducation concerne les enseignants israéliens et palestiniens. Les membres du conseil ont condamné la politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés, en particulier la ségrégation raciale et la discrimination contre les Palestiniens. Ils ont également condamné la construction de colonies israéliennes dans les territoires occupés, qui sont considérées comme une violation du droit international.

Violents affrontements entre manifestants et policiers dans un quartier de Tel-Aviv.

Le Conseil exécutif de l'ANEM a également condamné la politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés, en particulier la ségrégation raciale et la discrimination contre les Palestiniens. Ils ont également condamné la construction de colonies israéliennes dans les territoires occupés, qui sont considérées comme une violation du droit international.

Egypte

La relative liberté de la presse paraît de nouveau menacée

Le ministre égyptien de la Culture, M. Farouk el-Dif, a déclaré que la relative liberté de la presse en Egypte était de nouveau menacée. Il a souligné que le gouvernement égyptien était déterminé à défendre la liberté de la presse, mais qu'il était confronté à de nouvelles pressions de la part de certaines forces politiques et militaires. Il a également souligné que le gouvernement égyptien était déterminé à défendre la liberté de la presse, mais qu'il était confronté à de nouvelles pressions de la part de certaines forces politiques et militaires.

La visite du premier ministre iranien à Paris

Les accords économiques avec la France sont en voie d'exécution, affirme M. Hoveyda

Le premier ministre iranien, M. Amir Abbas Hoveyda, qui est en visite officielle en France, a affirmé que les accords économiques entre l'Iran et la France étaient en voie d'exécution. Il a souligné que le gouvernement iranien était déterminé à développer ses relations économiques avec la France, et qu'il était prêt à signer de nouveaux accords commerciaux. Il a également souligné que le gouvernement iranien était déterminé à développer ses relations économiques avec la France, et qu'il était prêt à signer de nouveaux accords commerciaux.

A Stockholm

M. Kissinger reconnaît que les États-Unis ont commis de « graves erreurs » au Vietnam

Après deux jours de négociations à Stockholm, le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, a reconnu que les États-Unis avaient commis de « graves erreurs » au Vietnam. Il a souligné que le gouvernement américain était déterminé à mettre fin à la guerre au Vietnam, et qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement vietnamien. Il a également souligné que le gouvernement américain était déterminé à mettre fin à la guerre au Vietnam, et qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement vietnamien.

AMÉRIQUES

APRÈS L'ASSASSINAT DE DEUX PARLEMENTAIRES EN ARGENTINE

Le leader de l'opposition uruguayenne se réfugie à l'ambassade d'Autriche à Buenos-Aires

M. Wilson Ferreyra Aldunate, chef du parti uruguayen Blanco, et principal adversaire du gouvernement de M. Juan María Bordaberry, s'est réfugié le 24 mai à l'ambassade d'Autriche à Buenos-Aires, nous indique notre correspondant en Argentine. A la suite de l'assassinat d'Eduardo Gutiérrez Ruiz, autre dirigeant du parti Blanco, et ancien président de la Chambre des députés, M. Ferreyra Aldunate, estimant que sa sécurité n'était plus assurée en Argentine, a décidé de se réfugier à l'ambassade d'Autriche.

Un communiqué du haut commissariat pour les réfugiés. Un communiqué publié à Genève par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés déclare : « Le haut commissaire Sadrudin Aga Khan a pris connaissance avec consternation du communiqué diffusé le 22 mai par les autorités argentines annonçant que les corps de (...) trois réfugiés uruguayens, M. Zelmar Michelini et Hector Gutiérrez Ruiz et Mme Rosario del Carmen Barredo de Schroeder, ont été retrouvés dans une voiture abandonnée à Buenos-Aires. On rappelle que, quelques jours auparavant, en apprenant la disparition et l'enlèvement de ces réfugiés, le haut commissaire était intervenu auprès des autorités argentines, qui ont promis de mener des recherches liées à cette affaire. Dans un câble adressé au président de la République argentine, le haut commissaire a fait part de sa consternation à la suite de nouvelles reçues. Il a également exprimé au gouvernement argentin sa préoccupation profonde quant à la sécurité des réfugiés sur le territoire argentin. »

Amnesty International, de son côté, a exprimé « son horreur et son indignation » à la suite de l'assassinat de réfugiés uruguayens à Buenos-Aires. A l'occasion d'une conférence qui réunit au Venezuela des leaders sociaux-démocrates européens et latino-américains, le dirigeant radical argentin Ricardo Balbín a condamné le meurtre des deux parlementaires uruguayens, indiquant l'A.F.P. de Buenos-Aires que ces crimes ont été commis par les forces répressives argentines avec la complicité de celles de l'Argentine. « Les Uruguayens réfugiés en Argentine, ou dans d'autres pays, sont tous menacés par un régime qui montre sa faiblesse en commettant les crimes politiques les plus atroces. »

Le général Videla critique violemment l'ancien régime péroniste

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le général Videla, président de la République argentine, a dressé, le 24 mai, dans un discours télévisé, un bilan sévère de trois ans de gouvernement péroniste, marqué, a-t-il dit, par la domination, dans tous les secteurs, « du désordre, de la corruption et de l'ineptie ». « Le mensonge était substitué à la vérité, le mythe s'imposait à la raison, le portuisme démagogique jetait le trouble dans tous les secteurs. L'intérêt personnel et les intérêts de clan prenaient le pas sur l'intérêt général », a déclaré le chef de l'Etat.

11 bis, avenue de Ségur, Paris 7^{ème}

5 appartements d'exception.

Dans un immeuble habillé de pierre de Besençon, nous mettons en vente quelques appartements neufs d'une rare qualité, de studio au 7 pièces duplex.

Situés sur l'avenue de Ségur, à côté des Invalides, ils sont livrables avant l'automne. Pour les visiter, appelez Catherine Mielier, au 74.43.00.

GEPRO
20, rue Jacques-Douglas - 92000 Nanterre
TEL. 74.43.00

Le Conseil exécutif de l'ANEM a également condamné la politique d'éducation israélienne dans les territoires occupés, en particulier la ségrégation raciale et la discrimination contre les Palestiniens. Ils ont également condamné la construction de colonies israéliennes dans les territoires occupés, qui sont considérées comme une violation du droit international.

Le premier ministre iranien, M. Amir Abbas Hoveyda, qui est en visite officielle en France, a affirmé que les accords économiques entre l'Iran et la France étaient en voie d'exécution. Il a souligné que le gouvernement iranien était déterminé à développer ses relations économiques avec la France, et qu'il était prêt à signer de nouveaux accords commerciaux. Il a également souligné que le gouvernement iranien était déterminé à développer ses relations économiques avec la France, et qu'il était prêt à signer de nouveaux accords commerciaux.

Après deux jours de négociations à Stockholm, le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, a reconnu que les États-Unis avaient commis de « graves erreurs » au Vietnam. Il a souligné que le gouvernement américain était déterminé à mettre fin à la guerre au Vietnam, et qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement vietnamien. Il a également souligné que le gouvernement américain était déterminé à mettre fin à la guerre au Vietnam, et qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement vietnamien.

Amnesty International, de son côté, a exprimé « son horreur et son indignation » à la suite de l'assassinat de réfugiés uruguayens à Buenos-Aires. A l'occasion d'une conférence qui réunit au Venezuela des leaders sociaux-démocrates européens et latino-américains, le dirigeant radical argentin Ricardo Balbín a condamné le meurtre des deux parlementaires uruguayens, indiquant l'A.F.P. de Buenos-Aires que ces crimes ont été commis par les forces répressives argentines avec la complicité de celles de l'Argentine.

AMÉRIQUES

États-Unis

POUR EFFACER SES ÉCHECS DE LA SEMAINE DERNIÈRE

M. Jimmy Carter mène bataille dans l'Oregon

De notre correspondant

Washington. — Après ses succès du Michigan et du Maryland, le président Ford a marqué, samedi 22 mai, de nouveaux points en ralliant une nette majorité de délégués désignés par les organisations locales du parti républicain, en Pennsylvanie et dans le Kansas. En outre, dans l'Etat de New-York, les cent vingt délégués « non engagés » ont été invités par le vice-président Rockefeller à appuyer M. Ford. Dans ces conditions, ce dernier a repris la tête dans la course aux délégués avec environ (les chiffres ne sont pas encore officiels) six cent cinquante-cinq délégués contre cinq cent cinquante à M. Reagan.

Néanmoins, il faut s'attendre à de nouvelles fluctuations. M. Reagan part favori dans cinq des six élections primaires qui ont lieu ce mardi 25 dans plusieurs Etats du Sud et de l'Ouest (Kentucky, Tennessee, Arkansas, Idaho, Nevada, Oregon). Mais la bataille décisive aura lieu le 8 juin dans les dernières « primaires » des Etats de l'Ohio, du New-Jersey et de la Californie. Selon les sondages, M. Ford devrait l'emporter dans l'Ohio et dans le New-Jersey, tandis que M. Reagan part favori en Californie dont il fut le gouverneur.

Dans ces conditions, les observateurs pensent que les deux concurrents arriveront à la convention nationale de Kansas-City, qui ouvre le 16 août, avec un nombre à peu près égal de délégués et se pourrissent pas réunir des mandats nécessaires à la nomination. Malgré tout, la majorité des experts estiment maintenant que le président a de bonnes chances d'enlever la nomination, la tendance dominante parmi les délégués « non engagés » (achèvement au nombre de trois cent trente et un) lui étant favorable.

Du côté démocrate, M. Jimmy Carter a encore augmenté le nombre de ses délégués. Les conventions locales de la Virginie et du Vermont ont renforcé leurs rangs, mais le Sudiste a quelques raisons de se préoccuper du vote des « non-engagés » déjà désignés dans d'autres Etats, et qui, de toute évidence, sont plus développés politiquement et est plus développée qu'ailleurs, à en juger par la participation électorale régulièrement supérieure à la moyenne nationale.

H. P.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

RÉUNIE EN CONGRÈS A HANOVRE

La C.D.U. entend passer à l'offensive contre le socialisme en Europe occidentale

De notre envoyé spécial

Hanovre. — Destinée, en principe, à mobiliser les troupes de l'aube de la campagne électorale, le congrès extraordinaire de l'Union chrétienne-démocrate, qui a commencé le lundi 24 mai à Hanovre, a pris, dès le premier jour, une autre dimension. L'initiative proposée par la C.D.U.-F.R.G. aux électeurs allemands — « la liberté ou le socialisme » — ne se limite pas, selon les dirigeants démocrates-chrétiens, aux frontières de la R.F.A. : elle vise pour toute l'Allemagne (« Les dictateurs passent, la nation allemande demeure »), a déclaré M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. et pour l'Europe toute entière. M. Strauss, président de l'Union chrétienne-sociale bavaroise, qui s'adressait au parti frère, l'a dit avec sa franchise habituelle : « Nous voulons une Allemagne libre dans une Europe libre, nous voulons empêcher la naissance d'une Allemagne socialiste dans une Europe marxiste ».

M. Biedenkopf, secrétaire général de la C.D.U., a traité le même thème avec un grand sens de la litote : « L'ordre libéral de la République fédérale ne peut être assuré, a-t-il déclaré, que si cet ordre est aussi fondamentalement accepté par les autres sociétés (européennes). » C'est pourquoi la C.D.U. doit « prendre l'offensive contre le socialisme partout où ses arguments portent ».

Ce n'est pas seulement de la rhétorique. Les principaux dirigeants des partis qui se sont récemment réunis pour fonder le parti chrétien européen (Mme Thatcher, M. Lecanuet, Tindemans, Panfili) devaient s'adresser ce mardi au congrès de Hanovre. Malgré les nuances de l'attaché culturel à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Vienne, qui vit en exil en Autriche depuis l'intervention soviétique dans son pays, M. Starck, rassemblée dans un volumineux dossier des cas de « mesures discriminatoires » contre les citoyens tchécoslovaques, a comparé les « citoyens tchécoslovaques » et « notre leur famille ».

M. Biedenkopf a expliqué que la coalition libérale-socialiste avait entrepris des réformes progressistes, apparemment anodines, mais qu'un beau jour l'accumulation des petits pas risquerait de provoquer un « coup de collectif » et qu'ensuite il serait très difficile.

L'affaire Lischka

TROIS MEMBRES DE LA LICA SONT CONDAMNÉS A DES AMENDES

Cologne (A.F.P.). — Mme Gertrude D'ra et le « claqueur » (27 ans), Mlle Elisabeth Hediger (27 ans) et le rabbin Daniel Farhi, membres du comité directeur de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.A.), ont été condamnés lundi 24 mai par le tribunal de grande instance de Cologne à des peines d'amende allant de 400 à 4 000 Deutschmarks (1 100 à 11 000 francs). Tous trois comparaissaient depuis la semaine dernière pour avoir participé, le 1er juillet 1975, à une manifestation devant les bureaux où est employé Kurt Lischka, ancien chef de la Gestapo à Paris. Plusieurs vitres de l'immeuble avaient été brisées et une personne légèrement blessée.

Cette manifestation avait été organisée pour attirer l'attention de l'opinion publique sur le retard apporté à l'application, en R.F.A., de la convention franco-allemande sur le jugement des criminels de guerre nazis condamnés en France par contumace.

Dans les attendus, le juge a reconnu « le rôle important joué dans la déportation de Juifs par Kurt Lischka » et a déclaré qu'il ne s'agit ni d'antisémitisme ni de la responsabilité de ce dernier ».

Publié

FLAMMARION

organisé dans le cadre de l'Exposition AUBIER MONTAIGNE un débat « Politiques du texte » avec J. Derrida, S. Kofman, Ph. Lacoue-Labarthe, J.-L. Nancy (collection La Philosophie en effet), J. Ristat, D. Kambouchas, D. Gallavet, J. Derrida, J. Ristat, J.-P. Chevrier, D. Grandmont, B. Boumette, J. Thibaut, Ph. Lacoue-Labarthe, Antoine Vitez et la présence de Francis Ponge

Le 25 mai à 20 h. 30 à la LIBRAIRIE FLAMMARION, Palais des Congrès - Porte Maillot, 75017 Paris.

plus les hommes sont grands plus CAPEL les aime

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Espagne

Une importante entreprise décide de réintégrer tous les travailleurs qu'elle avait licenciés lors des conflits sociaux

De notre correspondant

Madrid. — Trois des quatre dirigeants de la Coordinación democrática, l'organisme unitaire de l'opposition, détenus à la prison madrilène de Carabanchel, devaient être remis en liberté provisoire, sous caution, ce mardi 25 mai. Il s'agit de M. Marcelino Camacho, dirigeant du mouvement ouvrier; Nazario Aguado Aguilar, dirigeant du parti du travail d'Espagne (marxiste-léniniste); et Francisco Alvarez Dorronsoro, dirigeant du mouvement communiste d'Espagne (marxiste). Le quatrième détenu, M. Antonio García-Trevijano (avocat et personnalité indépendante), demeurera en prison.

Ces quatre personnes avaient été arrêtées le 27 mars, dans le bureau de M. García-Trevijano au moment où elles se disposaient à remettre à la presse le document annonçant la création de la Coordinación democrática, signé par quinze représentants de divers partis politiques et organisations syndicales.

Dès le moment de cette arrestation, il s'est produit une sorte de discrimination difficile à expliquer. En effet, quatre seulement des quinze personnalités qui avaient signé le document ont

Grande-Bretagne

M. POWELL RAHME LA CONTROVERSE SUR L'IMMIGRATION DES CITOYENS BRITANNIQUES DE COULEUR.

(De notre correspondant.)

Londres. — M. Enoch Powell, l'un des hommes politiques britanniques les plus brillants, mais aussi les plus déconcertants, vient de ramener la controverse sur l'immigration des citoyens de couleur porteurs de passeports britanniques. Lundi 24 mai, aux Communes, il a, une fois de plus, provoqué un coup de théâtre en révélant les conclusions d'une enquête menée en Inde, au Pakistan par le Foreign Office.

Ce document, supposé secret, cité par M. Powell, établit qu'en Inde quelque soixante-dix mille immigrants se préparaient à venir en Grande-Bretagne. Les propos de M. Powell ont été démentis par le ministre de l'Intérieur, M. Jenkins, et beaucoup plus modérément par le porte-parole du gouvernement, M. Whitelaw. M. Jenkins a affirmé qu'il avait en 1975, 67 110 immigrants du Commonwealth. Pakistan compris, soit 20 000 de moins que l'année précédente. Mais un ancien ministre travailliste, M. Mellish, a fait écho à M. Powell en demandant, lui aussi, un arrêt de l'immigration. M. Mellish, en tant que Chief Whip (chargé de la discipline du parti aux Communes), était, il y a quelques semaines encore, l'un des piliers du gouvernement Wilson. Il reste aujourd'hui le leader travailliste le plus influent dans la région londonienne. Il a déclaré que le Royaume-Uni ne peut recevoir un plus grand nombre de citoyens de couleur, même lorsqu'il s'agit des deux cents citoyens britanniques originaires de Goa, expulsés par la « dictature raciste » du Mlao-wi, qui sont arrivés dimanche à Londres. A moins qu'un terme ne soit mis à cette situation, a dit M. Mellish, « nos propres citoyens seront amenés à prendre des mesures que nous regretterons tous ».

Les croyants et les préêtres...

Parmi les autres groupes victimes des mesures d'interdiction de travail figurent ceux des citoyens d'origine allemande et, surtout, ceux des croyants et des préêtres. Pour être moins souvent évoqués, la répression anti-religieuse n'en est pas moins systématique et frappe surtout les prêtres catholiques. Plusieurs centaines de cures sont désaffectées, les ordres religieux féminins sont tout aussi cruellement mesquinés. Souvent chassés des hôpitaux, de nombreux religieux ont trouvé à s'employer dans des usines, par exemple dans l'industrie textile. Mais, même lorsqu'elles accomplissent les normes, elles touchent généralement des salaires aux deux tiers inférieurs à ceux de leurs compagnes de travail qui ne réalisent pas les tâches imposées.

MANUEL LUCBERT.

Islande

● M. Hubert Stein, ressortissant tchécoslovaque qui travaillait à l'ambassade des Pays-Bas, et qui avait été condamné en 1970, à Prague, à douze ans de prison pour espionnage, a été libéré à la suite d'une intervention de M. Koop den Vy, premier ministre néerlandais. — (A.F.P.)

LA REINE ELIZABETH D'ANGLETERRE et le prince Philip sont attendus, ce mardi 25 mai, à Helsinki, pour une visite de quatre jours.

LELECTION PRÉSIDENTIELLE, qui devait avoir lieu cette année, a été annulée. Personne ne s'est présenté contre M. Edjarn à la date limite de dépôt des candidatures. Aussi, le 1er août prochain, le président sortant sera reconduit dans ses fonctions pour quatre ans. — (A.F.P.)

SOCIÉTÉ

LES CAHIER
FRANCAIS

EMPLOI, CHOMAGE,
LE MARCHÉ DU TRAVAIL
CF 173 - 12 F.

VIVRE AU FEMININ
CF 171 - 12 F.

LA MONTÉE DES CONSOM-
MATEURS.
CF 165 - 12 F.

ff

NOTES
ET ETUDES
DOCUMENTAIRES

LE SYSTEME DES RETRAI-
TES EN FRANCE.
ND 4260-4261 - 10,50 F.

LES ACCIDENTS DU TRA-
VAIL EN FRANCE.
ND 4257 à 4259 - 14 F.

La sélection bibliographique
questions sociales est envoyée
gratuitement sur simple deman-
de.

Maisons de presse,
grandes librairies
et

LA
DOCUMENTATION
FRANCAISE

29 quai Voltaire 75340 Paris cedex 07
Tél 261 50 10

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Sandales, tressé
mou, chevronné de
grand confort,
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 46.

Catalogue
gratuit
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6°

non ! 145 kilos
ne font pas peur
à CAPEL

Magasin principal : 74 boulevard de
Sébastienopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-
Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

SC.PO

Préparation d'état et annuelle
sur place ou par correspondance

Examen d'entrée 1^{re} année

Procédure d'admission 2^e année

Seconde session fin d'A.P.

CEPES

Groupement libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY

Tél 722-94-94

سكنا من الاموال

صكازان الاول

EUROPE

Espagne

Une importante entreprise décide de réintégrer tous les travailleurs qu'elle avait licenciés lors des conflits sociaux.

De notre correspondant : Trois des quatre membres de la Coordination démocratique espagnole ont été réintégrés par la firme de Barcelone, après avoir été licenciés lors des conflits sociaux. M. Carlos, M. José María Gil Robles et M. Felipe González ont été réintégrés par la firme de Barcelone, après avoir été licenciés lors des conflits sociaux. M. Carlos, M. José María Gil Robles et M. Felipe González ont été réintégrés par la firme de Barcelone, après avoir été licenciés lors des conflits sociaux.

Grande-Bretagne : M. POWELL RANNE CONTROVERSE SUR L'IMMIGRATION DES BRITANNIQUES DE LEUR.

Si vous mesurez 1 m 88 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES PNEU-PORTER. Costumes, costumes lavables (inédits), ensembles "jeans", vestes, blousons, vestes sports, blazers, costumes velours tous coloris, trench cuir ou daim, blousons. Pantalons, "jeans" et velours, tous coloris. Chemises, pulls, sous-pulls, 4 longueurs de manche. Vêtements livrés immédiatement. L'élégance et le confort anglais. 40, Av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit Tél. 355.88.00

Islande : M. LACROIX.

En Espagne

RECEVANT DES PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION

Juan Carlos semble résolu à accélérer la marche vers la démocratie

Les Cortès doivent discuter, ce mardi 25 mai, un projet de loi visant à libérer le régime des réunions politiques et des manifestations de rue. Si ce texte est adopté, comme le pensent la majorité des observateurs, les réunions pourraient se tenir sans autorisation préalable de la police, moyennant un préavis de trois jours donné au gouvernement civil. Les manifestations de rue devraient faire

l'objet, dix jours avant la date retenue par les organisateurs, d'une demande d'autorisation au gouvernement civil. Les pouvoirs publics conserveraient le droit d'interdire les réunions et manifestations s'ils jugent qu'elles ont des objectifs illégitimes ou sont susceptibles de provoquer des désordres. D'autre part, le roi et la reine d'Espagne commenceront, le 31 mai, un

voyage d'une semaine en République Dominicaine et aux États-Unis. C'est le premier voyage officiel à l'étranger de Juan Carlos I^{er} depuis son accession au trône. C'est aussi la première visite d'un chef d'État espagnol au continent américain. Il est également question que le roi fasse avant la fin de l'année des voyages officiels en Europe. Ni les pays ni les dates ne sont encore fixés.

De notre envoyé spécial

Madrid. — Juan Carlos a pris conscience que le temps ne travaille pas nécessairement en faveur de la monarchie et que l'affermissement de son trône est directement lié à l'instauration d'une démocratie authentique. Au lendemain de son couronnement devant les Cortès, il avait paru vouloir placer l'inspiration monarchique, encore fragile, au-dessus du jeu politique. Mais, quelques semaines, il a changé de ton et de style. Son cabinet particulier, à la Zarzuela, a été renoué et étoffé, en partie avec des hommes liés à l'Opus Dei, ce qui constitue un motif de perplexité, ou de réprobation, pour la classe politique madrilène.

Un argument plaide en faveur de la rapidité. Il y a une faille dans la Constitution, Juan Carlos, nommé par Franco, entériné par les Cortès, n'a pas d'héritier officiellement désigné. A Covadonga, cette semaine, le titre de prince des Asturies a été offert au roi pour son fils aîné Felipe, âgé de huit ans. Juan Carlos a accepté, en principe, cette officialisation étant liée à la loi de succession et au renouement de Don Juan. « Tout est attaché, et bien attaché », disait Franco à propos de sa succession. Mais une disparition accidentelle de Juan Carlos plongerait aujourd'hui l'Espagne dans une crise constitutionnelle d'une exceptionnelle gravité.

Le leader socialiste à la Zarzuela

De très bonne source on affirme que Juan Carlos songe également à recevoir à la Zarzuela, Felipe González, le jeune, séduisant et dynamique secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), dont la ligne actuelle est le maintien d'une solidarité sans faille avec le parti communiste d'Espagne de M. Santiago Carrillo. Des contacts fréquents, discrets et cordiaux ont lieu à Madrid ou à Barcelone entre personnalités socialistes ou social-démocrates et des dirigeants appartenant à l'aile libérale du gouvernement. Mais Felipe González aurait évidemment une autre signification. M. Enrique Mugica, membre influent de la commission exécutive du P.S.O.E., a déclaré qu'une invitation formelle de la Zarzuela n'était encore parvenue, mais qu'elle serait certainement étudiée avec faveur. M. Felipe González, qui rentre d'un voyage officiel à Mexico, a été un peu plus prudent, mais a précisé : « Le socialisme ne prétend pas discuter l'existence d'une monarchie en Espagne, mais proposer une alternative de caractère

265f lampe-fleur LANCEL pour être sûr de ce que l'on offre

Opéra (parking Paramount)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot
Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil - Lyon et Nice

Pour tous ceux, garçons et filles qui souhaitent : préparer les concours d'entrée aux grandes écoles d'Art. s'orienter vers : les arts graphiques et photographiques en public, l'architecture intérieure, le design.

Académie Charpentier

Adresser votre demande à académie charpentier Établissement d'Enseignement Technologique privé Centre de Formation Artistique supérieur 2, rue Jules-Chaplain - 75006 PARIS Tél. : 033.31.12

dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo :

Club Residence Dragonnière

Une résidence "pleins services" pour y vivre un troisième âge dégagé de toutes servitudes. Outre tous les services pris en charge par le club, les résidents y ont à leur disposition : restaurant, bar, piscine, tennis, bibliothèque, salle de sport et de détente... et un parc d'un hectare et demi.

De grands studios, de vastes 2 pièces (tous avec terrasse et face à la mer) sont immédiatement disponibles. Pour devenir résident de LA DRAGONNIÈRE, 2 formules : - l'achat en toute propriété, - l'acquisition du droit d'usage et d'habitation votre vie durant.

La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Depuis le 2 avril, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways sont toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA peuvent ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadricorne.

Et ils bénéficient pleinement des services exclusifs de SAA, "Gold Medallion" en classe économie et "Blue Diamond" en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que

chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décolle d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

*Moyennant un léger supplément.

SAA South African Airways Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS-TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON-TEL. 37.85.80

RELIGION

UNE OFFENSIVE DE CHARME DES COMMUNISTES

M. Marchais s'adressera aux chrétiens de France le 10 juin

Six cent cinquante mille tracts, cent quarante mille circulaires d'invitation, quarante mille invitations personnelles, des rencontres entre les organisations communistes (fédérations, sections, cellules) et tous les groupements chrétiens, des contacts de hiérarchie à hiérarchie : tels sont les importants moyens mis en œuvre par le parti communiste français pour préparer un « événement historique, exceptionnel », annoncé à grand fracas lors

d'une rencontre de presse, le 24 mai, au siège du comité central du P.C.F. par M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique, chargé des relations avec les milieux et mouvements chrétiens.

L'événement ? M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., s'adressera aux chrétiens de France au cours d'un grand meeting qui aura lieu au Palais des Sports de Lyon, le 10 juin prochain.

Il faut remonter au printemps de 1968 pour trouver un précédent. C'était la « main tendue » par Maurice Thorez, l'appel lancé aux chrétiens français par le secrétaire général d'alors.

Cette démarche, a souligné M. Gremetz, avait, « pour la première fois en France, commencé à briser le mur des sectarismes cléricaux et anticléricaux qui séparaient travailleurs croyants et incroyants ». Cependant, l'adresse de Georges Marchais « ne saurait en rien se ramener à une commémoration ou même à un renouvellement de ce qui s'est fait il y a quarante ans ».

L'intervention du secrétaire général du P.C.F. se situe dans un

contexte nouveau qui résulte, selon M. Gremetz, « des très profondes et croissantes convergences entre ce que constate, exige, veut (à partir d'une expérience qu'elle pense dans le cadre original de sa foi) l'immense majorité des chrétiens de notre peuple et ce que constatent et veulent les communistes (à partir d'une même expérience de la vie qu'ils pensent dans le cadre original de leur propre philosophie, le matérialisme historique et dialectique) ».

« Il y aura du neuf ! »

An fil des réponses à d'autres questions, il est apparu que le meeting de Lyon, qui se veut une nouvelle étape dans le rapprochement entre chrétiens et communistes, ne sera pas « un débat » mais « un discours, une adresse aux chrétiens de France ». Ensuite, sera organisée une série de débats dont le premier est déjà prévu pour le 18 juin à Besançon.

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme compléte chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS 11^e - TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

OUVERT LE JEUDI
DE L'ASCENSION

« Ces aspirations des chrétiens de notre peuple ne peuvent avoir chance de trouver satisfaction réelle avec le maintien du pouvoir de Giscard, Lecanuet, Fontanet, car la « réforme » de la politique du grand capital, c'est le maintien de la politique du grand capital, c'est-à-dire la poursuite de la politique de l'homme. Pas plus que les aspirations des chrétiens ne peuvent vraiment trouver chance d'aboutissement effectif avec une union de la R.F.A. de la Grande-Bretagne, montre ce que serait une telle hypothèse ».

Cette flèche décochée en passant contre le parti socialiste, a provoqué une des questions posées à M. Gremetz : les chrétiens, à l'évidence, sont beaucoup plus attirés par le parti socialiste que par le parti communiste ; cette offensive de charme auprès des chrétiens entreprise par M. Marchais ne serait-elle pas plutôt dirigée contre M. Mitterrand que contre M. Giscard d'Estaing ?

« Là où le courant réformiste domine, a répondu M. Gremetz, il n'y a pas de véritable socialisme. Cela dit, notre initiative n'est nullement une manœuvre électorale, mais une démarche

fondamentale. Autrement, on se demanderait vraiment pourquoi on s'adresse aux chrétiens depuis quarante ans — avec des hauts et des bas, il est vrai, mais, dans un dialogue, vous le savez, il faut être deux ».

Le discours que le pape a prononcé à l'occasion de la première messe célébrée à la cathédrale de Rome, le 24 novembre 1960, c'est le premier prêtre vietnamien à faire partie du Sacré-Collège, lequel compte désormais 139 membres, dont 120 électeurs âgés de moins de quatre-vingts ans.

Le discours que le pape a prononcé à l'occasion de la première messe célébrée à la cathédrale de Rome, le 24 novembre 1960, c'est le premier prêtre vietnamien à faire partie du Sacré-Collège, lequel compte désormais 139 membres, dont 120 électeurs âgés de moins de quatre-vingts ans.

Le discours que le pape a prononcé à l'occasion de la première messe célébrée à la cathédrale de Rome, le 24 novembre 1960, c'est le premier prêtre vietnamien à faire partie du Sacré-Collège, lequel compte désormais 139 membres, dont 120 électeurs âgés de moins de quatre-vingts ans.

Paul VI dénonce les excès des contestataires de l'Eglise

L'archevêque de Hanoi, premier cardinal vietnamien

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Paul VI avait réservé une surprise aux membres du Sacré-Collège réunis en consistoire lundi 24 mai au Vatican pour la nomination officielle des vingt et un nouveaux cardinaux : la présence de Mgr Joseph-Marie Trinh Nhu Khue, archevêque de Hanoi, dont on a appris par le fait même qu'il était l'un des deux prêtres nommés secrètement (« in pectore »), en raison de circonstances particulières. Quand il avait annoncé le consistoire le 21 avril dernier, le pape ignorait encore s'il serait possible au prêtre vietnamien de se rendre à Rome. Agé de soixante-dix-sept ans, Mgr Trinh Nhu Khue avait été désigné à l'archevêché de Hanoi le 24 novembre 1960. C'est le premier prêtre vietnamien à faire partie du Sacré-Collège, lequel compte désormais 139 membres, dont 120 électeurs âgés de moins de quatre-vingts ans.

Le discours que le pape a prononcé à l'occasion de la première messe célébrée à la cathédrale de Rome, le 24 novembre 1960, c'est le premier prêtre vietnamien à faire partie du Sacré-Collège, lequel compte désormais 139 membres, dont 120 électeurs âgés de moins de quatre-vingts ans.

est d'autant plus grave que l'opposition dont nous parlons n'est pas seulement encouragée par certains prêtres mais dirigée par un évêque qui demeure cependant toujours l'objet de notre respect fraternel, Mgr Marcel Lefebvre. C'est si dur de le constater ! Mais comment ne pas voir dans une telle attitude — quelles que puissent être les intentions de ces personnes — le fait de se classer hors de l'obédience au successeur de Pierre et de la communion avec lui, et donc hors de l'Eglise ?

Le pape ne s'est pas montré plus tendre envers les catholiques du bord opposé, qu'ils soient ouvertement contestataires ou silencieusement dissidents. Ces catholiques « ne sont pas très nombreux, c'est vrai, mais ils font beaucoup de bruit », et causent en tout cas au pape « autant de peine » que les autres.

Pour n'avoir cité aucun nom, Paul VI n'en est pas moins entré dans le détail. Six types d'erreurs sont dénoncés. Nous n'admettons pas, dit en substance le pape l'attitude de :

- Ceux qui croient autorisés à créer leur propre liturgie imitant parfois le sacrifice de la messe ou les sacrements à la célébration de leur propre vie ou de leur propre combat, ou encore au symbole de leur fraternité ;
- Tous ceux qui minimisent l'enseignement doctrinal dans la catéchèse ou qui dénaturent celle-ci au gré des intérêts, des pres-

sions ou des exigences des hommes, selon des tendances qui déforment profondément le message chrétien ;

— Ceux qui feignent d'ignorer la tradition vivante de l'Eglise depuis les Pères jusqu'aux enseignements du magistère, et qui réinterprètent la doctrine de l'Eglise et l'Evangile lui-même, les réalités spirituelles, la divinité du Christ, sa résurrection ou l'Eucharistie en les vidant pratiquement de leur contenu ; ils créent ainsi une nouvelle gnose et ils introduisent d'une certaine façon dans l'Eglise le « libre examen » ;

— Ceux qui réduisent la fonction spécifique du ministère sacerdotal, ceux qui transgressent malheureusement les lois de l'Eglise ou les exigences éthiques rappelées par elle ;

— Ceux qui interprètent la vie théologique comme une organisation de la société d'ici-bas, et même qui la réduisent à une action politique adoptant, dans ce but, un esprit, des méthodes ou des pratiques contraires à l'Evangile (...), ils se font les champions d'un mariage hybride entre deux mondes inconciliables, comme d'ailleurs le reconnaissent les théologiens de l'autre bord.

C'est une claire allusion aux chrétiens qui se sont présentés sur des listes communistes en Italie. Mais le propos du pape était sans doute plus large. Il ne pensait pas seulement à son pays d'origine en déclarant : « Ce n'est certes pas le moment de l'abandon, de l'indécision, et encore moins celui de la peur ».

ROBERT SOLÉ

L'Eglise du Vietnam se réunifie elle aussi

Mgr Trinh Nhu Khue, archevêque de Hanoi, vient d'être nommé cardinal. L'événement est d'importance. Comme il est d'importance que les dirigeants vietnamiens, en autorisant Mgr Trinh à se rendre à Rome, aient permis de lever le secret dont cette promotion fut d'abord entourée par le pape (in pectore) (le Monde du 25 mai). Ils savent que, dans ses conversations au Vatican, le vieux prêtre traditionaliste ne sera sans doute pas tendre à leur égard, mais

ils sont réalistes : ils veulent contribuer, par tous les moyens, à l'intégration dans leur nation réunifiée des plusieurs millions de catholiques.

Le premier signe du dégel des relations entre catholiques et marxistes intervint en mars 1971 : le premier ministre du Nord reçut alors Mgr Nguyen Nang, évêque de Vinh. A la fin de 1974, Mgr Trinh Van Can, évêque coadjuteur de Hanoi, fut autorisé à se rendre au synode de Rome. Le 31 décembre 1975 enfin, Mgr Trinh faisait une démarche qui dut lui coûter beaucoup : à la tête d'une délégation d'évêques, il allait présenter ses vœux à M. Pham Van Dong et aux autres ministres.

Une évolution parallèle avait eu lieu au Sud : la hiérarchie n'a pas accordé au régime du général Thieu l'appui qu'elle avait donné à celui de Ngo Dinh Diem. Dès l'entrée des révolutionnaires dans la ville, l'évêque de Da-Nang demanda à ses ouailles d'œuvrer à la construction d'un nouveau Vietnam. Mgr Binh, archevêque de Saigon, fit de même quelques semaines plus tard. Il ne s'agit pas pour le prêtre de laisser les catholiques « se rélier », mais, au contraire, de les aider à débarrasser leur foi de scories déposées par l'ère coloniale. Car si les évêques du Nord ne furent pas autorisés à participer au concile, les chrétiens du Sud ne furent guère touchés par l'entreprise de renouveau de l'Eglise.

Capitale politique du Vietnam, Hanoi sera désormais la capitale religieuse des catholiques vietnamiens. La réunification est aussi celle de l'Eglise. Les évêques du Sud ont déjà organisé une conférence. En bonne logique, ils devraient désormais rencontrer les évêques du Nord et coordonner leur action avec eux. Dans ce domaine aussi, la reconstruction du Vietnam sera une tâche immense et délicate.

La nouvelle Eglise va devoir oublier son ancien triomphalisme symbolisé par les orgueilleuses basiliques qu'elle érigea autrefois qui dominaient de façon hautaine le paysage plat des pauvres plaines. Mais elle devra aussi compter avec l'idéologie d'un régime qui entend bien convertir rapidement la jeunesse à la foi marxiste.

JACQUES DECORNOY.



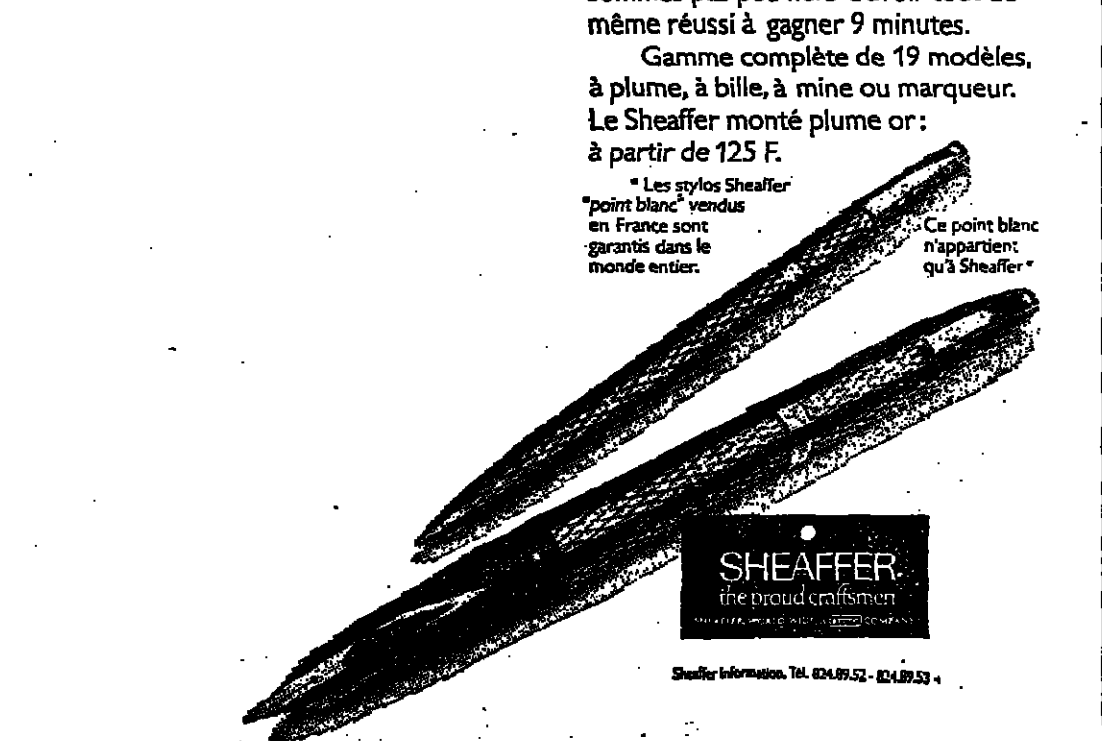
En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.

C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.

En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la loupe oculaire. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main.

Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes.

Gamme complète de 19 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.



« Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier. »

Ce point blanc n'appartient qu'à Sheaffer.

SHEAFFER
the proud craftsmen

Sheaffer Information, Tel. 01.45.52.12.12.53

EDITIONS MIR
TRADUIT DU RUSSE

NOUVEAUTES

MECANIQUE DES MILIEUX CONTINUS
par L. Sedov
2 volumes reliés, 1110 pages 55 - F

LA PHYSIQUE DES SEMI-CONDUCTEURS
par P. Kiréev
Relié, 730 pages 35 - F

FORMES QUADRATIQUES ET MATRICES
par N. Efimov
Relié, 152 pages 22 - F

CINETIQUE CHIMIQUE
par N. Emanuel et D. Khoré
Relié, 450 pages 32 - F

AIDE MEMOIRE DE CHIMIE ANALYTIQUE
par Y. Louré
Reliure pelliculée, 12x17, 578 pages 32 - F

METHODES DE RESOLUTION DE PROBLEMES MAL POSES
par N. Tikhonov et V. Arsenine
Relié, 202 pages 27 - F

FONDEMENTS MATHEMATIQUES DE LA CYBERNETIQUE
par Y. Korshounov
Relié, 332 pages 26 - F

LES MECANISMES DANS LA TECHNIQUE MODERNE.
Tome 1
par I. Artobolevski
Reliure pelliculée, 12x17, 706 pages 32 - F

Catalogue gratuit sur demande

Importateur :
LIBRAIRIE DU GLOBE - 2 rue de Buzel - BP 79 - 75261 PARIS cedex 06

Parmi toute une gamme d'appareils au meilleur rapport qualité/prix.

3 chaînes vedette chez ALG 2000 : les fameuses Pioneer.

Chaîne P10 5350 F
Ampl.-tuner SX 535
(Puissance : 2 x 22 watts.
Sensibilité FM : 1,3 µV).
Platine PL 12 D II avec cellule
Ortoton.
Enceintes Setton M 10 avec système Efficient Power Boosting.
Casque SE 205.

Chaîne P20 6390 F
Amplificateur SA 5300
(Puissance : 2 x 12 watts).
Tuner TX 5300
(FM - GO - Sensibilité : 1,6 µV).
Platine PL 10 avec cellule
Ortoton.
Enceintes Setton M 20 avec système Efficient Power Boosting.
Magnétophone à cassettes CTF 2121 avec Dolby.
Casque SE 205.

Chaîne 86 3790 F
Ampl.-tuner SX 434
(FM stéréo et GO -
Puissance : 2 x 18 watts).
Enceintes CS 313 ou Setton M 30 avec système Efficient Power Boosting.
Platine PL 10 avec cellule
Ortoton.

Garantie totale de 5 ans sur tous nos appareils.

ALG 2000 11 boulevard St-Martin 75003 Paris Tél. : 887 23-36
Métro République, ouvert tous les jours sauf le dimanche de 9 h 30 à 19 h 30 sans interruption. Ouvert le lundi à 13 h 30 - Parking assuré.

DEUX POINTS

Le refus de d

L'ANTI-CLUB

LES G

SE

L

JOU

BAZAR DE L'HOM

BELLE JARDINIER

BON MARCHÉ

هكذا من الاصل

DU SNES

répétants
dual et cohérent

La Fédération nationale des enseignants de la C.G.T. a décidé d'organiser des manifestations de protestation contre les réformes de la loi d'orientation de 1975. Les enseignants ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976.

Après les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle, les enseignants ont repris dans la plupart des universités essentiellement afin de permettre le passage des examens. Cependant, dans une dizaine d'établissements, les grèves continuent, notamment à Nantes, la première université et l'une des plus touchées par le mouvement.

Dans un communiqué récent, l'Union nationale inter-universitaire (UNI) a dénoncé « une dizaine d'universités » qui « constituent de véritables foyers de désordre ». Elle cite, « entre autres », Amiens, Bordeaux-II, Grenoble, Toulouse-Le Mirail, Nanterre, Nancy-II.

L'UNI demande « la destitution de certains présidents », qui, selon elle, « ont fait preuve d'une inertie complète, quand ils n'ont pas soutenu les agitateurs », et « la scission de certaines universités », pour permettre à des « U.E.R. saines » de pouvoir travailler « normalement ».

Les enseignants de la C.G.T. ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976. Ils ont décidé de ne pas participer aux examens de la rentrée 1976.

Les enseignants de la C.G.T. ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976. Ils ont décidé de ne pas participer aux examens de la rentrée 1976.

Les enseignants de la C.G.T. ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976. Ils ont décidé de ne pas participer aux examens de la rentrée 1976.

Les enseignants de la C.G.T. ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976. Ils ont décidé de ne pas participer aux examens de la rentrée 1976.

Les enseignants de la C.G.T. ont décidé de boycotter les examens de la rentrée 1976. Ils ont décidé de ne pas participer aux examens de la rentrée 1976.

ÉDUCATION

Dans quelques universités

La question des examens divise encore les étudiants

Après les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle, les enseignants ont repris dans la plupart des universités essentiellement afin de permettre le passage des examens. Cependant, dans une dizaine d'établissements, les grèves continuent, notamment à Nantes, la première université et l'une des plus touchées par le mouvement.

● A BORDEAUX, la plupart des examens ont eu lieu lundi sans incident. Mais des policiers se sont opposés, lundi matin, à deux cents étudiants qui voulaient empêcher des examens de première année de sciences économiques organisés en ville pour cent soixante-quinze étudiants. Des bouillons, des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés sur les policiers; deux agents ont été légèrement blessés.

● A NANTES, au cours d'une assemblée générale réunissant près de deux mille personnes, les étudiants ont repoussé, par 782 voix contre 745, le calendrier d'examen mis au point par le président de l'université, après de multiples consultations des directeurs et conseils d'U.E.R.

● A CLERMONT-FERRAND, une nouvelle assemblée générale d'étudiants en lettres (les seuls encore en grève) n'a pas réussi à se départager sur les propositions des enseignants. Ceux-ci, après avoir suspendu tous les enseignements pendant une semaine et réuni les étudiants dans chaque département, espèrent reprendre les cours à partir du 24 mai.

● A MONTPELLIER, les épreuves écrites d'examen ont lieu, ce mardi, sous la protection de policiers. Lundi 24 mai, le quart seulement des épreuves prévues pour la première journée ont pu avoir lieu, à la suite de l'intervention d'étudiants parus de « blocage », qui, poursuivis par les C.R.S. venus sur la demande du président, ont, en se repliant,

SPORTS

BASKET-BALL

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE FÉMININS

Un test pour les Françaises avant le Tournoi pré-olympique

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — Habitué aux performances de ses basket-teuses en Coupe d'Europe, le public clermontois attend de ses « demoiselles », qui ont troqué leur traditionnel maillot noir pour celui de l'équipe de France, un sursaut d'orgueil à l'occasion des quinquantièmes championnats d'Europe féminins organisés en Auvergne du 24 au 29 mai.

Dès la première journée de la poule finale, l'équipe de France a d'ailleurs confirmé ses prétentions en battant l'Italie (58-41), tout en se montrant moins brillante que la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique, vainqueurs respectifs de la Pologne (91-63) et la Bulgarie (96-57).

Sans oser espérer inquiéter l'Union soviétique, invaincue dans cette compétition biennale depuis 1960, l'équipe de France veut profiter de l'avantage de jouer à domicile pour retrouver dans la hiérarchie européenne le rang de dauphin qu'elle avait obtenu en 1970 à Rotterdam avant d'être reléguée à la quatrième place en

1972 à Varna, puis à la septième, en 1974, à Cagliari. Au-delà du désir des clermontoises de se distinguer devant leur public, ces championnats d'Europe devaient permettre de situer les chances de qualification des Françaises pour les Jeux olympiques de Montréal où le basket-ball féminin fera sa première apparition. Pour se joindre à l'Union soviétique, au Japon et à la Tchécoslovaquie, qualifiées par leurs résultats aux championnats du monde de 1975 et retenues d'office, les Françaises devront se classer à l'une des deux premières places du tournoi pré-olympique de Hamilton, où elles rencontreront notamment du 22 juin au 3 juillet les États-Unis, la Pologne, la Bulgarie et l'Italie. Une victoire sur ces dernières équipes à l'occasion des championnats d'Europe permettrait aux Françaises de se rendre à Hamilton avec un avantage psychologique certain.

Dans cette perspective, le premier succès sur l'Italie prend une grande importance, même s'il résulte beaucoup plus de l'agressivité des Françaises que de leur brio. Cette volonté de participer à tout prix aux Jeux olympiques est d'ailleurs personnifiée par Jacqueline Chazalon, qui après quinze années consacrées au basket-ball, a presque retrouvé la flamme d'une débutante pour être la meilleure joueuse sur le terrain face à l'Italie. Cette performance est d'autant plus remarquable que le capitaine du Clermont Université Club s'est fracturé le poignet voici moins de deux mois, mais n'a jamais voulu arrêter l'entraînement pour ne pas perdre sa forme. Le deuxième match des Françaises contre la Tchécoslovaquie, ce mardi 25 mai, devrait permettre de juger si leurs capacités techniques sont au niveau de leur volonté.

GÉRARD ABOUY.

Football

LE TIRAGE AU SORT DU TOURNOI OLYMPIQUE

Le tirage au sort du tournoi olympique des Jeux de 1976, effectué le 24 mai à Montréal par le comité amateur de la Fédération internationale de football, a donné les résultats suivants :

GROUPE A : Brésil, République démocratique allemande, Espagne, Zambie.

GROUPE B : Mexique, France, Israël, Guatemala.

GROUPE C : Uruguay, Pologne, Iran, Nigéria.

GROUPE D : Canada, Union soviétique, Ghana, Corée du Nord.

La France rencontrera successivement le Mexique, le 19 juillet à Ottawa, le Guatemala, le 23 juillet à Montréal. Les deux premières équipes de chaque groupe seront qualifiées pour les quarts de finale. Le tirage au sort semble avoir favorisé la France, qui n'a, dans son groupe, aucune équipe de premier plan ni surtout aucune équipe des pays de l'Est.

En 1976 DIDOT BOTTIN est particulièrement fier de vous présenter le BOTTIN

Utilisant les techniques les plus modernes (banque de données informatisée, photocomposition programmée) BOTTIN a créé une collection entièrement nouvelle répondant à tous les besoins exprimés par les entreprises.

Toutes les informations dont vous avez besoin quotidiennement pour votre entreprise sont dans le BOTTIN PROFESSIONS 1976.

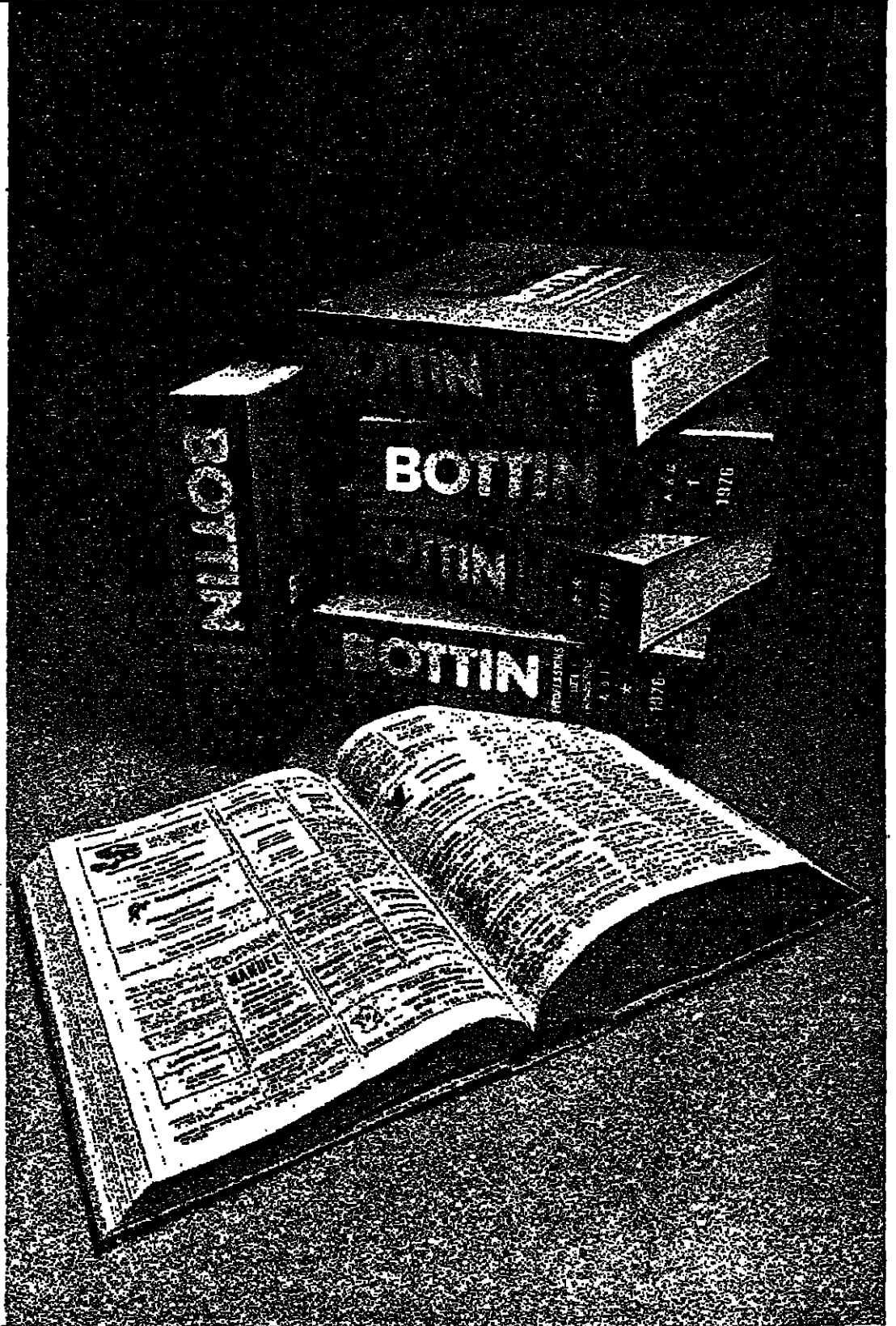
6 volumes légers, maniables, parfaitement à jour 2 tomes : Liste Alphabétique Nationale des 200 000 entreprises qui font la réalité économique du pays.

4 tomes : 6 000 Rubriques Professionnelles Une information « fiable » parce que prenant en compte toutes les informations recensées jusqu'en février 1976.

Indispensable, le BOTTIN PROFESSIONS 1976 accroîtra l'efficacité de vos services.

Il vous permet de communiquer avec votre clientèle. Le BOTTIN PROFESSIONS 1976 est un support publicitaire unique et irremplaçable pour les entreprises.

LE BOTTIN PROFESSIONS 1976, C'EST TOUTE LA PUISSANCE ET L'EXPERIENCE DE BOTTIN AU SERVICE DE VOTRE ENTREPRISE



ENTRÉE 76-77
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR

Le nouveau
ssénage
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR

ADRESSE
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR

Le nouveau
ssénage
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR
L'ANNÉE D'OR

FAITS DIVERS

« L'ILOT EXPULSÉ »

Une lettre de M. Joël Le Tac

Après la publication dans le Monde du 21 mai d'un article intitulé « L'ilot expulsé », M. Joël Le Tac, député de Paris (U.D.R.), nous écrit :

Je vous informe que le conseil municipal de Paris a décidé de donner le nom d'Yvonne Le Tac à la rue Antoinette sur proposition de son président Jean-Louis Vigier au cours d'une de ses séances de mars 1968, date à laquelle il est bien évident que j'aurais été bien en peine d'imposer quoi que ce soit, n'étant qu'un journaliste reporter de Paris-Match, envoyé spécial en Algérie, et non le député que je devais devenir en novembre 1968. J'ajoute que cette décision a été prise par le conseil municipal du fait que ma mère avait été, avant sa retraite, directrice de l'école de filles sise 7, rue Antoinette et qu'elle était la doyenne des déportées résistantes revenues des camps ; plusieurs articles, dont l'un dans le Monde avaient, à l'occasion de sa mort en décembre 1957, évoqué la figure de cette résistante de 1941 qui fut déportée trois ans et demi à Ravensbrück, Maidanek, Auschwitz-Birkenau. Puis-je faire remarquer que l'inauguration de la rue Yvonne-Le Tac n'a eu lieu qu'en juin 1968, c'est-à-dire dix ans après la décision du conseil municipal, par conséquent bien après les cinq années légales de rigueur à l'issue desquelles une rue peut être rebaptisée du nom d'une personne décédée ?

En ce qui concerne la seconde allégation qui ressort du lien que vous semblez faire entre le nom de la rue Yvonne-Le Tac et mon « refus » de voir l'ilot s'y installer, je crois qu'il s'agit d'une interprétation abusive, étant bien entendu qu'à part l'étonnement que j'ai ressenti à voir une maison d'écrou pour anciens détenus s'installer dans un quartier dont je ne puis dire est qu'y fleurissent toutes formes de délinquances, mon seul souci est que le C.E.S. de la rue Yvonne-Le Tac soit agrandi dans les meilleures conditions, dans l'intérêt des enseignants du C.E.S., des enfants du dix-huitième et de leurs parents en fonction de la nouvelle carte scolaire de notre arrondissement.

[C'est, en fait, au mois de juillet 1967 que le Conseil de Paris a décidé d'attribuer le nom d'Yvonne Le Tac à la rue Antoinette. Nous écrivions dans le Monde le 9-10 juillet 1967 que, contrairement à d'autres décisions de changement de noms prises par le Conseil municipal de Paris le même jour, la décision visant la rue Antoinette n'avait pas été acquiescée « sans difficulté » : « Avec beaucoup de tart, ajoutons-nous, les groupes de l'opposition au Conseil municipal ont fait valoir que la proposition concernant la rue Antoinette pouvait donner lieu à une interprétation politique. Ils ont demandé que la décision passe in-

jet d'un vote en séance plénière (et non seulement en commission) ; la proposition a été adoptée à main levée. »

Sur le second point, Mme Janine Darrieux, députée générale de l'ilot, nous a adressé la lettre suivante : « Je suis surprise de la réaction de M. Joël Le Tac quant à la conversation que nous avons eue le 9 novembre 1972, à sa permanence 6, rue Bernier, à Paris-12^e, et que je vous ai relatée sans effort de mémoire puisque les minutes de cet entretien ont été consignées dans un rapport au président de notre association d'une part, et au promoteur de l'ilot France, M. Jean-Jacques Pagnano, d'autre part. »

J'ai connu M. Joël Le Tac dès son retour de camp de concentration en 1945.

Lors de son appel téléphonique demandant d'urgence la visite d'un responsable de l'ilot, il a été surpris de m'avoir pour correspondant, ne sachant pas que depuis la fondation de notre association, en 1968, j'étais promoteur de l'ilot France, M. Jean-Jacques Pagnano.

Je vous affirme à nouveau que, dans le courant de la conversation, M. Joël Le Tac m'a dit textuellement : « Je serai l'impossible pour que votre maison d'écrou ne fonctionne pas. Je ne supporte pas que les hommes que vous hébergez habitent rue Yvonne-Le Tac. »

JUSTICE

DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Je considère que le docteur Simeoni a toujours été un intellectuel séduit par la violence déclare M. Gabriel Gilly, préfet de la Corse lors des événements d'Aléria

« On a dit que l'on attendait le préfet dans ce procès, voici le préfet. C'est ainsi que, soulignant lui-même l'importance de son témoignage, M. Gabriel Gilly, préfet de la Corse au moment des événements d'Aléria, aujourd'hui préfet du Haut-Rhin, s'est présenté ce mardi matin 25 mai devant

les magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat. Asseyant, le président, introduisant cette déposition, avait lancé « un appel au calme » à l'adresse des parties et du public. Tout en rappelant la « réalité » du « scandale des vins » auquel il a consacré un long exposé, le préfet a notamment

déclaré : « Je considère que le docteur Simeoni a toujours été un intellectuel séduit par la violence », et il a ajouté : « La cause de l'affaire d'Aléria, c'est le congrès de l'ARC [Action pour la renaissance de la Corse] à Corte. Je confirme cette relation de cause à effet. »

La deuxième semaine du procès de l'affaire d'Aléria a commencé le 24 mai par l'interrogatoire sur les événements des 21 et 22 août 1975 des sept coaccusés du docteur Edmond Simeoni après que celui-ci eut été lui-même longuement entendu les jours précédents sur sa version des faits. M. Pierre Susini, trente ans, agriculteur, qui a été amputé d'une partie du pied droit, a relaté brièvement les circonstances dans lesquelles il a été blessé lorsque les forces de l'ordre démontrèrent l'assaut aux occupants de la cave vinicole en tirant des grenades lacrymogènes. « Dès les premières tirs de grenades, j'ai pris peur, a-t-il déclaré, je me suis enfui, en direction de la cave, et c'est en baissant un rideau de fer pour nous protéger que j'ai ressenti une forte douleur au pied. Le docteur Simeoni m'a aussitôt porté secours en disant de sortir un drap blanc. »

Si, en raison de sa blessure, M. Susini ne peut nier sa présence sur les lieux au moment de la fusillade, la plupart des autres inculpés affirment avoir été absents lors de l'affrontement, tout en reconnaissant leur participation, d'une manière ou d'une autre, à l'occupation de la cave au cours des deux journées de la manifestation d'Aléria. Chacun a été identifié grâce à des photographies et des films de presse saisis par la police et versés au dossier. A l'audience, l'avocat général, M. Marcel Dorville-Carter, a de nouveau présenté aux accusés ces documents afin qu'ils s'y reconnaissent.

L'interrogatoire de M. François Simeoni, trente-quatre ans, agriculteur et conseiller municipal de Corte, a été l'occasion pour ce dernier et pour le docteur Simeoni de reprendre l'un des principaux arguments de leur défense : l'ARC (Action pour la renaissance de la Corse) n'était pas responsable du climat d'exaspération qui régnait en Corse, le mouvement ayant tant d'éviter la manifestation d'une violence que d'autres exprimaient déjà depuis des mois ; le docteur Simeoni a précisé : « A Aléria, nous avons voulu prévenir la violence et montrer que l'on pouvait faire une action limitée. » Après que le docteur Simeoni ait rappelé qu'entre autres « coaccusés » celui « des vins » était à l'origine de l'intervention contre la cave vinicole d'Aléria, M. Simeoni, s'exprimant avec virulence, a ajouté : « Si l'on n'apporte pas des solutions aux problèmes corses, avec lucidité, d'autres élus corses se trouveront dans ce box après moi. » A propos de l'affaire des vins, et plus précisément de la faillite de la société de M. Henri Depelle, la COVIREP (le Monde du 18 mai), M. Simeoni, comme le docteur Simeoni, affirme « qu'il

FRANCIS CORNU.

M. PONIATOWSKI ANNONCE UN DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME INTERNATIONAL

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a rencontré le lundi 24 mai au Rouret (Alpes-Maritimes) le ministre de l'Intérieur italien, M. Francesco Cossiga. Après cette réunion, M. Poniatowski a insisté sur « la double préoccupation de lutter contre la criminalité et le terrorisme qui se développent sur un plan international et de préparer la prochaine réunion des ministres de l'Intérieur européens à Luxembourg ».

« Un certain nombre de pays, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, ont déjà organisé une coordination étroite de lutte contre le terrorisme et la criminalité », a rappelé M. Poniatowski. Cette coordination va s'étendre à d'autres pays à l'occasion de la conférence de Luxembourg, 2-4 juin.

Cadeau original ou support publicitaire ?

D'une élégance raffinée, ce prospectus en matière de Carte sera un cadeau distingué que vos Clients ou amis conserveront avec plaisir sur leur bureau.

Ce sera le support permanent de votre slogan commercial reproduit en 5 couleurs émailées. Vous pourrez l'offrir à l'occasion de congrès, séminaires, rencontres et même y faire figurer un mot de remerciement ou des vœux en fin d'année.

Remplissez votre brochure en cliquant. Nous vous fournirons gratuitement, sans engagement de votre part, accompagné d'un prospectus.

Non
Où
Société
Adresse
PAPERWEIGHTS S.A.M. « Le Relais »
6 rue de l'Industrie M.C. 92040 Clichy 2-10-76



Un Nikon plus tard ou un Nikkormat tout de suite ?

Quand on a envie de faire de bonnes photos sans être un professionnel, on a le droit d'hésiter dans le choix de son appareil.

Faut-il acheter un 24 x 36 très perfectionné dont on n'utilisera peut-être pas toutes les possibilités avant plusieurs années ?

Faut-il au contraire se contenter d'un appareil trop simple et faire du médiocre sans progresser ?

L'important quand vous choisissez le Nikkormat F72, c'est que vous entrez de plain-pied dans le système interchangeable Nikon.

Vous commencez tout simplement par un objectif standard de 50 mm. Mais vous savez que, chaque fois que vous le voudrez, vous pourrez compléter votre appareil (au lieu de le remplacer) au fur et à mesure de vos désirs et de vos progrès.

Il accepte 45 objectifs. Ceux du Nikon F 2. Depuis le Fish-Eye de 220° jusqu'au long télé de 2000. Et 230 accessoires, filtres, systèmes de visée, flashes électroniques, bagues, statifs de reproduction.

Voulez-vous connaître, vous aussi, toutes les possibilités du Nikkormat F72 ? Ecrivez à Nikon-Informations, Maison Brandt Frères, 15 ter rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont pour recevoir une brochure détaillée. Ou rendez-vous à la Galerie Nikon, 1, rue Jacob, 75006 Paris.

C'est un centre permanent de démonstration et d'exposition des plus grands photographes professionnels (ouvert de 13 h à 19 h sauf dimanche et lundi).

Nikon. L'expression photographique sans limites.

حکومت عمان

JUSTICE

L'affaire de l'Habitat coopératif

LA COUR D'APPEL DE LYON RÉDUIT LES PEINES PRONONCÉES À L'ENCONTRE DE MM. NAHMENS, CERISUELO ET VAILLO

Inculpés pour corruption de fonctionnaire du ministère des finances, deux promoteurs marseillais, MM. Jacques Nahmens, président-directeur général de la société Habitat coopératif, et son adjoint, M. Marcel Cerisuelo, ont été condamnés, lundi 24 mai, par la cour d'appel de Lyon à six mois de prison avec sursis, et à 40 000 F d'amende.

Le fonctionnaire poursuivi pour corruption passive, M. Philippe Vaillo, détaché à la délégation du trésor auprès du Crédit foncier, a été condamné à trois mois de prison et à 40 000 F d'amende.

En première instance, la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon avait condamné, le 2 juin 1975, M. Nahmens à dix-huit mois de prison avec sursis et 40 000 F d'amende, et M. Cerisuelo à dix-huit mois de prison avec sursis et 40 000 F d'amende, et M. Vaillo à trois mois de prison avec sursis et 40 000 F d'amende.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

La mutation de M. Etienne Ceccaldi, substitut à Marseille, comme procureur de la République à Hazebrouck, a provoqué bien des remous au sein de la magistrature. Réuni en congrès extraordinaire le 19 mai, le Syndicat de la magistrature avait décidé de lancer un appel à la grève si des poursuites disciplinaires étaient engagées contre M. Ceccaldi. Les hebdomadaires tirent du conflit qui oppose M. Lecannet à certains magistrats des leçons bien différentes.

Charles Filippi rappelle dans *LE PAYSAN* les engagements pris par M. Giscard d'Estaing, alors candidat à la présidence de la République, qui annonçait son intention, s'il était élu, de demander au ministre de la justice « de proposer des moyens législatifs et constitutionnels de nature à améliorer l'indépendance ». Il écrit : « Si ne peut pas que les magistrats modérés, qui ne foudroient pas, constituent la majorité, rejoignent les juges « rouges » du Syndicat de la magistrature, le président de la République doit, sans tarder, tenir sa promesse de candidat en demandant à son

gardes des sceaux de prendre en considération le projet de réforme qui lui a été transmis par l'Union syndicale des magistrats.

Ce serait, en effet, une réforme bénéfique, qui recueillerait l'assentiment de l'opinion et du corps judiciaire, dont l'indépendance est tenue en suspicion depuis l'insurrection du régime gaulliste, ou, selon le mot de M. Debré lui-même, on le préférerait « plus respectueux que respecté ».

Jean-Pierre Marnier constate dans *POLITIQUE* HEBDO : « L'épreuve de force est engagée, et sur le plus mauvais terrain qui soit pour le pouvoir. Au lieu d'écarter le Syndicat de la magistrature, il a rétabli contre lui l'unité de la magistrature et fait prendre conscience aux plus modérés des magistrats de la situation et du mépris dans lequel le gouvernement les tient. Au lieu de désigner à la vindicte publique les « juges rouges », il a discrédité un peu plus l'insurrection judiciaire en la faisant apparaître comme manipulée par la faction politique qui nous gouverne. Pis encore, en voulant couvrir le scandale des pétroliers, il affiche ouvertement le carac-

Les petits juges

tère de classe de l'appareil judiciaire. Démonstration exemplaire des thèses du Syndicat de la magistrature.

Dans *ASPECTS DE LA FRANCE*, royaliste, César du Bray souligne :

« Dans le domaine de la justice, si mouvementé depuis un bout de temps, il faudra donc se résoudre à en voir de toutes les couleurs : il avait déjà été donné de voir des bandits prendre leur juge comme otage et obtenir ainsi que les moyens leur soient donnés pour prendre la justice en toute tranquillité. Voilà maintenant qu'un juge menace de prendre son dossier en otage, si le garde des sceaux, son ministre, n'en passe pas par ses quatre volontés. Comment, en effet, interpréter autrement l'attitude du substitut marseillais M. Etienne Ceccaldi qui, nommé procureur à Hazebrouck, refuse tout net cette promotion ? Il veut considérer comme une mutation disciplinaire, et menace, si M. Jean Lecanuet venait à le sanctionner pour cet acte de désobéissance, de démissionner de sa fonction publique un dossier dont il a, du fait de ses fonctions à la section économique

et financière du parquet, à suivre la marche. »

Bernard Guetta relève, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR* : « La Constitution garantit l'immorté des magistrats du siège. Mais, à moins d'accepter de prendre le risque de ne jamais avoir d'avancement, ils sont bien obligés de considérer cette garantie comme illusoire. Les magistrats du parquet sont, eux, nommés par le ministre : illusoire ou pas, ils n'ont, soit que l'appel écartuel et délicat à l'opinion publique. Ajoutée aux possibilités de manipulation d'avancement, cette situation ne laisse dans le traitement des dossiers « délicats » qu'une indépendance très réduite à la magistrature, dont celle-ci semble, aujourd'hui, l'affaire Ceccaldi aidant, ne plus vouloir se satisfaire. Ce n'est pas la révolution, mais la fronde menace. »

Évoquant le Syndicat de la magistrature, Jacques Duquesne, dans *LE POINT*, note : « En réalité, dans ce syndicat, il y a de tout et pas seulement quelques Saint-Just frisés émus des écoses et impatients de participer à

quelque grand chamboulement. L'existence même du Syndicat de la magistrature, son implantation rapide (1 200 membres) et le mouvement qui l'empêche vers une contestation plus radicale devraient susciter la réflexion plus que le déni. »

Dans *HEBDO - T.C. - TEMOIGNAGE CHRETIEN*, François Fournelle-Alquier estime qu'un défendeur M. Ceccaldi, les magistrats « nous défendent aussi dans la mesure où l'indépendance du juge est la meilleure garantie des libertés civiles. Si les magistrats du siège étaient à l'égard du pouvoir, dans la même dépendance que les magistrats du parquet, les tristes pétroliers, entre autres, auraient toute liberté de mettre la France en coupe réglée. C'est dire à quel point nous devons nous sentir solidaires d'un combat exemplaire pour la justice indépendante et, en définitive, pour la démocratie. Il faut que les juges engagés dans ce combat se sentent chaudement entourés et soutenus. Les aventuriers qui nous gouvernent ne sont pas toujours de la même trempe. L'opposition doit maintenant prendre en charge la justice de l'avenir, égale pour tous comme devra l'être la loi. »

Dans sa rubrique comme il va, *L'HUMANITE* DIMANCHE souligne que « l'avancement » reçu ressemblait fort à ce qu'il était : une sanction déguisée. M. Ceccaldi a décidé de le refuser. Plus que celles dont peu avant lui ont été frappés d'autres magistrats (de toutes opinions et de toutes responsabilités), la sanction visant ce juge n'était assortie d'un motif officiel. M. Lecanuet aurait été bien en peine d'en fournir un : M. Ceccaldi figurait parmi les magistrats les mieux notés. Alors ? Pas de motif, mais une raison. C'est M. Ceccaldi qui, au nom du parquet de Marseille, avait mené l'enquête sur les scandales pétroliers, et préparait la réquisition contre des inculpés un peu particuliers : le Gotha du Tout-Pétrole français.

L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste, ouvre ses colonnes à l'un de ses membres, Jean-Pierre Michel, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, qui écrit :

« Les mesures qui frappent aujourd'hui Ceccaldi et Jéol sont clairement destinées à insécuriser la magistrature, et, qu'on le veuille ou non, à sembler de la fonction publique pour la dissuader de contracter des engagements politiques ou syndicaux qui ne seraient pas dans le ligne du gouvernement en place. C'est, au demeurant, la conception traditionnelle et démocratique de la fonction publique en France qui est remise en cause : il ne s'agit plus seulement d'exiger la loyauté de la part du fonctionnaire, mais une véritable allégeance. Cette conception est naïfiste, car elle met en péril les libertés fondamentales et va à l'encontre des intérêts de l'usager du service public. (...) »

Dominique Charvet, dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U., qui a écrit de l'affaire Ceccaldi : « Où va la France ? », considère : « En refusant de céder aux pressions et aux menaces de Lecanuet, Etienne Ceccaldi ne fait que défendre courageusement les principes d'indépendance et de service public sur lesquels la bourgeoisie française prétend depuis plus d'un siècle organiser son administration. Ces principes, le pouvoir les toléreraient s'ils n'avaient d'autre but que de camoufler le fonctionnement de classe de la justice, et, plus largement, de l'administration. Il ne peut plus les supporter dès lors que les fonctionnaires, en les appliquant au pied de la lettre, font clairement apparaître les intérêts réels dont il est le représentant. »

Philippe Cornu, dans *L'EXPRESS* d'une manière plus générale :

« Quand le déplacement d'un magistrat est interprété comme la preuve que le gouvernement brise l'indépendance nationale au service des pétroliers ; quand la présentation d'un nouveau programme d'équipement militaire donne l'occasion aux uns d'accuser le président de la République d'être vendu à l'Amérique et aux autres de le soupçonner de trahir le dogme gaullien ; quand la grève de la faim d'un détenu est considérée par des hommes politiques sérieux comme la preuve de son innocence ; quand ces accusations, ces procès d'intention, ces soupçons, ces injures se multiplient, s'entre-croisent et se répètent par tous les moyens de communication, comment espérer que les Français puissent s'intéresser au fond du débat dont dépend leur avenir, comment s'étonner que les plus fragiles en concluent qu'il faut, purement et simplement, casser, détruire, piller et tuer ? »

Mais il est encore temps... Oui, la société française est injuste ; mais elle n'est pas inhérente. Oui, il faut la réformer ; mais la défaire. C'est pourquoi la lutte contre le terrorisme, qui se confond avec la lutte pour la paix civile, passe par la reprise du dialogue public, entre Français, et, d'abord, entre leurs représentants élus, sur un ton plus serein, plus sérieux — et plus humble. »

Au-delà de la magistrature et du problème de l'indépendance des juges vis-à-vis de l'exécutif, c'est tout le contenu des rapports entre l'administration et le « pouvoir » et l'avenir même de la société qui sont en question. A. Ch.

Le Choix

La gamme unique HP, c'est

Avant d'acheter un calculateur de poche perfectionné, regardez d'abord ceux que vous propose Hewlett-Packard. Quel que soit votre domaine d'activité — science, technologie, affaires ou finance — il y a sûrement parmi les huit calculateurs HP, un modèle qui répond à vos besoins.

Des prix de 600 à 5000 F

Si vous voulez un calculateur de prix modique, le HP-21 vous conviendra parfaitement.

Si la programmation vous intéresse, vous trouverez trois modèles programmables dans la gamme unique Hewlett-Packard : le HP-25, qui peut mémoriser jusqu'à 49 lignes de programme ; le HP-55, qui est doté d'un chronomètre incorporé ; et le HP-65, qui est équipé d'un lecteur/enregistreur de cartes magnétiques.

Désirez-vous un maximum de fonctions préprogrammées ? Le HP-27 en possède 71 et est universel.

Vos problèmes sont-ils de nature financière complexe, faisant intervenir le temps ? Le HP-80 possède un calendrier de 200 ans ; le HP-22 vous offre les fonctions financières les plus utilisées, et le HP-27 calcule le taux de rentabilité d'un investissement.

Voulez-vous garder une trace écrite de vos calculs ? Le HP-91 est le premier calculateur scientifique portatif à imprimante fonctionnant sur batteries.

Mais ce n'est pas seulement en raison du choix de la gamme HP que ces calculateurs sont utilisés par cinq lauréats du Prix Nobel, par les héros des plus grandes expéditions (Everest, Sahara), par les plus célèbres navigateurs (course Transatlantique) ou les plus fameux astronautes (y compris ceux du rendez-vous Apollo-Soyouz).

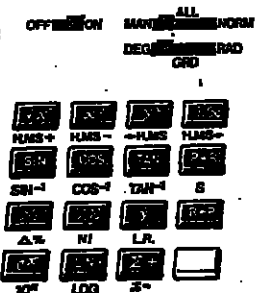
C'est aussi pour leur logique interne. Tous ces calculateurs utilisent la notation polonaise inverse, associée à une pile de quatre registres opérationnels. Cette exclusivité Hewlett-Packard vous permet d'introduire les données dans l'ordre où vous les rencontrez dans une expression mathématique, c'est-à-dire de gauche à droite. Les résultats intermédiaires sont automatiquement conservés dans les registres de la pile et automatiquement restitués dès qu'ils redeviennent nécessaires à l'enchaînement du calcul.

En outre, avec chaque calculateur, Hewlett-Packard vous propose un service après vente efficace pendant et après la garantie (1 an), et de très nombreux accessoires, manuels d'applications et de programmes.

Enfin et surtout, la gamme des calculateurs HP est unique par ses qualités d'esthétique et de finition, auxquelles vous serez sensibles dès que vous aurez le produit en main.

Si vous désirez faire plus ample connaissance avec l'un de ces calculateurs, rendez-vous chez un distributeur agréé Hewlett-Packard, ou renvoyez le coupon ci-contre.

La gamme unique



Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. N° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907 78.25.

Je désire recevoir votre documentation complète concernant :

HP-21 HP-22 HP-25 HP-27 HP-55 HP-65

HP-80 HP-91

Je désire recevoir la liste de vos distributeurs agréés

Nom

Fonction

Société

Adresse

Tél.

MON/76.2

HEWLETT **hp** PACKARD

Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. N° 70, 91401 Orsay Cedex.

BIBLIOGRAPHIE

citoyen polic

Quand on s'a
est tout Alfa Rom



Synthèse idéale de tout ce qu'Alfa
sur aujourd'hui de l'automobile.
les Alfa Romeo 16 et 2000 vous attendent
chez 360 concessionnaires.

Alfa Romeo

هكذا من الاجل

FETE DES MERES

DU RÉGIME... A LA PATISSERIE

DES qu'on aborde le sujet d'un régime à suivre, c'est toute une série de contraintes à rendre supportables. Dans le cas des suralimentés sédentaires, il s'agit de se peser soi-même (le lundi, de préférence, pour bien commencer la semaine) et d'en faire autant pour les raisons de certains aliments. L'exercice propose toute une gamme de balais, recouverts de sapin éponge pour s'entraîner aux coups de saie de bain, ainsi qu'un modèle à lecture optique (de 7,50 F à 150 F dans les grands magasins, pharmacies et quincailleries). Une balance diététique est graduée par 5 grammes et son bol doseur de 0 à 25 centilitres.

La plupart des régimes comportent d'innombrables grands verres d'eau à absorber en dehors des repas. L'Herboristerie du Palais-Royal (11, rue des Petits-Champs) allie sur ses étagères quelque trois cents tisanes à consommer seules ou en mélanges. Les fleurs séchées se trouvent en infusion et les feuilles en décoction. Elles sont délicieuses, fraîches, et ces remèdes de simples peuvent se révéler fort efficaces.

(1) Tous les professionnels se fournissent chez Dehillerin, 18-20, rue Coquillière, 75001 Paris.

(en paquets de 120 grammes, à partir de 4,50 F). J'y ai trouvé aussi toutes sortes de produits suisses inédits, mais aussi des pots pourris en bocaux (30 F et 30 F), des huiles pour le bain au lilas, à la lavande, à l'origan (30 F), aux propriétés délassantes.

A en juger par les livres de cuisine, simples et brèves, sortis ce printemps, les ménages français recommencent à s'intéresser à la pâtisserie familiale. Faites votre pâtisserie comme Lendres (Flammarion) ne peut que les y inciter. Les explications sont simples, pratiques, et le résultat devrait en être d'autant plus réussi que l'auteur offre, en sus, de vendre les ustensiles dont il se sert, voire ses matières premières, dans ses boutiques des quartiers résidentiels parisiens à des prix... très séduisants (1).

Dans la même collection, la Cuisine du marché, de Paul Bouché, est aussi riche et variée que la carte de son restaurant. Son introduction, son tableau-guide des schémas, ses présentations, en font un guide précieux pour la maîtresse de maison avisée.

Michel Oliver, dans Mes recettes (Plon), a parlé le style familier de ses premiers ouvrages pour les enfants, aux recettes nettes et claires. Un livre plein d'idées et de tours de main à offrir à une jeune maman.

Mille et Un Trucs de cuisine, par Eugénie Couffignal (24 F, Solar), améliore l'« ordinaire » avec des idées de cuisine terrienne, d'Europe centrale, voire de Chine, selon les mets. Comme Lendres, elle s'intéresse à la pâte et à la confection du pain. Tous jours chez Solar, les cuisines régionales s'enrichissent de plusieurs titres : la Bourgogne insoumise et gourmande, de Félix Benoit

et Henry Clos-Jouve, est d'ailleurs un guide complet de cette province si riche en monuments et en crûs ; la Cuisine des trois B., d'Irène Labarre, est truffée d'anecdotes sur la Béarn, le Pays basque et la Bigorre. La Cuisine de plats air, de Myriette Tiano, utilise tous les tours de main indispensables aux maîtres de maison ne disposant que d'un espace minime en camping, bateau ou pique-nique, dont l'art de réussir « un feu sauvage ». La Cuisine italienne, de Romeo Salta, rappelle la splendeur des trattorias, de leurs plats froids d'été, bien expliqués et faciles à réaliser.

Frédéric Elles et Sacha Somo se sont mis à deux pour réunir 99 Omelettes originales (Payard) et prouver que ce mets réunit toute la gamme des possibilités culinaires. C.Q.F.D., avec esprit.

Lise Marie, dans sa Nouvelle Méthode de cuisine simplifiée (48 F, La Table Ronde), s'exerce aux techniques de base plutôt qu'aux recettes, avec des tableaux explicatifs et de charmants dessins.

Sylvia Tabur s'attaque, avec Congélation et Bonne Cuisine (Stock), à la congélation familiale pour utiliser au mieux cet appareil dont on a parfois tendance à se méfier... à tort, si on suit bien les conseils de l'auteur, qui les a expérimentés pendant les années où elle a vécu en Amérique.

Et puis, pourquoi ne pas vous signaler les Secrets de la cuisine russe (30 F, Elsevier), dont les auteurs sont Marie Troubnikoff et moi ?

N. M.-S.

SURPRISES EN CUISINE

UN cadeau utile, pourquoi pas ? Afin que la cuisine quotidienne ne soit plus un travail fastidieux, il existe de nombreux ustensiles dont les formes sont fonctionnelles et le décor agréable. Il suffit de choisir celui qui convient le mieux aux talents de la cuisinière. Et de ne pas oublier qu'il faut offrir — à une gauchère — une casserole à bord droit et non à bec verseur, celui-ci ne se trouvant pas à sa main.

Pratique pour réchauffer un reste de plat en sauce ou des légumes, un ensemble « bain-marie » en acier inoxydable comprend : une casserole normale, à fond renforcé, de 10 cm de diamètre, sur laquelle s'embote une casserole fermée par un couvercle ; ces deux ustensiles ont chacun un manche de palissandre (Cuisinox, 157 F).

Les ustensiles émaillés sont assez décoratifs pour passer directement de la cuisine sur la table des repas. En aluminium émaillé de ton prune, une série de casseroles ont un fond très épais, pour cuisiner sur plaques électriques ; un nouveau procédé d'émaillage intérieur évite aux aliments d'attacher et s'entrelient facilement (Tournus, casseroles de 50 à 72 F ; poêles, de 64 à 80 F, faitout et sauteuses).

Sur la tôle d'acier émaillée, un dessin géométrique, en deux tons de brun sur fond de granité beige rosé, renouvelle les sempiternels décors fleuris : « Sierre », Japy-style, casseroles de 44 à 61 F, faitout, sauteuses et bouilloires.

La boutique Kitchen bazaar (11, rue d'Alençon, 75015 Paris) présente des cocottes pour cuisson sous pression, allemandes, dont l'astuce de conception consiste à exister en trois capacités (3, 5 et 7 litres) utilisables avec un seul et même couvercle à soupape. Ces ustensiles sont en acier émaillé noir à l'extérieur et bleu à l'intérieur (« Sicomatic », 145 F, 175 F et 195 F les cocottes, 125 F le couvercle).

La fonte permet les longs mijotages qui conviennent aux bons plats régionaux remis à l'honneur. En fonte noire, une marmite paysanne d'une capacité de 5 litres (105 F) et un « tricastin », ustensile ovale pour des câlées, paupiettes ou deux pigeons (Fonderies de Cousances). Aux coloris « Harmonie » jaune, vert, bleu et marron s'ajoutent désormais un noir mat pour les cocottes en fonte émaillée « Mama » de La Creusette ; rondes, elles coûtent de 46 F à 116 F, et ovales, de 56 F à

127 F. En fonte émaillée d'un blanc brillant, la nouvelle collection de Copco-Arwal comporte des casseroles avec couvercle assorti et manche de bois (145 F celle de 1 litre), des cocottes, poêles et plats à gratin (« Le service de table », 56, rue de Paradis, 75010 Paris).

Pour les cuissons à l'étouffée rien ne vaut la terre cuite. Chez Kitchen bazaar, on trouve un « diable », récipent de 22 cm de diamètre et une « brique » dans la cavité de laquelle cuisent poulet ou canard, 40,50 F.

En porcelaine à feu blanche « Aluminite », très épaisse, des casseroles coréennes de métal existent en cinq tailles, de 11 cm de diamètre à 48 F à 95 F pour 19 cm ; elles conservent longtemps la chaleur de cuisson et peuvent figurer sur la table (Porcelaine, 22, rue de Verneuil, 75007 Paris, et Quatre-Saisons, 4, rue du Jour, 75001 Paris). Dans cette dernière boutique, il y a également de belles casseroles en verre à feu, totalement transparentes, y compris le manche ; elles coûtent 85, 110 et 165 F, selon la grandeur.

JANY AUJAME.

* Sauf mention particulière de boutique, les ustensiles cités sont vendus dans les grands magasins, drogueries et magasins d'articles de ménage.

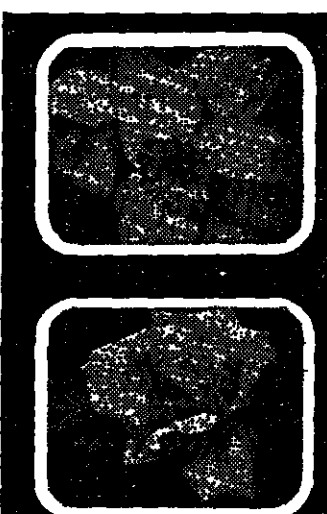
Au 74, rue de Passy on pense autant aux femmes qu'aux mamans.

Accroche-cœur toutes teintes, 30 F.



LA BAGAGERIE

74, rue de Passy 75016.



le guide vert des Plantes et des Fleurs

- Description
- Utilisation
- Plantation
- Reproduction
- Ambiance et exposition
- Type de terrain
- Humidité

Un volume cartonné 525 illustrations couleurs : 55,00 F

SOLAR

EN VITRINE

Les pochettes et les enveloppes rivalisent avec les sacs en bandoulière. Comme elles sont souvent assez petites et vulnérables au vol « à la tire », rien de tel que le camouflage d'un cabas pour les protéger. Les plus prestigieuses sont celles de Gnocci (22, faubourg Saint-Honoré), en jute vert ou noir avec le nom de la maison en cartouche dans le plastron noir ou beige des flancs et des anses (50 F). Ceux de Fauchon (place de la Madeleine) sont plus rustiques en toile kaki ou jean avec le nom imprimé en noir (44 F) ou imprimé (42,30 F). Hédard, dans ses magasins parisiens et périphériques, propose des sacs à bandoulière pour le pique-nique en toile noire et plastron rouge (33 F).

Le carré de soie qui s'arrachent les Américaines est signé Hermès (24, faubourg Saint-Honoré), créé pour la bi-centenaire des États-Unis, dont il reproduit la carte (200 F).

A côté des carrés et des désharpes de soie traditionnels des couturiers, certains d'entre eux y ajoutent des modèles de fin coton qui ont l'avantage de pouvoir être drapés en turban s'ils sont assez longs, et de rassembler les cheveux courts en coiffe. Yves Saint-Laurent aime les grands châles imprimés à l'indienne de grosses roses (120 F dans son réseau de boutiques Rive gauche). Jean Patou (7, rue Saint-Florentin et 52, avenue Victor-Hugo) assortit ses maillots de bain de t-shirts en coton et en soie, bordés de palmiers avec un grand poisson naïf au centre (180 F).

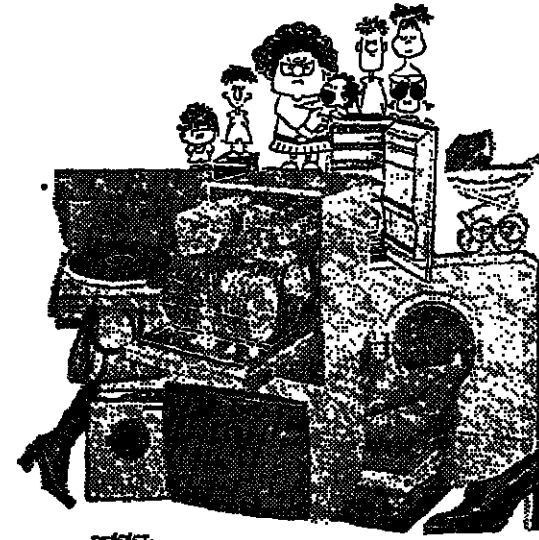
A la Tour Montparnasse on pense autant aux femmes qu'aux mamans.

Veste pochette, toile écru garnie crocodile véritable toutes teintes, 129 F.



LA BAGAGERIE

Tour Montparnasse 75015.



(Dessin de CHENEZ.)

de photos en noir et blanc et en couleurs. Madeleine Jarry, inspecteur général du Mobilier français, nous conte l'histoire de la tapisserie pour sièges, de Louis XIII à l'époque romantique. En se conde partie, Maryvonne Dobry nous dévoile l'art de la tapisserie au point, depuis le choix du matériel d'exécution jusqu'à l'explication détaillée des multiples points. Ceux-ci sont accompagnés de croquis très simples et d'un tableau de leur correspondance avec les styles des sièges à recouvrir. L'ouvrage se termine par de nombreux modèles de tapisserie avec leurs schémas à décalquer. Un cadeau qui enchantera celles qui aiment tirer l'aiguille pour décorer leur intérieur de style.

J. A.

(*) Tapisserie pour vos sièges. Ed. Vilo, 75 F.

JACQUES GAUTIER



Bijoux « Ondine »

Pendentif cristal et chaînes argent 250 F
Clips d'oreilles cristal et argent 220 F

36, rue Jacob, PARIS-6*

260-84-33

58, rue de Bourgogne (7*)

COMME AUTREFOIS AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELINE - PARIS

"La Fête des Mères"

De mercerie en parfumerie, à la redécouverte des cadeaux d'autrefois, désuets et raffinés, gais ou utiles.

Rendez-vous au 4^e étage,

sur la place du village, où nos boutiques vous attendent.



حکومتی الاصل

L'ÉVÉNEMENT

LES TREMBLEMENTS DE TERRE

Lé 4 février 1976, un tremblement de terre catastrophique cause la mort de 25 000 personnes au Guatemala; le 5 mai 1976, un violent séisme fait, probablement, 1 300 victimes dans le Frioul italien; le 15 mai 1976, 5 morts sont enregistrés au Pérou après de fortes secousses sismiques; le 17 mai 1976, la terre tremble au Ouzbékistan et provoque des dégâts sérieux, fait des victimes et plus de dix mille sans-abri. Cette fréquence récente des séismes pourrait faire croire que notre planète, dans son ensemble, est soumise à prise de convulsions se propageant d'un bout à l'autre de la Terre.

Cette impression est entièrement fautive : la catastrophe du Frioul, par sa proximité, a attiré l'attention sur nombre de tremblements de terre qui, autrement, n'auraient pas été portés à la connaissance du grand public. En fait, les séismes sont des phénomènes extrêmement courants, dont la répartition dans le temps est aléatoire. On a calculé qu'en moyenne il se produit quelque 300 000 séismes par an. La plupart d'entre eux, heureusement, ne sont pas perceptibles par l'homme. Et, sur les 1 000 ou 2 000 tremblements de terre pouvant être éventuellement ressentis par les populations, 150 ou 200 peuvent causer des

dommages plus ou moins graves et une vingtaine à peine peuvent être qualifiés de séismes majeurs. Il ne faut pas oublier qu'un très violent tremblement de terre peut se produire en mer ou dans une région peu ou pas habitée et n'engendre donc pas forcément une catastrophe. Mais on compte qu'en moyenne, chaque année, une dizaine ou une quinzaine de milliers d'êtres humains sont tués par les séismes. On ne dispose pas, en général, de longues séries statistiques sur l'activité sismique (sauf en Chine avec des listes de tremblements de

terre s'étendant sur près de 3 000 ans). Mais, à de rares exceptions près, des statistiques portant sur quelques décennies ou sur quelques siècles suffisent à montrer que les régions qui ont tremblé un jour retrembleront tôt ou tard. Tout n'est pas encore connu sur les mécanismes qui sont à l'origine des séismes. Mais un notable progrès dans la compréhension des causes des tremblements de terre a été accompli depuis qu'à partir des années 60 a été élaborée peu à peu la théorie de la tectonique des plaques.

YVONNE REBEYROL.

LA PLANÈTE EN MOUVEMENT

La Terre n'est pas cette planète immobile comme on l'a cru pendant des siècles. La Terre est, au contraire, une planète en évolution constante, dont les fonds océaniques ne cessent de se renouveler, se créant dans les dorsales océaniques, disparaissant dans les fossés océaniques et entraînant les masses continentales dans une dérive perpétuelle.

Pourquoi ce terme de « tectonique des plaques » ? Parce que la surface rigide de la planète — la lithosphère — est formée d'une mosaïque de six grandes plaques rigides (Eurasie, Amérique, Pacifique, Afrique, Inde-Australie et Antarctique) entre lesquelles s'intercalent un certain nombre de plaquettes. La lithosphère, épaisse d'environ 70 kilomètres, repose sur une couche visqueuse, l'asthénosphère. Lithosphère et asthénosphère, toutes deux parties intégrantes du manteau supérieur, sont faites du même matériau : des roches ultra-basiques pour l'essentiel, plus lourdes que le basalte (roche basique qui est probablement le constituant principal de la croûte qui se forme à partir des roches ultrabasiques, par différenciation chimique, et tapisse le fond des océans). Mais la lithosphère est rigide, alors que l'asthénosphère est visqueuse en raison des conditions de température et de pression auxquelles elle est soumise par sa situation profonde. Et seule la lithosphère est sujette aux tremblements de terre puisqu'elle est rigide. Un matériau visqueux comme l'asthénosphère ne peut, en effet, « casser ».

Certaines plaques portent des masses continentales. Celles-ci, faites d'un matériau plus acide (du granite en surface) et plus léger, flottent sur les roches ultrabasiques et suivent, en dérivant passivement, les mouvements de plaques. Par suite de leur légèreté relative, les masses continentales ne disparaissent jamais. Elles surmontent et, seule, se modifie leur répartition. Ainsi l'ensemble des continents aurait-il temporairement assemblé en une masse unique il y a deux cent vingt-cinq millions d'années.

Une planète en mouvement

Chaque plaque se comporte, théoriquement, comme un tapis roulant : dans les rifts médians des dorsales océaniques (1), se met en place, grâce à l'écartement de deux plaques voisines, le matériel chaud et visqueux monté de l'asthénosphère. Arrivé en surface, celui-ci se soude aux deux rebords, se refroidit, se solidifie puis laisse passage à la « glorie » suivante. A l'autre bout du tapis roulant, une quantité équivalente de lithosphère doit disparaître : c'est ce qui se passe dans les fossés océaniques — presque tous rassemblés dans le Pacifique, — où une plaque plonge sous sa voisine. Au fur et à mesure de sa descente, la lithosphère rigide plongeante retrouve les conditions de température et de pression propres aux profondeurs du manteau et se retransforme peu à peu en asthénosphère visqueuse.

La plonge n'est possible que pour les plaques qui ne supportent pas de masses continentales. Lorsque deux plaques portant chacune une masse continentale sont poussées l'une contre l'autre, elles se cassent et se « chiffonnent » donnant ainsi naissance à des montagnes (le système alpin par exemple, qui de Gibraltar à la Birmanie, est dû en grande partie à l'affrontement de l'Eurasie d'une part, de l'Afrique et de l'Inde d'autre part). Une plaque purement océanique peut, en revanche, plonger sous une plaque portant une masse continentale : mais une chaîne montagneuse se forme comme un bourlet sur le rebord du continent (c'est le cas du système Andes-montagnes Rocheuses).

Les plaques s'écartent (dans les dorsales), se rapprochent (dans les fossés) ou dans les systèmes montagneux. Elles peuvent

ainsi se « frotter » l'une contre l'autre : c'est ce qui se passe dans les failles transformantes actives qui réunissent deux portions de dorsales, ou deux fossés océaniques, ou une dorsale et un fossé. Chaque bord de la faille est animé d'un mouvement de glissement latéral de sens contraire à celui de son vis-à-vis.

Ce schéma, très simplifié, de la tectonique des plaques permet d'expliquer la localisation des tremblements de terre, la profondeur des foyers et l'ordre de grandeur d'énergie qui devra être libérée par des séismes puisque seuls (ou à peu près) tremblent les bords des plaques et plaquettes : c'est là que s'accumule l'énergie due aux mouvements relatifs, énergie qui n'est libérée que par à-coups dans les séismes.

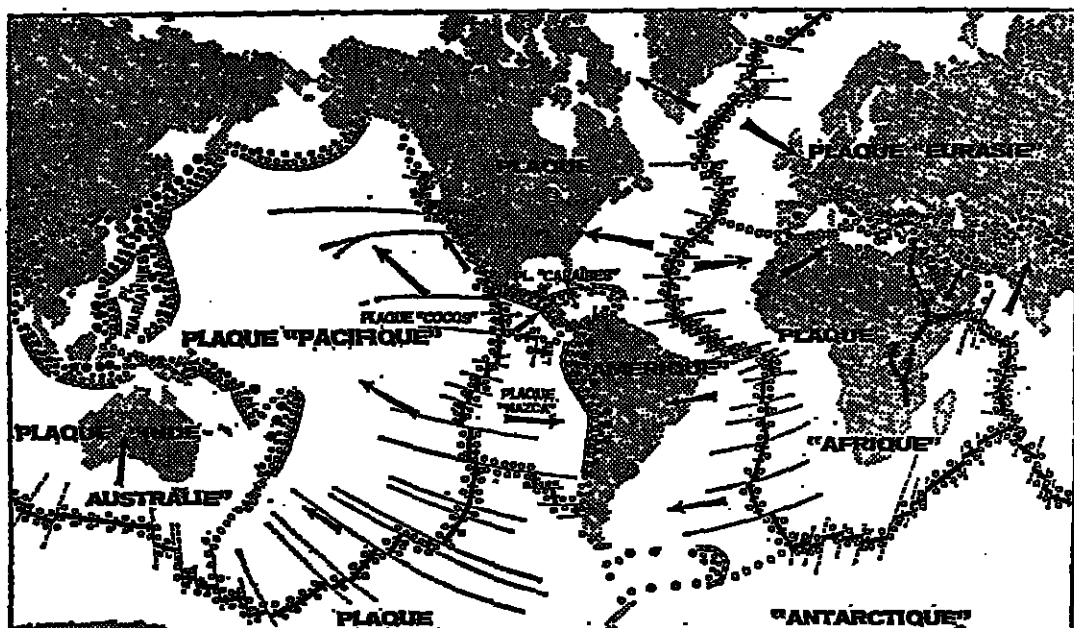
● Là où deux plaques s'écartent, les séismes sont très superficiels.

— S'il s'agit de l'affrontement de deux masses continentales, les tremblements de terre sont en général superficiels puisqu'il n'y a pas de plaque plongeante. Toutefois, certains d'entre eux peuvent être intermédiaires comme dans le Pamir ou l'Hindou-Kouch; pressés contre l'Asie, le rebord de la plaque Inde-Australie s'est fragmenté en écailles qui se sont superposées.

● Là où deux plaques se frottent, les séismes sont très superficiels. Mais leur magnitude dépend de l'âge et donc de la consolidation de la lithosphère.

D'une façon générale, on peut dire que la récurrence des séismes, pour une zone donnée, dépend de la vitesse moyenne des mouvements relatifs des deux plaques concernées. Ainsi les tremblements de terre violents pourront-ils être fréquents en

la Méditerranée, en Bretagne ou en Angleterre par exemple; mais l'énergie libérée par ces séismes ne représente que peu de choses par rapport à l'énergie libérée globalement par les tremblements de terre liés à la tectonique des plaques. L'exception la plus notable se situe en Chine, où se produisent assez souvent de très violents séismes. Selon les théories les plus récentes, il faudrait voir là les contre-coups d'un « télescopage » de l'Asie par l'Inde qui se poursuit depuis quarante-cinq millions d'années. Sous cette poussée formidable et persistante, la Chine se déformait en sortes de lamelles étreintes dans le sens Est-Ouest, lamelles qui auraient tendance à être « expulsées » vers le Pacifique. Autre contre-coup possible du « carambolage » Inde-Asie : la formation, sous le lac Baikal, d'un rift continental (analogue au rift



— rift (tectonique ou continental)
— direction de la dérive

Californie le long de la faille transformante de San-Andreas, où le mouvement relatif moyen est de l'ordre de 6 centimètres par an. En revanche, ils seront moins fréquents en Italie, puisque l'Afrique se rapproche de l'Europe à la vitesse moyenne de 1 centimètre par an. En outre, à mouvement relatif égal, plus le temps écoulé depuis le séisme précédent sera long, plus le prochain tremblement de terre sera violent.

La tectonique des plaques rend compte de l'essentiel de l'énergie sismique libérée sur l'ensemble du globe. Il se produit, certes, un certain nombre de tremblements de terre au milieu des plaques :

africain), amorcé d'abord de la future fracturation de l'Asie et peut-être ensuite de la création d'un nouvel océan.

(1) Les dorsales océaniques se présentent comme des chaînes de montagnes sous-marines, longues de 50 000 kilomètres et larges de 500 à 2 000 kilomètres. Lorsque la vitesse d'écartement est inférieure à 2,5 centimètres par an, au milieu des dorsales et dans le sens longitudinal, se crée une vallée étroite, le rift, où se produisent la remontée et la mise en place du matériel constitutif de la lithosphère. Le nom de rift a été donné à cette vallée médiane par analogie au rift africain, ce long ravin qui court de Djibouti au lac Malawi (anciennement appelé lac Nyassa) et qui, par sa forme, rappelle le défilé de la tectonique du continent africain.

A proximité de TOULON, deux exemples intéressants d'habitat sauvegardant l'environnement

Bénéficiant d'un climat particulièrement agréable, la région toulonnaise offre encore des possibilités immobilières intéressantes pour ceux qui veulent y vivre, y passer des vacances ou y investir. Certains promoteurs particuliers, fanatiques de l'environnement, ont su remarquablement concilier les impératifs de l'habitat moderne avec la protection des sites.

A vos pieds, la rade de Toulon
Imaginez une plaine de 41 ha accrochée à flanc de colline. Pour compléter le tableau, au premier plan, la rade de Toulon développe l'entrelacs de ses presqu'îles et de ses caps cernés de bleu. Voici le décor planté. Une profusion de bleu : la mer, le ciel — et de vert — les pins, les oliviers, les cèdres... Ça et là, cachées dans la verdure, quelques villas. De plain-pied ou agrémentées d'un étage, dans le style du pays bien sûr, elles n'occupent, lorsque le lotissement sera terminé, que 16 des 41 ha de la plaine.

La Majourane
Villes avec jardin 1000 m², garage et coller à partir de 480 000 F.
Renseignements sur place (dans le bureau) ou par téléphone : 06 84 51 51 71.

de la Majourane.
Chaque villa a son terrain 1000 m² ou plus, chacune a sa personnalité et son orientation propre. Quant au reste de la plaine, il sera conservé en aspect naturel, à peine altéré par les belles avenues qui le sillonnent.

Mais, écoutez plutôt le promoteur. C'est une dame, active, passionnée, amoureuxse de sa plaine : « J'ai le culte, le respect des arbres. Aussi, tout a été fait pour les épargner malgré les nécessités du chantier. On a ébranché dans certains cas, défriché les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier. Dans les jardins, on a débroussaillé à la main pour ne rien bousculer. Ainsi, chacun, chez nous à la Majourane, aura trois avantages : une vue imprenable sur la rade de Toulon, des arbres à profusion et des finitions méticuleuses, vous pouvez m'en croire, j'y ai veillé personnellement ».

Il reste encore un choix complet de villas provençales, bien construites, très personnelles. Mais la visite du village-témoïn vous en dira plus.
Le charme du petit port de Saint-Mandrier
Vous préférez un appartement ?

Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la plaine de Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

la Pinède de Saint-Georges
Appartements vendus et en main. Possibilité de location.
Renseignements sur place (7 jours sur 7) : Saint-Mandrier (06-84) 94.87.03.

Le port de plaisance est là, sous vos fenêtres. La vie joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme dans votre parc. Vous avez votre terrain, une vue imprenable, la tranquillité, en un mot tout de ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la pinède de Saint-Georges est très avancée et l'appartement-témoïn attend les visiteurs. Pourquoi ?

Pour recevoir gratuitement, envoyez ce bon à SOGERIM 47 avenue Hoche, 75008 Paris 12^e, tél. : 824 45.53.

MAGNITUDE ET INTENSITÉ

Deux échelles fort différentes permettent de donner une valeur chiffrée aux tremblements de terre.

● **LA MAGNITUDE** est la mesure objective de l'énergie libérée au « foyer ». A chaque tremblement de terre correspond une magnitude. L'échelle, mise au point par C.F. Richter, comprend neuf degrés selon une progression logarithmique, et est calculée d'après l'amplitude des mouvements du sol enregistrés dans des conditions précises et sur un type de sismographe déterminé. Plus la magnitude est grande, plus elle est rare : il se produit, par an en moyenne, cent cinquante séismes de magnitude 6 à 6,9, dix-huit de magnitude 7 à 7,9 et un ou deux de magnitude 8 ou supérieure. Depuis quatre-vingt-quatre ans qu'il existe des sismographes, jamais on n'a enregistré de tremblement de terre de magnitude supérieure à 8,6 ou 8,7. Rétrospectivement, on a donné la magnitude 9 au séisme de Lisbonne de 1755.

● **L'INTENSITÉ** est la mesure subjective des dégâts provoqués par un tremblement de terre. Plus on s'éloigne de l'épicentre, moins les dommages sont importants. A magnitude égale, plus le « foyer » est superficiel, plus les dégâts sont graves, mais moins l'aire touchée est vaste. A chaque séisme correspondent donc plusieurs zones concentriques, axes approximativement sur l'épicentre et définies, chacune, par une intensité particulière.

L'intensité est bien évidemment décroissante au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'épicentre. L'échelle MSK 1964 (Medvedev-Sponheuer et Karnik) est maintenant la plus communément employée. Elle comprend douze degrés qui s'écrivent en chiffres romains. Les dégâts commencent à être notables au degré VI, mais ils n'atteignent guère que les maisons faites de briques crues, d'argile, de pisé ou de pierres tout venant. Au degré VIII, des constructions armées ou de qualité en bois commencent à subir de sérieux dommages. Au degré XI, les bâtiments les mieux construits, les ponts, les barrages, les voies ferrées sont sérieusement touchés; le terrain est considérablement déformé; il y a des glissements de terrain et des chutes de rochers.

On connaît les zones sismiques, et les tremblements de terre du passé permettent de se faire une assez bonne idée de l'intensité maximale probable en une région donnée. On peut aussi faire des levés détaillés de la tectonique et de la géologie locales. A partir de l'intensité probable et de la connaissance du terrain, il est possible de bâtir selon les normes antisismiques et d'éviter d'implanter de nouvelles constructions dans les zones particulièrement vulnérables.

LA PRÉVENTION

LORS du colloque qui s'est tenu à l'UNESCO en février dernier, les Chinois ont fait sensation en présentant la méthode qui leur avait permis de prévoir le séisme de magnitude 7,5 survenu le 4 février 1975 dans le Liaoning. Les dégâts matériels furent énormes, mais les morts très peu nombreux (sans autre précision). Les sismologues de divers pays (U.R.S.S., Japon, Etats-Unis en particulier) travaillent eux aussi à la détection des tremblements de terre. Des progrès très sensibles ont été réalisés depuis quelques années. Si des crédits suffisants sont accordés à ces recherches, on pourrait espérer, dans un avenir pas trop éloigné, parvenir à faire des prévisions sûres dans peut-être 50 % des cas. Pour le moment les succès sont encore très rares, même en Chine. Notons qu'en avril dernier un géophysicien américain fort sérieux a annoncé qu'un séisme de magnitude comprise entre 5,5 et 6,5 pourrait se produire dans la région de Los Angeles d'ici à avril 1977.

Le seul moyen de minimiser les effets des tremblements de terre est donc, actuellement, de bien cons-

truire. On connaît les zones sismiques, et les tremblements de terre du passé permettent de se faire une assez bonne idée de l'intensité maximale probable en une région donnée. On peut aussi faire des levés détaillés de la tectonique et de la géologie locales. A partir de l'intensité probable et de la connaissance du terrain, il est possible de bâtir selon les normes antisismiques et d'éviter d'implanter de nouvelles constructions dans les zones particulièrement vulnérables.

Une proportion notable des centaines de millions, ou peut-être même des milliards d'êtres humains qui habitent dans les régions sismiques vivent, certes, dans des pays en voie de développement où les pauvres gens, ruraux ou citadins, ne savent ni ne peuvent construire selon les normes convenables. Mais ces pays pourraient étudier leurs futures implantations de façon à éviter les zones à haut risque sismique. Il ne faudrait pas beaucoup d'argent, et l'on réaliserait de substantielles économies en évitant que des investissements importants ne soient détruits à plus ou moins brève échéance et que la population ne soit décimée.

Quant aux pays développés, de sismicité moyenne mais dangereuse à l'occasion — la France par exemple, — on se demande ce qu'ils attendent pour rendre obligatoire l'application des normes, qui ne représentent que 3 à 5 % d'augmentation du coût de la construction...

Le 2
IN DEFI AUX
MOLECULES A

Les séismes en prison

Les séismes en prison

Les séismes en prison

Les séismes en prison

Les séismes en prison

صكنا من الاحمل

حکومتی اہل

SCIENCES ET DES TECHNIQUES
ME A L'INSTITUT EST-OUEST DE

rogation sur le devenir
de la planète

Le professeur Roger Guéhenno, directeur de l'Institut d'Est-Ouest de la Terre, a prononcé un discours sur le devenir de la planète. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir. Il a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Un certain nombre de spécialistes ont participé à la conférence. Ils ont discuté des différents aspects du problème de la pollution et du réchauffement climatique.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

Le professeur Guéhenno a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour faire face aux défis de l'avenir.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

UN COLLOQUE A MARSEILLE

Le médecin devant ses juges

PAR qui et comment le médecin doit-il être jugé lors d'un procès destiné à déterminer la gravité d'une faute médicale? Ces deux questions ont dominé les débats clôturant les travaux des trois journées annuelles de l'Union régionale de formation médicale continue Provence-Côte d'Azur (URFCMPC), tenues dernièrement à Marseille et qui avaient pris pour thème: «Le médecin devant ses juges».

En appelant magistrats, avocats et praticiens à participer aux débats, les organisateurs leur avaient volontairement donné la forme d'une audience judiciaire, puisque y participaient M. Jean Le Guent, premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui tenait en quelque sorte le rôle du président du tribunal; un praticien, le professeur Georges Julien, directeur de l'Institut médico-légal de la faculté de médecine de Marseille, et un avocat, M. Paul Lombard, du barreau de Marseille, qui jouait le rôle de la partie civile.

En présentant «le médecin face à la justice», le professeur Julien reconnaissait que «le médecin, citoyen comme les autres, doit répondre comme tout un chacun de ses actes devant la loi». Mais il soulignait qu'un praticien de médecine n'est pas un simple citoyen, mais qu'il est un professionnel. Il a également évoqué les risques de la pollution et du réchauffement climatique.

Où le pénal prime le civil

En dehors de l'obligation morale stricte du médecin, à qui incombe la responsabilité de décider seul des soins ou du traitement à administrer à un malade, le professeur Julien a souligné combien est récente dans la jurisprudence cette notion de «contrat médical» passé entre le praticien et son patient, qui engage le premier à donner à son malade «des soins diligents, consciencieux, éclairés, conformes aux données acquises et actuelles de la science», et le second... à verser les honoraires.

Ce rappel ayant eu pour mérite essentiel de cadrer le débat, le président Le Guent put rappeler les termes des diverses procédures possibles d'assignation du médecin. «La plus avantageuse pour le plaignant», rappela le magistrat, est la procédure pénale dans laquelle le ministère public intente l'action, recherche la preuve et l'importance du dommage, le plaignant n'ayant qu'à se porter partie civile. En cas d'acquiescement du praticien, le plaignant doit cependant renoncer à obtenir réparation par une procédure civile, le pénal primant le civil.

La voix de la partie civile, représentée par M. Lombard, a estimé que «toute faute médicale — bien qu'il faille tenir compte de la difficulté de la tâche — est de nature à déterminer et des conditions souvent difficiles de l'exercice médical — doit entraîner réparation et ne souffre pas d'exception».

Le préjudice de la publicité

Le débat pouvait alors s'instaurer et, très vite, une question a dominé toutes les autres: celle de la publicité accordée par la presse aux procès médicaux. Publicité jugée généralement excessive et fortement préjudiciable au médecin, même en cas d'acquiescement. «Ce préjudice aggrave, aux yeux de la majorité des praticiens présents, les peines éventuellement prononcées par le tribunal, aussi bien sur le plan moral (affectif) que financier».

Ce préjudice fut reconnu aussi bien par le magistrat que par l'avocat. «Il n'y a aucune commune mesure, ont-ils admis, entre l'écho formidable donné à un jugement prononcé par un tribunal correctionnel ou une cour d'appel à l'encontre d'un praticien fautif et le silence feint d'une chambre civile, où le plaignant obtient le même dédommagement». Mais, pourrait-on faire remarquer, cela est vrai pour tout justiciable. Le médecin doit-il bénéficier d'un traitement de faveur? Ce serait certainement ouvrir les portes à une justice de classe intolérable.

Par qui donc doit être jugé le médecin? La question a été posée à Marseille. Plusieurs praticiens ont répondu, à l'inverse de ceux qui appellent à la suppression de l'ordre des médecins, «qu'il fallait

qu'un praticien soit jugé par ses pairs», ce qui entraîna une mise au point très nette du président Le Guent. «Pourquoi pas les architectes par les architectes, a-t-il fait remarquer, ou, à la limite, les épiciers par les épiciers? C'est faire abstraction de l'appareil judiciaire et, au-delà, de la loi même». En faisant référence au fonctionnement des tribunaux de commerce, le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rappelé que ce sont les autres corporations qui jugent et non celle du prévenu.

«Qu'on admette au moins un médecin généraliste exerçant dans les mêmes conditions matérielles que l'accusé dans les collèges d'experts désignés lors d'un procès en responsabilité», ont réclamé plusieurs participants aux débats qui ont craint que «les juges s'appuient sur le rapport d'experts, patrons de faculé, enfermés dans leur tour d'ivoire et dépourvus de la pratique en contact de la réalité».

Ce débat a eu au moins le mérite de faire apparaître l'insécurité juridique des médecins et leurs juges, chacune des parties craignant de la part de l'autre une certaine incompétence technique à juger de façon tout à fait équitable. En conclusion, chacun s'est plu à souligner la nécessité d'une formation continue du médecin, facteur de diminution du nombre des fautes professionnelles, et garantie de la possibilité de dispenser des «soins éclairés, conformes aux données acquises de la science».

JEAN CONTRUCCI.

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES HÉMOPHILES

«Une maladie qui fait encore peur»

Faut-il le cacher? Faut-il le répéter? Une douzaine de jeunes gens, tous hémodés, ont participé à une «table ronde» au Touquet, dimanche 23 mai, dans le cadre de l'assemblée générale de l'Association française des hémodés. Ils ont maintenu un emploi, mais que de difficultés pour se cacher tant bien que mal! Si leurs cheminements sont divers, ils ont tous vu se dresser des barrières parfois insurmontables dès qu'ils ont révélé à un employeur, à un office ou à une administration qu'ils étaient atteints de cette maladie mal connue du grand public et «qui fait encore peur».

Jean-Pierre s'est vu refuser un emploi de spécialiste dans une grande entreprise sur opposition du médecin du travail. Il a vécu un moment avant de trouver une modeste occupation dans un bureau. Bernard avait décroché un emploi d'instituteur auxiliaire dans l'académie d'Amiens. Il a exercé pendant un certain temps et pour cela a subi des visites médicales; jusqu'à ce jour où un médecin l'a jugé inapte... Il a ensuite été embauché dans une pharmacie sans dire qu'il était hémodés. Quand son employeur a appris son mal, il s'est privé de ses services: «J'ai été chômeur pendant un an, on m'a déshabillé d'un médecin compétent et fait de l'académie de Lille, je suis maintenant redevenu instituteur».

Tous les faits rapportés dans un langage direct et sans amertume sont comparables. Ces jeunes gens ont assumé leur maladie, ils ne se reconnaissent pas handicapés, ils souhaitent mener une «vie comme les autres», convaincus que les progrès de la thérapeutique leur permettront. L'absentéisme des hémodés n'est pas plus important que celui de la moyenne

des autres travailleurs... cation souhaite que chaque centre de transfusion, chaque poste, au besoin chaque hémodés, soit à des accidents, ait en stock l'éventail des fabrications connues.

Finalement, on s'oriente vers une autonomie de l'hémodés — un peu à l'instar de ce que pratiquent les diabétiques, — ainsi qu'en témoignent les stages organisés à l'Institut Croix-Rouge de la Cazeau-Vielles, où l'autopurification est enseignée. Le terme d'autopurification est d'ailleurs contesté par le professeur Soulier, qui préfère que l'on parle d'autotraitement.

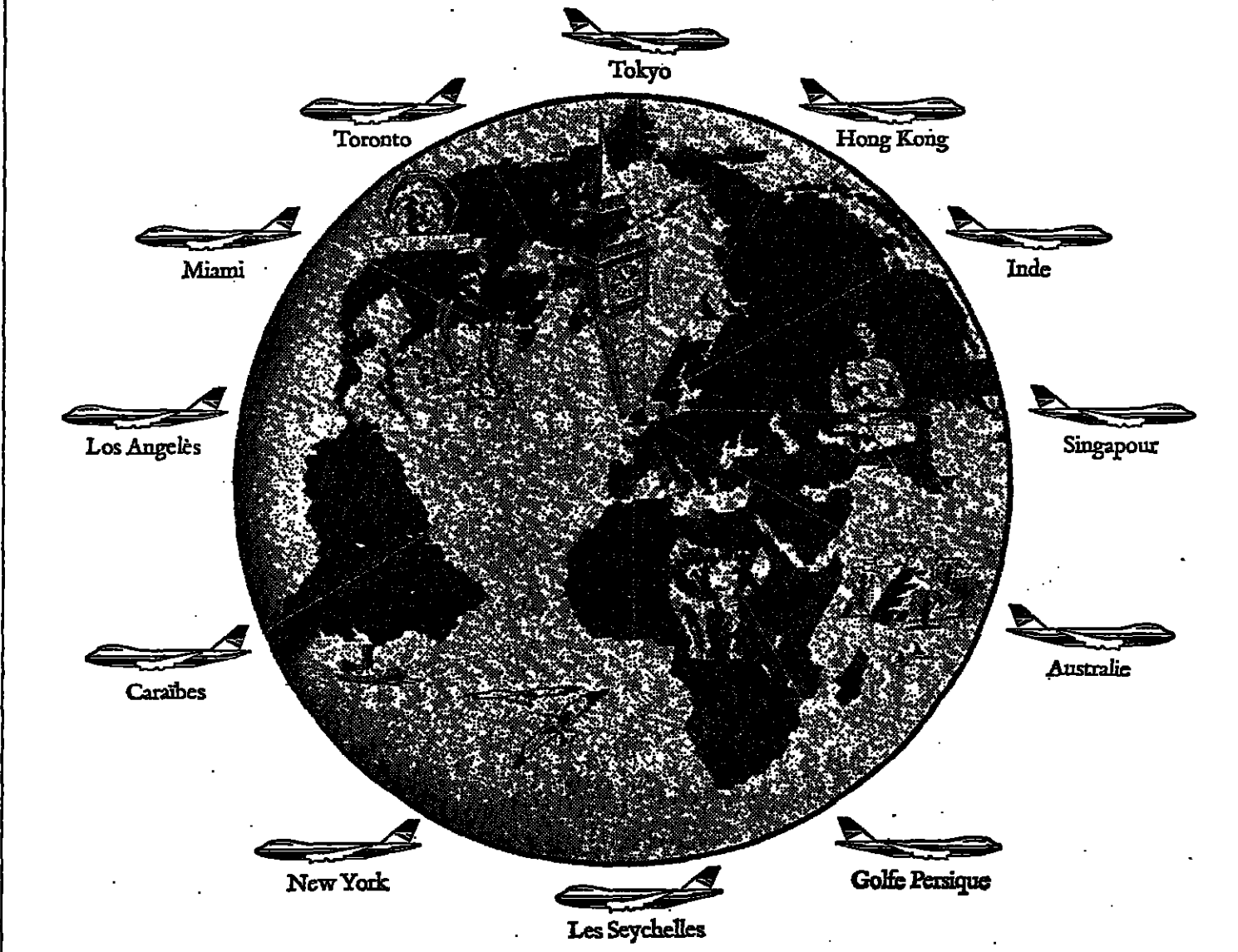
Mais on n'en est pas encore là, et pour l'année 1976-1977 l'association a ainsi défini ses objectifs: «Faire en sorte que, les produits existant, partout les hémodés puissent être pris en charge à chaque instant, rapidement, dans les meilleures conditions matérielles, en bénéficiant des soins adéquats».

GEORGES SUEUR.
* Association Française des hémodés, 6, rue Alexandre-Cabanel, 75015 Paris, tél. 566-10-41.

Vers l'autonomie

Au cours des travaux de l'assemblée générale, a été réaffirmé fortement la nécessité de disposer de produits antihémodés de qualité et dans des conditions satisfaisantes. On a pu constater avec satisfaction que le centre national de transfusion sanguine, que dirige le professeur Jean-Pierre Soulier, a fait un large pas dans ce sens: «Nous avons aujourd'hui, a-t-il déclaré, des produits fiables mieux adaptés à différents besoins de l'hémodés. Mais l'objectif est de permettre à chacun de bénéficier des soins et des produits encore réservés à un nombre restreint. Pour cela, l'asso-

British Airways
Le plus court chemin pour aller très loin.



De Londres British Airways dessert 63 destinations différentes vers les 4 autres Continents. En direct. Parfois en supersonique. Nulle part ailleurs il y a autant de vols! Avec nous Los Angeles, Miami, New York, Montréal, Toronto sont à deux pas. Les Caraïbes et le Golfe Persique: la porte d'été. L'Australie n'est plus aux antipodes. Tokyo, Singapour, Hong-Kong, l'Inde, c'est l'Orient très proche. Nairobi est desservie par onze vols par semaine, et Johannesburg tous les jours en 747. Vraiment avec British Airways le monde est bien plus proche. Consultez votre agence de voyage ou téléphonez-nous au: 260.38.40.



Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

British airways

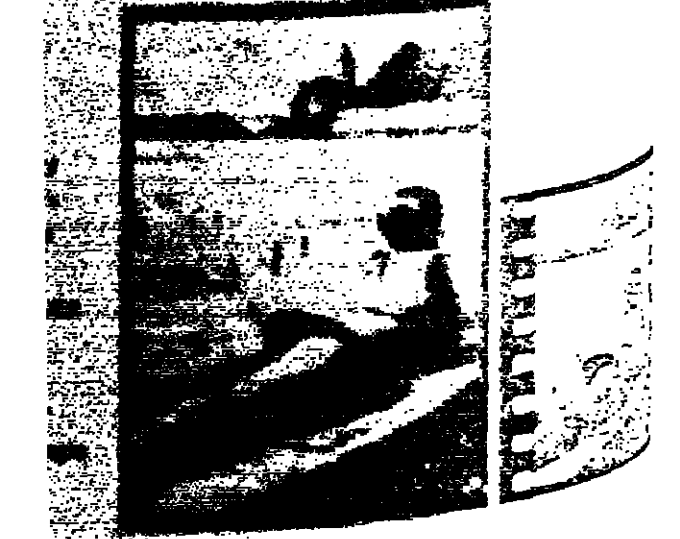
Le Montmartre de Maistre, pour vivre à Paris, à flanc de colline.

Le pittoresque de Montmartre n'exclut pas le confort des nouveaux immeubles. La Butte est proche. Avec son folklore, sa vie bien à elle, son pittoresque inchangé. Mais, de temps à autre, un nouvel immeuble vient ajouter sa note de confort. Le «Joseph-de-Maistre» par exemple qui dresse ses 4 étages au n° 60 de la rue du même nom. Architecture sobre, façade en pierre, escaliers et hall d'entrée en marbre, menuiseries agrées, isolation phonique et thermique étudiée pour le confort, tout concourt à faire du «Joseph-de-Maistre» un petit immeuble (24 appartements seulement, studio ou 2-pièces) cosy et douillet. Les prix sont raisonnables et les facilités de crédit sont nombreuses. Téléphonez au 742 74 75 pour tous renseignements et documentations. Deux arrêts d'autobus et trois stations de métro: Lamarck-Caulaincourt, Abbesses et Blanche le desservent.

Leo Burnett

Une nouvelle dimension

La presse



La presse

MÉDECINE

Le professeur Pierre Aboulker est mort

Le professeur Pierre Aboulker, chef de la clinique urologique de l'hôpital Cochin à Paris, est décédé lundi 24 mai, vers 14 h. 15, à l'hôpital Broussais. Il avait été pris d'un malaise cardiaque en fin de matinée à l'aéroport d'Orly, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour la Grèce.

Le talent de Pierre Aboulker n'avait d'égale que son dévouement et sa bonté sans limites. Ce n'est pas par hasard si ce chirurgien à l'exceptionnelle habileté était dans le même temps l'âme de la Société française de médecine psychosomatique. La souffrance, et il n'a cessé de l'enseigner et d'en témoigner, n'était pas seulement pour lui celle de la chair, celle que son bistouri de fée pouvait guérir. Les déresses morales qui l'accompagnaient toujours lui paraissaient tout aussi importantes. Et chacun a pu voir Pierre Aboulker, arrivé au faite des honneurs, des prestiges et des charges publiques, passer dès 8 heures du matin ou tard dans la nuit de longs moments auprès de ses patients ou de leur famille, des moments dictés par le cœur, et libérés de la plus rare de l'humanité, de la pitié.

C'est cet humanisme et le niveau suprême d'intelligence, d'habileté et de générosité auquel il se situait qui justifiaient, de façon apparemment paradoxale, une modestie et une pudeur qui rolaient un humour raffiné. « C'est de vous, professeur, que tout a dépendu », lui avait écrit le général de Gaulle en 1964. D'autres auraient tiré quelque vanité de l'admiration et du respect et de la gratitude que lui vouait le plus illustre des Français. Pierre Aboulker racontait avec simplicité cette autre lettre, où un malade moins connu, et qui devait subir, lui aussi, une ablation de la prostate, écrivait à sa femme : « Choisis qui tu veux, mais choisis le professeur X, je m'en moque. Ce sont tous des charcutiers minables. »

L'école d'urologie, créée à

l'hôpital Cochin, est l'une des plus célèbres de France, et sa renommée est internationale. L'écoute attentive de ceux qui souffrent, le respect tout aussi abordable des soignants, infirmiers ou infirmières qui entourent le patient, avaient fait de cette école un modèle mondial d'humanité hospitalière.

L'urologie française perd, certes, avec Pierre Aboulker, son plus grand maître. La médecine tout entière et le monde silencieux de ceux qui souffrent perdent, pour leur part, le modèle exemplaire d'une fermeté humanitaire tournée, non vers le vainqueur et d'une ambition, l'exaltation d'une carrière personnelle, mais vers l'amour du prochain.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Né le 14 novembre 1906 à Alger, le professeur Pierre Aboulker fut le fondateur de l'école d'urologie à Paris, où il fut nommé chirurgien des hôpitaux en 1952. Successivement chef de service à l'hôpital Saint-Louis (en 1952), à l'hôpital Cochin (en 1959), il fut nommé en 1962 professeur de clinique urologique à la faculté de médecine.)

Elève du professeur Henri Monod, qui lui avait donné sa formation chirurgicale, le professeur Aboulker s'était orienté très tôt dans une double voie, sa spécialité : l'urologie, et sa passion : la médecine psychosomatique. On lui doit plusieurs ouvrages écrits en collaboration avec d'autres spécialistes, notamment : *La Rééducation, aspect théorique et pratique* (1961), *Psychiatrie et Gastro-entérologie* (1962), *Techniques chirurgicales courantes en urologie* (1974).

Le professeur Pierre Aboulker avait opéré le général de Gaulle de la prostate en avril 1964. Depuis 1950, il était membre de l'Académie de chirurgie.)

AU CONGRÈS DE LYON

Un hommage à Guy Le Lorier

L'hommage rendu au professeur Guy Le Lorier, à l'occasion du congrès des gynécologues et obstétriciens de langue française, qui se tient actuellement à Lyon, a donné la mesure de la place qu'il a tenu dans l'obstétrique française pendant plus de trente ans.

Dès le début de ses études, Guy Le Lorier, né le 12 octobre 1912, se destina à la carrière de gynécologue-obstétricien, suivant ainsi les traces de son père, Victor Le Lorier, et, plus récemment, il gravit les échelons de la carrière hospitalière et universitaire.

Elève de Louis Portes, c'est ensuite auprès du professeur Lacoume qu'il remplira pendant quatre années les fonctions d'agrégé à la maternité de Port-Royal, puis à la clinique Baude-Locque, avant d'être nommé, en 1965, chef de service à la maternité de l'hôpital Rothschild.

En janvier 1974, il devenait professeur de clinique obstétricale plein temps de la très importante maternité de l'hôpital Saint-Antoine, où il assumait également la direction de l'école des sages-femmes.

Ses travaux scientifiques sont nombreux. Dès 1946, il apportait notamment les premiers résultats français sur l'utilisation des antibiotiques en obstétrique. Il fut l'un des premiers à proposer l'emploi des extraits hypophysaires en perfusion intraveineuse et les associations médicamenteuses en anesthésie obstétricale. La technique du cerclage du col utérin comme traitement des avortements récidivants et de certains accouchements prématurés fit l'objet de plusieurs de ses publications.

Président de la commission pour l'étude des problèmes de la naissance, membre du haut comité médical de la santé, il avait été envoyé en Finlande en 1971, comme observateur, à la session de l'O.M.S. sur l'avortement provoqué.

D'esprit curieux, s'intéressant à tous les aspects scientifiques de la gynécologie-obstétrique, travailleur acharné, Guy Le Lorier était très attentif aux incidences sociales, aux problèmes humains de la maternité et de la régulation des naissances, à leur aspect démographique. Il attachait la plus grande importance à la discussion du rapport présenté à Lyon par les docteurs Lewin et Magnin sur les incidences médicales et économiques de la durée de séjour en maternité, discussion à laquelle il devait participer. Il avait même aussi que, dans une spécialité où peuvent se ren-

contrer de très grandes joies humaines, les qualités de cœur et l'écoute attentive ont une place privilégiée. Cette délicatesse du cœur, il l'a eue tout au long d'une carrière brillante, et n'ont jamais altéré la simplicité de son accueil. Ami fidèle, mais pudique de ses sentiments, secret, livrant peu de lui-même derrière la posture amicale, parfois un peu moqueur, il redevenait un grand camarade débordant de joie et d'entraîne pendant ses croisières en mer, chaque été. Four lui, le loisir, c'était la mer, elle était, avec son métier, sa seconde passion. Ceux qui l'ont connu garderont très vivant le souvenir d'une personnalité riche et complexe, dont le rôle fut à bien des égards exemplaire.

Survenu le 23 avril 1976, sa mort prématurée et si inattendue quand s'ouvraient devant lui les charges et les joies de la pleine maturité, est une lourde perte pour l'obstétrique française. — Dr R. F.

ARTS ET SPECTACLES

M. Chirac pose ses conditions au maintien de l'Opéra

(Suite de la première page.)

Est-il normal d'avoir présenté pour l'année 1976 un budget primitif si notablement minoré qu'on ait augmenté en cours d'année la subvention de 12 500 000 francs ? Est-il normal qu'on n'ait pas tenu compte des avantages accordés au personnel et que, par rapport à la subvention votée par le Parlement pour 1976, il ait fallu dès le mois de mars implorer du gouvernement une modeste rallonge de 24 millions de francs, et ceci dans une année de restrictions budgétaires (le Monde du 17 et 19 mars) ?

L'avenir ne paraît pas avoir été plus sérieusement envisagé, au moins jusqu'en mars dernier. Il ne semble pas en effet qu'avant la prorogation pour quatre ans du mandat de M. Liebermann, en janvier dernier, quelqu'un ait eu la curiosité de chiffrer et de discuter les prévisions de celui-ci, alors qu'il établissait, comme doit le faire un bon manager, ses programmes jusqu'en 1980. Au printemps 1975, le président du

conseil d'administration de la R.T.L.N., M. Jean Salusse, avait cependant prédit ces augmentations effrayantes, en avait analysé précisément les causes et les remèdes éventuels (le Monde du 25 juin), prévenant que, si rien n'était fait, on risquait d'atteindre les 200 millions de francs de dépenses en 1980. Qui s'en est alors ému ?

Une lettre du premier ministre

Il semble que cette fois le gouvernement, peut-être insuffisamment tenu au courant de la situation jusqu'ici par les autorités de tutelle, soit décidé à frapper un grand coup et à prendre les mesures appelées de ses vœux par M. Salusse. Celui-ci, au cours du conseil d'administration réuni ce mardi matin à l'hôtel de Sully, a en effet analysé une lettre adressée par M. Chirac à M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, qui pose très fermement les limites d'un concours financier de l'Etat à la R.T.L.N. et affirme sans ambages que, si ces conditions ne sont pas remplies, l'Opéra sera fermé inexorablement.

Le premier ministre s'inquiète de l'insuffisance des productions de l'Opéra (d'après, selon lui, l'adaptation des conventions collectives), de l'alourdissement des frais de personnel (qui représentent 60 % des dépenses contre 20 % pour la production artistique) et de l'incertitude quant au coût de la programmation de l'Opéra jusqu'en 1980. Remarquons que l'Opéra a pu maintenir le plein emploi et faire progresser les salaires davantage que dans l'ensemble de la fonction publique, il estime que l'Etat ne saurait pour autant continuer à maintenir son apport financier si les charges du palais Garnier s'accroissent démesurément chaque année tandis que son audience demeure « socialement limitée ».

M. Chirac dicte alors ses conditions, à savoir un encadrement des dépenses de personnel, un encadrement des dépenses artistiques, et un aménagement des règles juridiques et des conditions pratiques de fonctionnement de l'établissement. En clair, il s'agit d'assouplir les conventions collectives quant aux conditions de travail et aux règles qui, pratiquement, empêchent à l'heure actuelle de faire des tournées et de gérer considérablement les retransmissions télévisées comme la production de disques. D'autre part, M. Liebermann devra présenter des prévisions chiffrées jusqu'à la fin de son mandat (qui, bien évidemment, ne saurait être qu'actualisées par rapport au budget de 1977 pris comme base, ainsi que l'administrateur s'y est d'ailleurs engagé le 17 mars). C'est à la lumière de ces projets et des résultats des négociations avec le personnel que le gouvernement décidera, sur rapport de M. Bloch-Lainé, et au plus tard le 15 juillet, si l'Opéra peut poursuivre son activité. En ce cas, la subvention sera portée de 74 500 000 francs à 95 300 000 francs pour 1976, ce qui représente une réduction de 3 millions sur les crédits demandés, mais, avec la subven-

tion de 10 millions de francs accordée par la Ville de Paris à son corps défendant, une augmentation de près de 50 % par rapport à la subvention votée par le Parlement (compte non tenu des crédits supplémentaires pour la tournée aux Etats-Unis, soit quelque 12 millions).

Le souci légitime de M. Chirac paraît bien être une rentabilisation culturelle de l'Opéra, qui ne doit plus être l'Opéra « de Paris » et des privilèges (sans oublier cependant les passionnés d'art lyrique obligés de faire la queue le matin à 5 heures) mais un Opéra national, grâce à une large politique de diffusion, par des tournées nombreuses et des retransmissions. Encore que le projet ait des côtés chimériques, c'est évidemment une des voies où il faut s'engager, sans en oublier d'autres cependant, non moins ardues, mais plus prometteuses peut-être, comme la recherche urgente d'une augmentation du nombre des représentations grâce à la construction d'une salle de répétitions et surtout de l'indispensable seconde salle (ce qui est un tout autre problème que celui de la réouverture de l'Opéra-Comique).

Il nous faut, pour ne pas ajouter aux soucis du secrétaire d'Etat à la culture, qui traverse une grave crise en ce moment, le gouvernement confié à M. Bloch-Lainé, en liaison avec M. Salusse et M. Liebermann, l'établissement de la prospective financière de l'Opéra pour les années 1976-1980, qui fera l'objet d'un plan proposé au secrétariat d'Etat et au gouvernement.

Si ces personnalités parvenaient, selon le vœu de M. Chirac, à encadrer la politique de l'Opéra et à lui assurer une progression raisonnée sans porter préjudice à sa qualité artistique, elles donneraient un bel exemple de ce qui doit être la prospective culturelle d'un Etat moderne, à un moment où un danger vient de folie souffler sur la plupart des théâtres lyriques du monde.

Il aurait été en tout cas néfaste et injuste de faire porter à M. Liebermann « le chapeau » dans cette malheureuse affaire. Nul ne conteste qu'il ait redonné à l'Opéra une situation de premier plan, même si l'on peut discuter certaines de ses options. Se séparer de lui dans des conditions eût été peu élégant et eût abouti à un fiasco complet, sapant la confiance du public et des artistes, et la renommée internationale de ce théâtre. M. Chirac a eu raison de rejeter cette politique de Gribouille, dont le plus sûr effet aurait été de perdre définitivement les millions déjà engloutis dans ce labyrinthe opalé. « *Fuacut nec moriturus* ».

JACQUES LONCHAMPT.

En bref

Jazz

Une nuit à la Mutualité

Un certain nombre de musiciens américains se regroupent la dernière semaine de mai à Paris. Archie Shepp y prépare, déjà, son double concert du 3 juin au Palais des congrès.

Mercredi 26, quatre quartettes : ceux de Billy Harper, de Frank Wright, de Noah Howard et Elvin Jones, seront à la « Mutu », rue Saint-Victor à partir de 21 heures.

Elvin Jones jouera le lendemain jeudi et les deux soirs suivants au Riverbop, rue Saint-André-des-Arts, l'un des rares clubs de la capitale qui call invite, pour renouveler son affiche, les artistes de passage ou venus pour de grandes occasions. La Nuit de la Mutualité en est une. — L. M.-S.

Le prix Suzanne-Bianchetti, décerné à une jeune comédienne par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, a distingué Isabelle Huppert pour 1976.

Eugène Roussine, l'un des maîtres de la pelature non conformiste soviétique, est mort asphyxié dimanche 21 mai, après un accident qui s'était déclaré dans son atelier de Leningrad. Agé de trente-trois ans, Eugène Roussine avait été l'un des artisans de la renaissance de l'art moderne « ces dernières années à Moscou ».

UGC MARBEUF STUDIO MEDICIS BILBOQUET

MARTIN SCORSESE
mean streets
ROBERT DE NIRO

L'« ASPHYXIE FINANCIÈRE »

pèse sur les options du secrétariat d'Etat

La réunion du conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux intervient dans un contexte qui domine l'incertitude. Financière, principalement. En effet, après le départ à pour convenue personnelle de M. Gérard Montassier, remplacé à la direction du cabinet du secrétariat d'Etat à la culture par M. Jean-Claude Grosheide, la politique menée aux services de M. Michel Guy entre vraisemblablement dans une phase nouvelle : il semble que les méthodes de gestion vont être adaptées à une situation budgétaire encore moins propice à l'optimisme qu'aux initiatives.

Depuis l'arrivée de M. Michel Guy au secrétariat d'Etat à la culture, les principales actions engagées ont concerné l'organisation du théâtre, la libération — totale puis révisée — de la censure cinématographique, et la politique contractuelle, dite des « chartes », chartes conclues avec des villes en premier lieu, mais maintenant avec des départements ou des régions, sans oublier le transfert de la direction de la lecture publique, que conserve — pour le moment — le ministère de la Culture.

Mais une des plus importantes innovations à l'œuvre est « l'option » adoptée pour la gestion et pour le financement des opérations décidées rue de Valois. Style qui était parfois discuté dans les instances gouvernementales.

En effet, et le budget de la culture n'a guère crié — en francs constants — ces dernières années, le nombre des promesses et des engagements chiffrés a cessé d'être bon. L'Etat a dû en conséquence commencer l'exécution. Cela est dû en partie à la souplesse de méthodes de « montage financier » dont M. Gérard Montassier avait déjà l'occasion d'éprouver la commodité à la tête du Fonds d'intervention culturelle (FIC), services techniques de la culture qui ont, à cette heure d'assurer le secrétariat général : les crédits du FIC, de provenances diverses, permettent, alors qu'ils ne font l'objet d'aucune affectation budgétaire précise, de soutenir temporairement le lancement d'opérations (fort souvent brèves) et l'on tient compte des fonds propres de cette institution.

Sous l'impulsion de M. Montassier, les services de la rue de Valois se sont efforcés de développer les effets d'entraînement des différents crédits dont ils disposaient d'une façon que certains n'ont pas toujours jugée strictement conforme aux règles administratives. Parmi les ressources nouvelles ainsi dégagées, le secrétariat d'Etat élargissait sa marge de manœuvre grâce notamment aux concours des collectivités locales signataires de « chartes » ; la parafiscalité instaurée sur la reprographie (en faveur du livre), et la taxation des films « X » (dont les ressources doivent alimenter le Fonds de soutien à l'industrie cinématographique) ont permis d'ajouter. Mais d'autres initiatives de la rue de Valois : en particulier le transfert des charges de l'Etat à la Ville, mesure insuffisante pour assurer l'équilibre de l'Opéra de Paris, selon des procédés qui auraient irrité l'Élysée, et le lancement d'un emprunt sur les monnaies étrangères (l'Opéra par l'administration des finances) ont eu des suites moins heureuses.

Un collectif budgétaire négatif pour 1976 — qui réduit des « mesures nouvelles » votées l'automne dernier à quasi rien — a contribué à tendre la situation. Les premières évaluations du budget pour 1977 ont même autorisé certains responsables politiques de l'opposition à parler de « banqueroute », et les plus modérés envisagent une asphyxie financière.

M. Michel Guy ayant maintes fois déclaré qu'il est, en matière de culture, un homme de la pour gérer la pénurie, ceci ressemble à un désastre : la politique de la rue de Valois était, à sa manière, une des plus « gauchistes » de ce gouvernement. Le secrétaire d'Etat pourra-t-il renouer sur ses engagements et présenter un budget en régression à l'automne prochain ?

M. R.

M. Jean-Charles Lignel, qui a perdu une première manche devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris (le Monde du 18 mai), mais qui a fait appel de cette décision — et qui vient de perdre la seconde manche à Lyon, ne se considère pas battu pour autant. Il a entrepris, par une assignation devant le tribunal de commerce de Paris, pour le 25 juin prochain, une action en dissolution de la société Delacorte, et ceci en application de l'article 1871 du code civil. Il demande principalement la vente en bloc et aux enchères publiques de la totalité de l'actif et du passif composant le fonds de commerce de la société qui édite le Progrès de Lyon.

(1) Il s'agit des sociétés Aigles, entreprise de presse n° 1 (S.P. 1), Deviance Audiovisuelle n° 1 (S.P. 1), Haves Voyages Rhône-Alpes (H.V.A.), la SERP et la SETIC.

La convention collective des journalistes

L'INTÉGRATION DE L'AVENANT PIGISTES EST ACQUISE

A l'issue de la nouvelle réunion du lundi 24 mai concernant la discussion de la convention collective des journalistes, l'Union nationale des syndicats de journalistes indique que « la délégation patronale s'est engagée à prendre les mesures nécessaires pour que la négociation aboutisse le 30 juin au plus tard ».

L'U.N.S.J. précise qu'« un collaborateur direct du ministre du travail, présent, lundi, au début de la négociation, a exprimé le souhait que les revendications des journalistes soient examinées dans les plus brefs délais ».

L'U.N.S.J., relevant que « la grève des journalistes et les actions de toutes sortes » menées à l'occasion du 21 mai « constituent de porter leurs fruits », indique également que « l'intégration de l'avenant pigistes, avec l'ensemble des droits qu'il comportait, est acquise ».

Relié par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications ; n° 5/437.

PRESSE

M. LAMPS ÉVOQUE LE COUT DE LA C.R.S. CANTONNÉE A AMIENS POUR PROTÉGER UNE IMPRIMERIE DU GROUPE AMAURY.

(De notre correspondant.)

Amiens. — La compagnie républicaine de sécurité stationnée à Amiens et chargée de la protection de l'imprimerie où se fait France-Picardie (Journal du groupe Amaury), a coûté environ 20 000 francs par jour, c'est-à-dire, depuis quatre mois environ, 2 millions et demi de francs payés par les contribuables, estime M. René Lamps, député communiste, maire de la ville. A l'occasion de la réunion du conseil municipal qui s'est tenue lundi 24 mai, à proximité de cette imprimerie pour protester contre ces dépenses, un « organe de presse qui fait l'objet de tant d'attention de la part du pouvoir », M. Lamps affirme avoir adressé une question écrite au ministre de l'Intérieur pour savoir qui paie cette compagnie. Il déclare n'avoir jamais reçu de réponse. Et de rappeler que lorsque une assignation demandant la protection de la police, lors d'un bal par exemple, elle repart une facture.

Le député-maire d'Amiens a cependant bien pris soin de convoquer la réunion extraordinaire de son conseil en soulignant que la liberté du journal en question n'est pas menacée et que l'existence d'un organe supplémentaire de presse à Amiens n'est pas mise en cause.

Une réunion de protestation contre la présence de la C.R.S. a aura lieu le jeudi 3 juin, à 18 h., dans la cour de l'hôtel de Ville.

DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

M. Jean-Charles Lignel de nouveau débouté

De notre correspondant régional

Lyon. — Par un jugement rendu le 14 mai, le tribunal de commerce de Lyon a débouté M. Jean-Charles Lignel, administrateur des sociétés, pour le paiement du capital de la société Delacorte, editrice du Progrès de Lyon, des procédures qu'il avait engagées contre six sociétés (1) faisant partie du groupe de presse régional constitué entre « le Progrès » et « le Dauphiné libéré ».

Stimulé sur la demande reconventionnelle déposée par ses adversaires pour procédure abusive et injustifiée, le tribunal, considérant que ces actions « manifestent à l'évidence un esprit d'animosité » a condamné M. Jean-Charles Lignel à payer 1 franc à titre de dommages et intérêts à chacune des sociétés assignées. En revanche, considérant que toute publicité « risquerait, au surplus, d'être plus dommageable que bénéfique », il n'a pas accordé la publication du jugement que lesdites sociétés sollicitaient.

M. Jean-Charles Lignel avait assigné les sociétés en paiement d'un franc de dommages et intérêts parce qu'il estimait avoir été abusivement révoqué du mandat social qu'il exerçait dans chacune d'elles. Ces révolutions, a-t-il fait plaider, étant intervenues après qu'il eut formulé de « justes critiques » à l'égard de la gestion du F.D.C. de la société Province Publiée. Lignel constituait une « manœuvre de vengeance ». Le tribunal, attaché à réaffirmer solennellement le principe de la révocabilité au motif, a estimé que M. Lignel ne rapportait pas la preuve d'un abus de droit. Bien au contraire, dit le jugement, M. Lignel ne peut sérieu-

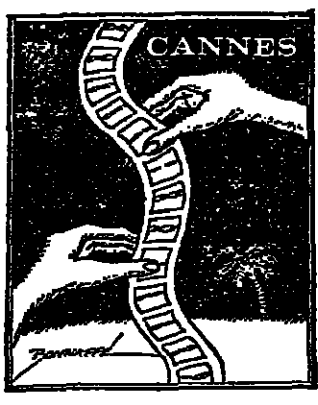
صكذنا الاصل

صكنا من الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Greenwich-Village dans les années 50 et le fantôme de Polanski

Festival



Deux révoltes

Certains refus font mal : nos amis arabes et saïens s'expliquent difficilement que les sélectionneurs du Festival officiel, de la Semaine de la critique, de la Quinzaine des réalisateurs, aient rejeté deux films qui, dans leur contexte culturel et politique respectif, leur paraissent d'une importance capitale. La question qu'ils posent implicitement : « Y a-t-il un étalon du bon goût universel dans Paris déshabillé le secret ? » La réponse est évidemment négative.

« Les Ambassadeurs », de Nacer Kiarï, production tunisienne montée à partir d'une aide de notre agence de coopération culturelle et technique, est un film ambitieux qui aborde un sujet tabou des deux côtés de la Méditerranée : l'émigration maghrébine, le racisme français, l'injustice permanente. Ces travailleurs immigrés, envoyés chez nous comme « ambassadeurs » de leur pays, à en croire tel officiel, vivent groupés dans le quartier de la Goutte-d'Or, où le metteur en scène a volontairement centré son récit. Diverses générations d'immigrés s'entre-croisent, diverses conditions se forment ici ou là. Car, dans ce monde, il n'y a pas de racisme, mais de la misère.

Notre gêne vient de ces petits Blancs, droit-on volontiers, gérants d'hôtels, bordiquiers qui nourrissent une haine presque viscérale du raton, du bloncin, et qui nous renvoient l'image caricaturale de notre racisme latent. Un cliché symbolique franchit la frontière entre les deux mondes. Détails mineurs dans un film qui fonde avec minutie le tissu quotidien, répétitivement la misère subie. Un documentaire dirait peut-être davantage de choses. Il ne rendrait pas complètement cette présence des individus multiformes, des rapports familiaux, sociaux. On ne milite guère dans « Les Ambassadeurs », on constate : les Français de tout bord, même les plus riches, ont peur d'aller voir de plus près. L'égoïsme protège. Le défilé final des immigrés, les banderoles et inscriptions, n'ont rien de triomphaliste. Le film de Nacer Kiarï, trente-trois ans, formé en Italie auprès de Rossellini et Dino Risai, dérangera beaucoup de personnes. Il a été refusé au Festival de Cannes.

« Le Grand Soir », de Francis Reusser, tourné à Lausanne, nous propose l'envers de la misère : la misère vue et refusée par les enfants de la bourgeoisie la plus riche du monde qui militent. Léon, Léa, Raoul, veulent tout changer, mais leur révolte commence à sentir le rance (le slogan). Les filles sont folles, les garçons romantiques. Le sentiment coexiste mal avec la raison. A célébrer du matin au soir la révolution, le souffle vient à manquer. Léon se racroche au néant, à l'intensité de l'émotion vécue dans l'instant. Il faut agir, passer à l'action immédiate : ses camarades de lutte l'exhortent. Il échoue en prison, sort, se retrouve seul, avec sa passion.

Le précédent film de fiction de Reusser s'appelait « Vive la mort » en 1969. Francis Reusser a lui-même milité, a été tourneur en Palestine (Biladi, une révolution). Mais il n'a jamais vraiment quitté Lausanne, qu'il nous décrit amoureusement : Lausanne, quartier général de la révolution mondiale... A travers les yeux de la plus belle fille du monde. Ironique, satirique, tendre à fendre l'âme, « Le Grand Soir » redit la solitude du jeune bourgeois occidental qui rêve de transformer le monde, qui ne connaît vraiment que l'amour. Ce film à haute tension poétique, en chant de détresse, n'irritera que ceux qui croient que la révolution se conquiert au pas de charge.

LOUIS MARCORELLES.

Greenwich-Village, à New-York, c'est un lieu de rencontre d'étudiants, de jeunes acteurs, de jeunes poètes, de jeunes artistes, qui mènent la vie de bohème new-yorkaise. Cette vie de bohème new-yorkaise, Paul Mazursky la décrit dans son film *Next Stop, Greenwich Village*. Mais avec le recul de ses propres souvenirs, en 1953, quand il avait vingt ans comme ses personnages. Ce n'est pas exactement de la nostalgie. Plutôt un retour en arrière pour recréer une fin d'adolescence, l'état d'esprit, les mœurs d'une génération qui n'était pas encore contestataire, qui ne ressentait pas encore le malaise américain.

Paul Mazursky nous montre qu'à Greenwich-Village, en 1953, on se réunissait dans les cafés pour parler beaucoup, on révisait, on organisait des surprises-parties. L'amour avait encore un goût de pêche sanctifiée, pour les filles, par l'épreuve d'un avortement clandestin. Dans ce petit monde clos, décrit avec lucidité, humour et tendresse diffuse, on se précipitait un peu du macabre et de l'exécution des Rosenberg, mais on semblait ignorer la guerre de Corée. Pour Larry Lipinsky, vingt-deux ans, fils unique de petits bourgeois juifs de Brooklyn, bachelier sans situation, Greenwich-Village, où il s'installe dans un petit logement meublé de bric et de broc, c'est le moyen d'échapper à une mère possessive, d'occéder à un autre statut social en devenant un homme. Larry Lipinsky a envie de devenir acteur, admire énormément Marlon Brando, suit les cours d'un élève de Lee Strasberg et est engagé finalement à Hollywood (après un bout d'essai) pour tenir un petit rôle de délinquant juvénile dans un film. Même si Paul Mazursky ne raconte pas sa jeunesse, le destin de Larry recoupe le sien. Il fit partie, jadis, de la distribution de *Graine de violence* de Richard Brooks.

Next stop, Greenwich Village est donc constitué de scènes d'une vie de bohème datée tout autant par l'utilisation documentaire des décors

réels et des costumes que par les comportements, les psychologies et les mentalités qu'a connus Mazursky. En 1953, les parents exercaient encore plus ou moins leur emprise. Sarah, la petite amie de Larry — qui se dit libre, refuse l'attachement, l'enfant et le mariage, — habite chez les siens et les mène. Larry a du mal à liquider son complexe d'Œdipe en changeant de quartier et en habitant seul. Il vit son premier amour avec un romantisme à fleur de peau (sa réaction lorsque Sarah le trompe avec Robert, le poète don Juan, puis le quitte). Anita, l'abonnée au suicide (la bande joyeuse des copains vient la « sauver » chaque semaine, c'est un rite), finit par se tuer par sonnerie d'alarme. Les extrêmes de l'émotion, l'homosexualité, le désespoir, le désespoir « existentiel ». Les jeunes intellectuels américains d'aujourd'hui sont autrement motivés. N'importe. Mazursky a parfaitement reconstruit ce milieu, cet univers localisé, le début des années 50. Son film est semé d'anecdotes, de détails, de notations qui nous touchent, nous font, sentimentalement, participer.

Shelley Winter Incense, avec un étonnant pittoresque juif-new-yorkais, la mama aux attentions envahissantes, aux crises larmoyantes et mélodramatiques. Lenney Baxter (Larry) est très doué, très drôle lorsqu'il imite Marlon Brando sur un quai de métro désert, très fin aussi. Citons encore Elian Greene (Sarah) et Mike Kellin (le père de Larry), tandis que le mariage avec qui sait exprimer beaucoup de choses en deux mots. La distribution est excellente. Si l'on s'attarde sur cette

œuvre mineure, c'est parce qu'elle apportait, fût-ce dans un Festival trop voué aux vastes ambitions, aux messages, aux intentions profondes jusqu'à en être obscures, aux démonstrations de prestige, une bouffée de simplicité, un air d'école buissonnière.

Avec *Le Locataire*, de Roman Polanski, on retombe aussitôt — mais il fallait s'y attendre — dans l'angoisse et la noirceur. Curieusement, d'ailleurs, *Trelkovsky*, le petit employé d'archives à Paris, le personnage solitaire et menacé de Polanski, se rapproche du *M. Klein* de Losey. Il se trouve amené à devenir un autre (une autre, en fait, et cela le conduit à la mort. Beau thème de dissertation sur la sélection française à Cannes ! *Trelkovsky*, ce naturaliste de fraîche date, Polanski le joue lui-même, parlant français avec son accent. Certains pensent, disant, qu'un acteur professionnel aurait mieux convenu. Ce n'est pas sûr. On a du mal à juger Polanski comme acteur, mais il apporte à cette interprétation une étrange, une sorte de cosmopolitisme (au reste, la distribution n'est pas entièrement française). Traduisant bien l'impression grandissante de décrochement du réel par laquelle *Trelkovsky* entre dans le cauchemar.

Ce cauchemar est inspiré d'un livre de Topor, le *Locataire chimérique*, que Roman Polanski et Gérard Brach ont adaptés ensemble, comme ils avaient écrit ensemble les scénarios de *Répulsion*, de *Cul-de-sac*, de *Salut les gamins* et de *What ? Trelkovsky* vient visiter un appartement meublé, qui est à louer de

tarde, et à un moment où je ne savais pas quel faire, on m'a repéré au *Locataire*. J'ai eu envie de le tourner et de le jouer, j'en suis sûr. En septembre dernier, j'avais même pas de scénario, mais, deux mois plus tard, j'ai commencé les prises de vues, qui ont duré six semaines. C'est un grand plaisir de voir un scénario se transformer en film, et de voir que l'on aime travailler dans ces conditions-là.

— Quel rapport entre vous et *Trelkovsky*, le locataire ? — J'ai aussi été un Polonais, et dans ce Paris du film — presque un pays à part, à peu près ignoré de la plupart des gens que j'en vois sur la Croisette — j'ai vécu longtemps avant d'être un cinéaste connu. Je sais ce que ça passe quand on vous rappelle dix fois par jour que vous n'êtes pas Français : le fait est qu'il en coûte d'être considéré comme un citoyen de deuxième catégorie. Mais si vous devenez célèbre, tout en étant étranger, votre présence devient une gêne pour les autres. Il y a une certaine ironie, une certaine originalité. Aussi, j'ai gardé de rester un homme ordinaire, vous êtes seulement un oiseau bariolé.

— De quoi vous êtes naturalisé français — pourquoi un journaliste a-t-il cru nécessaire de mentionner ce fait qui ne valait pas une ligne, surtout dans la rubrique spectacle ? — J'ai remarqué un léger changement d'attitude : je suis devenu plus accessible, donc moins « divin ».

— De nature timide et sensible, il est de vivre sans bousculer les autres, ce qui, dans notre société, semble pratiquement impossible. Il existe deux sortes de gens que le film montre très bien : les uns ferment la radio lorsqu'un voisin frappe au plafond, les autres la mettent plus fort. Ceux qui s'expriment, comme *Trelkovsky*, à la première catégorie deviennent inévitablement les victimes de leur « feeling for the others » que l'on voudrait traduire, en évitant d'être trop sentimental, par disponibilité envers autrui. Je suis assez arrogant, mais j'ai aussi senti la musique si je sais que j'empêche quelqu'un de dormir.

— *Trelkovsky* n'est pas moi, évidemment. Je me rebelle de façon agressive et lui de façon autodestructrice. Il est un petit type qui habite un quartier anodin de Paris : j'ai voulu qu'il soit ordinaire, et un peu rétro. Mais j'ai gommé du film tous ces éléments

bohémiens ou spectaculaires qui auraient pu se résumer à ma propre biographie.

— Il est difficile d'analyser ce qu'on vient de faire sans recul. Je peux dire pourtant que la dégringolade mentale de *Trelkovsky* ne m'a rien donné (c'est en quoi sa schizophrénie n'a aucun rapport avec celle du personnage de *Répulsion*). D'ailleurs, la schizophrénie est ici secondaire : ce qui compte, c'est la solitude d'un homme dans une grande ville, solitaire que j'ai cherché à exprimer sous toutes ses formes, et musicalement.

— Et vous-même dans tout ça ? — Non, je n'en ai rien fait. Partout, que font les Indiens en Amérique, que font les juifs en Allemagne ou en Europe de l'Est ? L'homme est un bipède qui marche d'habitude vers l'ouest, probablement pour suivre le soleil.

— Coupés de leur pays, d'autres l'ont été avant moi, par exemple Chaplin, ou Hitchcock, ou Fritz Lang. J'ai très envie de revenir et de faire un film en Pologne, mais j'ai surtout la sensation que cette planète m'appartient autant qu'à un Belge ou à un Chinois. J'ai vécu en Amérique, j'ai pensé devenir Américain, mais des événements imprévus ont modifié mes plans. Comme j'y suis né, comme j'y habite, il est logique que je choisisse la France.

— Vous dites avoir eu, en réalisant le *Locataire*, des conditions japonaises ? — Oui, car j'ai eu cette fois le sentiment de faire quelque chose dont j'avais une connaissance complète. J'ai tenu vraiment et librement la barre. J'ai bénéficié de toute une expérience acquise dans un certain genre de cinéma, j'ai pu découvrir un climat parisien qui m'était familier, et j'ai eu des collaborateurs d'une rare qualité.

— Si le film n'est pas réussi, j'en suis l'unique responsable. C'est un film de la maturité qui, curieusement, me ramène à ce que je faisais au début de ma carrière, à mes courts métrages où se mêlaient émotion et humour, avec aussi un peu de symbolisme. Mais ça, c'est l'affaire des critiques, qui ont du mal à faire leur travail tant il y a de monde pour voir les films du festival. Ce festival a trop grandi : un geste ne peut pas porter son petit marteau jusqu'à l'âge de quarante ans.

Propos recueillis par YVONNE BABY.

« Prenez garde de rester un homme ordinaire »

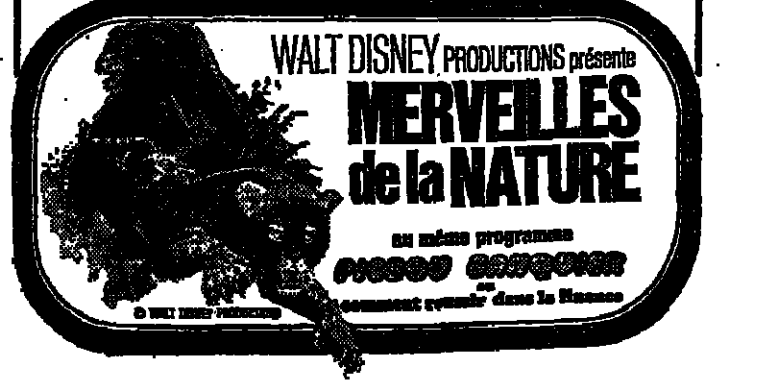
mercredi
ELYSEES CINEMA VO
CAMEO VF KINOPANORAMA VO ECRAN GEANT SON STEREOGRAPHIQUE 6 PISTES
VERSAILLES Cyrano LE PERREUX Palais du Parc
PANTIN Carrefour ENGHEN Français

le film le plus acclamé
de toute l'histoire du cinéma !



AUTANT EN EMPORTE LE VENT
CLARK GABLE
VIVIEN LEIGH
LESLIE HOWARD OLIVIA DE HAVILLAND
Production de VICTOR FLEMING - Scénario de SIDNEY HOGWART - Adaptation de MARY ESTHER
UN FILM SELZNICK INTERNATIONAL
TECHNICOLOR - DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

UGC-ERMITAGE - REX - UGC-BOBELINS
MONTFARASSE BIENVILLE - TERMINAL FOCH
PARLY 2-Studio - VELIZY - ENGHEN-FRANÇAIS
PANTIN-CARREFOUR - ROSNY-ARTEL



WALT DISNEY PRODUCTIONS présente
MERVELLES de la NATURE
en 16 mm
1955
DISTRIBUE PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Trois pour cent d'obstinés

Qui sont-ils, à quel ressemblent-ils, ces fameux 3 % de récepteurs, ces obstinés, ces enquêteurs capables de s'accrocher — rien ne les rebute, on a tout essayé — aux programmes les plus tardifs, les plus difficiles, dans l'espoir d'écouter leur horizon d'écoute ? Qui sont-ils, ces irréductibles 3 %, toujours les mêmes, partout les mêmes — à l'étranger c'est pareil, — pasants, encombrants, petite cohorte que l'on trouve en queue de sondage dans des réduits en guise de case ?

A l'inverse de ce que l'on pourrait penser, de ce que l'on voudrait croire, ce ne sont pas forcément des intellectuels. Au contraire, ils ne se regroupent ni par catégorie socio-professionnelle, ni par tranche d'âge, ni par famille spirituelle. Ils se reconnaissent à tous les niveaux à leur curiosité, à leur large d'esprit. Et au lendemain d'une bonne émission de vulgarisation, vous les entendrez en discuter.

au bureau, au café, chez les commerçants ou dans le métro, à peu près dans les mêmes termes.

La mois dernière, après « L'avenir du futur », dont s'étaient entretenus sur TF 1 des astrophysiciens, on était surpris par la diversité des gens qui les avaient suivis, d'abord impressionnés et puis enchantés de leur simplicité, de leur clarté. Lundi, Robert Clarke avait réuni des neurologues, des psychologues, des professeurs de pharmacologie, François Lhermitte, Georges Ungar, Bernard Garde, René Ditzl, autour d'un film d'Edward Dmytryk, *Mélanges*, l'histoire d'un homme, et d'un thème, « La mémoire demain ».

Où se loge-t-elle, la mémoire ? Dans les cellules nerveuses, y a-t-il des différences entre les mémoires ? Ils en ont distingué deux : celle des sons et des images, celle des symboles. Qu'est-ce qui détermine le tri entre ce que l'on retient et ce que l'on oublie ? L'attention, la répétition et la charge affective.

C'était lumineux encore une fois. Et passionnant. Surtout à la fin, quand on s'est interrogé devant nous sur les suites à donner à certaines expériences entreprises sur des animaux, des rats, des souris : stimulation par courant électrique, injection d'hormones permettant d'accroître de façon notable les traces d'un apprentissage.

De là à « manipuler » les capacités ou les particularités du cerveau humain... Certains neurochirurgiens se croient bien autorisés à traiter, voire à opérer, les sujets dangereux, les enfants difficiles. Cela peut mener loin évidemment. Très loin.

Sans préciser leur crainte, ils ne nous l'ont pas cachée. En écoutant, on ne pouvait s'empêcher de penser, un peu terrifié, à Hitler, à Huxley, et l'on aurait bien aimé poursuivre la discussion. Il se faisait tard, hélas ! même pour les malheureux 3 %, des rêves-tout pour la plupart, obligés de sacrifier leur sommeil à leur soif de savoir.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLE CONTROVERSE AUTOUR DES « DOSSIERS » SUR PÉTAIN

Le débat consacré à la destitution du maréchal Pétain, ce mardi aux « Dossiers de l'écran » (le Monde daté 23-24 mai et du 25 mai) continue de susciter des réactions diverses. Plusieurs associations d'anciens déportés, internes, résistants, rendent public leur refus de s'y faire représenter. Elles ont estimé, en effet, « inacceptable pour elles de laisser mettre sur les plateaux d'une même balance les représentants de ceux qui se sont battus au péril de leur vie pour l'honneur de la France, pour son intégrité, son indépendance et la démocratie, face à des hommes qui croient devoir exister encore, trente ans après que la justice fut passée, la honte de la collaboration, la honte de la collaboration qu'ils imposent à Pétain ».

« Respectueuses de la liberté d'expression, hostiles à toute forme de censure », ces associations soulignent qu'elles ont proposé aux animateurs des « Dossiers de l'écran » d'exposer, « dans des conditions qui ne les heurtent pas, leur point de vue sur les événements sur le cas Pétain et les heures tragiques vécues par le pays de 1940 à 1945 ».

Ont signé ce communiqué :

Mme Marie-Madeleine Pourcade, présidente du Comité d'action de la résistance ; MM. André Jarrot, président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance ; Jean-Pierre Levy, président du Conseil des œuvres sociales de la Résistance ; Jacques Delbrel, président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance ; André Bouillouche, président du Comité des anciens chets de réseaux de la France combattante ; et Marcel Paul, président de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes.

En définitive, le débat sera tripartite : MM. Henry Frémy, fondateur de l'Armée secrète ; Pierre-Henri Teitgen, commissaire à l'information dans la clandestinité, et Pierre Leveau, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, confronteront leurs points de vue avec l'amiral Auphan, président de l'Association pour la défense de la mémoire et l'honneur du maréchal Pétain. M. Louis-Dominique Girard, chef du cabinet civil du chef de l'Etat français, et M. Henri Trolis, historien, MM. Henri Michel, Van Vollenhuyzen et Robert Paxton, interviendront au cours de la discussion organisée à l'issue de la projection du film de Francis Caillaud, réalisé à partir de documents cinématographiques diffusés avec les commentaires d'époque.

TRIBUNES ET DÉBATS MARDI 25 MAI

— M. Louis Laugel, ancien président du Centre national des Jeunes Agriculteurs, est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscope », sur France-Inter, à 17 heures.

— MM. Maurice Duverger et Alain Kristian débattent sur le thème « socialistes et gauchisme » pour « l'heure de pointe », de France-Culture, à 17 heures.

— Le rassemblement de la jeunesse française et européenne s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— Un débat contradictoire sur le marché Pétain suivra le montage de documents des « Dossiers de l'écran », vers 22 heures. (Lire notre information.)

MERCREDI 26 MAI

— M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, est invité de Philippe Bourdieu sur R.T.L., à 13 heures.

— M. Pierre-Christophe Tautou, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, répond aux questions de Jacques Chancel pour « Radioscope », sur France-Inter, à 17 heures.

— Le parti socialiste s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— M. Michel Durafour, ministre du travail, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

MARDI 25 MAI

L'allocution sur les « conséquences de la reprise économique » du président Giscard d'Estaing sera diffusée à 20 heures sur TF 1, Antenne 2 et les principales chaînes de radio. Elle sera reprise en fin de soirée sur FR 3.

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 50, Variétés : Le grand dictionnaire de la chanson ; 21 h. 45, Chronique historique : Les années 1940 ; 22 h. 40, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange. (A-t-on toujours besoin d'un père ?)

Plus moi, plus... si vous aimez les livres... Si vous ne savez plus où les mettre LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 67, rue Froidevaux 75014 PARIS Tél. 633.73.33 CATALOGUE GRATUIT : 150 Modèles vitrés Meubles rustiques, de style, contemporains.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 50, Les dossiers de l'écran : Pétain (montage de documents réalisés par F. Caillaud et commenté par G. Darbois).

Si vous savez regarder vous savez photographier. Appareil Kodak Instamatic 130

Vers 22 h. Débat (voir notre information), 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R), Westerns, films policiers, aventures : « Barbe-Noire le pirate », de S. Walsh (USA), avec R. Newton, L. Darnell, W. Bendix ; 22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 21 h. 5, Dialogues : le prix de la vie, avec V. Gheorghiu et F. Maillet-Joris ; 21 h. 20, Musiques de notre temps ; A. Tamba ; 22 h. 35, Entretiens avec A. Sandauer ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus 22 de S. (Boccherini), « Quatuor en ré mineur » opus 22 de S. (Haydn), « Quatuor en ré mineur » opus 445 (Mozart) ; 21 h. 30, Musique dans la ville ; en direct de l'église Saint-Albert-le-Grand : quartet Esterházy d'Amsterdam... « Quatuor en sol mineur » opus

BANQUE SUD-EST
recherches

CADRE haut niveau
pour Direction Agence
Expérience bancaire 8 ans minimum.
Age 35 ans minimum.

Diplômé Ecole Commerce Supérieure ou Doct.
spécialisation action commerciale.
Ecrire HAVAS GRENOBLE, n° 46406.

BISCUITERIE NANTAISE - B.M.

Membre du Groupe International
General Mills

recherches :

CADRE de GESTION TRÉSORERIE

assurant également la responsabilité des cellules
comptabilité clients et fournisseurs.

Nous demandons :

UN DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
(S.E.C., S.S.S.E.C., P.S.C.)
(ou équivalent)
avec une expérience de quelques années.
La connaissance de la comptabilité américaine
serait très appréciée.

Anglais courant indispensable.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
BISCUITERIE NANTAISE - 207
place François-II - 5 X - 44040 NANTES.

هكذا من الاهل

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

directeur administratif et financier

110 000 F+
Nous sommes la filiale française (branche informatique 50 personnes) d'un groupe multinational. Nous souhaitons confier ce poste à un homme de formation supérieure, DESS, au courant des comptabilités anglo-saxonnes. Il aura l'entière responsabilité administrative, financière et comptable de la Société, avec la charge du contrôle de gestion et de la mise en place de procédures. Il aura en outre la supervision administrative des services de maintenance et de marketing. Pour réussir dans ce poste, il faut au minimum trois années d'expérience acquises dans une filiale d'un groupe américain. La maîtrise courante de l'anglais est indispensable. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2438/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

LA DIVISION SEMI-CONDUCTEURS INTERMETALL de la SPI-ITT

recherche pour renforcer son équipe de marketing
INGÉNIEUR COMMERCIAL
pour vente semi-conducteurs. Secteur GRAND PUBLIC.

Nous demandons :
- formation électronique, expériences commerce, idées, auto, horlogerie, musique HI-FI, etc.
- réussite antérieure dans la conduite des négociations et prise de commandes à tous niveaux hiérarchiques.
- poste à pourvoir à **BAUGUEN (52)**.
- avantages sociaux importants.
- excellente rémunération pour candidats ambitieux et performants.
Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions : Service du Personnel, SPI - ITT, 16, rue R. Schwoerer, 68000 COULMARS.

BANQUE PRIVÉE AFFILIÉE A UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour son Département Immobilier
ATTACHÉ DE DIRECTION, Cl. V, VI
Le candidat retenu aura complété sa formation (titulaire en Droit, I.E.P. ou équivalent) par 1 ou 2 ans d'expérience bancaire, de préférence acquise en crédit/promoteur, dans un groupe financier à vocation immobilière.
Une bonne connaissance de l'anglais sera un atout apprécié.
La rapide expansion de la langue ouvre d'intéressantes perspectives de carrière.
Adresser lettre, curriculum vitae sous n° 06, EUPAC, 34, rue Balard, PARIS (16^e). Discretion d'usage assurée.

Nordson

à l'avant garde des procédés de collage et d'application de peinture
société jeune à expansion rapide et soutenue
recherche
directeur financier
rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité de toutes les fonctions comptables et financières de la Société.
Le candidat retenu aura :
- un diplôme de comptabilité supérieure.
- une expérience comptable et budgétaire à un niveau élevé dans une filiale de société américaine.
- un goût pour l'organisation.
- une bonne connaissance de l'anglais.
Nous offrons :
- une grande indépendance.
- des possibilités d'évolution dans le groupe sur le plan mondial.
Poste à pourvoir en Baniueux Est.
Pour un premier entretien tél. à : **NORDSON FRANCE S.A.**
93 avenue de Strasbourg
93100 NOISY-LE-SEC
Tél. 844.34.61 - 844.01.66

UN DES PREMIERS GROUPE PHARMAC. FRANÇAIS

JEUNE PHARMACIEN

ayant connaissances théoriques et pratiques des techniques modernes d'analyse par film (D.E.S. de pharmacologie).
Fonction : **MISE AU POINT GALENIQUES, FABRICATION INDUSTRIELLE, CONTRÔLES.**
Lieu de travail actuel : **REGION PARISIENNE.**
Le candidat devra pouvoir se fixer ultérieurement dans la région aquitaine.
Adresser C.V., photo, prétentions à :
n° 2808, « Le Monde » Publicité,
8, rue des Italiens - 75497 PARIS-9^e qui trans-

offres d'emploi

JEUNES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Vous êtes titulaires d'un diplôme d'une Ecole d'Ingénieurs.
- Les laboratoires vous ennuient.
- La vente vous attire, mais vous voulez utiliser votre formation technique.

Nous vous proposons de nous joindre à la vente de

SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous sommes une puissante société internationale située en proche banlieue Sud-Ouest.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 6385.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10^e

BANQUE PRIVÉE recherche pour son AGENCE CENTRE DE PARIS

UN GRADÉ EXPÉRIMENTÉ

HOMME - 30 ans minimum
TITRES - BOURSE ET PLACEMENTS
• Sens commercial et goût du contact clientèle exigés.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 13.723
s.n.p.m. 108 av. Ch. de Gaulle, 92522 NEUILLY SUR SEINE

Burroughs

recherche pour son centre international de développement de logiciel d'application

CHEF DE PROJET

Les candidats (es) devront être du niveau MIAG, maîtrise informatique, ingénieur informaticien (es) ou équivalent.
Une expérience complémentaire de 5 ans au minimum dans l'informatique, obtenue dans le domaine des Applications Commerciales, est indispensable.
Durant les deux dernières années, les candidats (es) devront avoir exercé des responsabilités équivalentes à celles du poste à pourvoir en raison de fréquentes contacts à l'échelon international. Une bonne connaissance de l'anglais parlé est indispensable.
Si vous avez les qualifications demandées et si vous désirez travailler au sein d'une Société Internationale, envoyez-nous votre C.V. et vos prétentions à : Burroughs S.A. C.D.B. à l'attention de M. WIM-BAANDERMAN, 2, r. Pierre-de-Coubertin, 92300 PONTOISE.

Société des TUYAUX BONNA

2500 personnes, C.A. 450 millions de francs.
Fabrication et pose canalisations en béton.
Grands travaux d'hydraulique. Fourniture d'usines de préfabrication produites en main d'œuvre d'activité internationale.
recherche pour sa
DIRECTION COMMERCIALE PARIS
JEUNES DIPLOMÉS
HEC - ESC - ESSEC
Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ils participeront à la prospection et aux négociations commerciales avec bureaux d'études et industriels. Français et étrangers.
Anglais indispensable - Espagnol apprécié.
Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à : Société des TUYAUX BONNA, B.P. 371-08, 75368 PARIS CEDEX 08.

URGENT pour MALAKOFF

OPÉRATRICE

1200 MULI-INT STANDARD
confirme téléphonique pour R-vous : 75-96-50

Pour région CLAMART

RÉDACTEURS

notices techniques connaissances électromécaniques et hydrauliques.
Adresser C.V. et photo à : E.L.P., 10, bd Gabriel-Péri, MALAKOFF

Fonction personnel

PARIS

Nous sommes une importante société multinationale de construction et de distribution de matériels T.P.
Nous recherchons UN JEUNE CADRE qui s'intégrera rapidement à notre équipe de direction du personnel.
Au sein du service recrutement, il participera aux opérations de sélection, de recrutement et de placement. De plus, il suivra l'évolution des effectifs de la Société.
Le CANDIDAT DEVRA JUSTIFIER :
- d'un diplôme d'enseignement supérieur (formation juridique, psychologique ou écoles supérieures de commerce).
- d'une bonne connaissance de la langue anglaise.
- d'un intérêt marqué pour les problèmes liés à la gestion du potentiel humain de l'entreprise.
- d'une expérience préalable dans ce domaine qui, sans être indispensable, serait un atout supplémentaire.
Les candidats sont invités à adresser leur C.V., photo et prétentions à :
No 59333 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.r.

offres d'emploi

UN JEUNE INGÉNIEUR MECANICIEN

attiré par la chaudronnerie

Vous venez d'obtenir votre diplôme d'ingénieur. Peut-être, lors de vos études ou de vos stages avez-vous eu l'occasion d'aborder des problèmes de chaudronnerie. Si ce domaine vous intéresse et si, bien sûr, vous souhaitez vous y perfectionner, nous vous proposons d'intégrer notre section chaudronnerie. Nos ingénieurs vous formeront à nos techniques qui sont celles d'un secteur de pointe.
Très importante société d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels, située à Paris, leader sur notre marché, nous avons les moyens de vous offrir de réelles possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions.
Ecrire à No. 59450, Contesse Publicité, 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TÉLÉCIP

SOCIÉTÉ DU GROUPE POLYTECHNIQUE

recherche

POUR SON SERVICE EXPORT DE PROGRAMMES DE TÉLÉVISION

ASSISTANTE COMMERCIALE

Anglais courant, allemand souhaité, dactylo, sens de l'organisation, goût du contact.
Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à **TÉLÉCIP Service Commercial**, B.P. 307, 75041 PARIS CEDEX 13.

M.T.I.

Division Reale de la S.P.I.-I.T.T. (électronique - électronique)

recherche son

RESPONSABLE ÉTUDES DE MARCHÉS

PROFIL SOUHAITÉ : de formation supérieure, est attiré à la fois par les problèmes techniques et commerciaux. A été titulaire d'une maîtrise au moins, il doit avoir acquis, au sein d'un service Marketing, une expérience prouvée des techniques d'analyses quantitatives et qualitatives en milieu industriel.
Homme d'étude, il est avant tout homme d'action et de communication. La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.
SA MISSION : directement rattaché au Directeur Commercial, il recherche, exploite, mesure et évalue les données économiques et commerciales de marchés présents et futurs. Il prépare ainsi les prises de décision qui impliquent le choix des stratégies à court, moyen et long terme. Ses analyses porteront sur toutes les composantes commerciales et techniques de l'entreprise, que ce soit en termes de pénétration de marchés ou de diversification marchés-produits.
Envoyer C.V. + photo et prétentions à : M. P. MOUTTE, 2, avenue des Sablons-Bouillants, 77170 MEAUX.

PS Conseil

JEUNE INGÉNIEUR 60.000 F

Une Société française, filiale d'un important groupe multinational, spécialisée dans la création et l'impression d'emballages et possédant une forte image sur son marché, recherche un jeune ingénieur afin de promouvoir la mécanisation et l'implémentation des systèmes de conditionnement chez ses clients. Dépendant du Directeur Marketing, il collaborera à une politique de service global allant de la création et du design à la mécanisation des systèmes. Pour cela, il conseillera le client sur le plan technique et économique, étudiera et recherchera de nouveaux procédés de conditionnement, répondant aux besoins et à l'évolution du marché ainsi qu'aux axes marketing de la Société. Ce poste, basé à Paris, convient à un candidat, débutant ou ayant un début d'expérience, diplômé d'une école d'ingénieurs (AM, ICAM, IDL...) et désireux travailler dans une fonction technique avec un esprit marketing. Il nécessite une bonne connaissance de l'anglais et des déplacements fréquents. La rémunération de départ sera de l'ordre de 60.000 francs auxquels s'ajoutera un intéressement aux résultats. Les perspectives d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.
Adresser C.V. et photo à : **PS CONSEIL**
19, Résidence Flandre - 93170 Croix
Discretion assurée.

DOWELL Schlumberger

Compagnie internationale de service dans l'industrie pétrolière. Pour sous-traiter fabrication à l'étranger et diriger laboratoires région parisiens recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

formation : E.N.S. de chimie ou maîtrise, chimie organique et minérale. Expériences cinq années de laboratoire et fabrication de produits chimiques (solvants, produits pétroliers et métallurgie soudeuse).
SALAIRE ENVIRON 110.000 F annuel.
Envoyer C.V. et photo **DOWELL SCHLUMBERGER**, 8, rue Balard, 75017 PARIS CEDEX 16.

chef de section calcul des besoins

recherché par **OCEANIC** pour sa principale unité de production à CHARTRES.

- Formation CCAAF souhaitée/Ecole supérieure d'Appr.
- Pratique de gestion de stock automatisée/lancement/ordonnement - anglais ou allemand apprécié.

Adresser C.V. et prétentions à : Mlle LE MAY - Service du Personnel (téléphone 843.43.43).

OCEANIC

97, avenue de Verdun 93230 Romainville

JURISTE

ESOP

INT AU DIRECTEUR COMPTABILITE

Directeur General France

MATRA

INGÉNIEURS GRANDE ECOLE

ALBERT CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

UN

صكزا من الاصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Succès de curiosité et d'estime pour les deux Concorde à Washington

Concorde ne serait pas plus bruyant qu'un avion subsonique. C'est la conclusion — provisoire — que les autorités américaines et l'opinion publique d'Amérique ont tirée du premier atterrissage de l'appareil supersonique, le lundi 24 mai, sur l'aéroport de Washington-Dulles.

La station d'écoute installée par l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) à un mile (1 632 mètres) du point d'atterrissage, dans l'axe de la piste, a enregistré un bruit de 112,7 décibels pour le Concorde d'Air France et de 116,5 décibels pour le Concorde de la British Airways. Un Boeing 727 et un Boeing 707, enregistrés auparavant dans les mêmes conditions, avaient émis respectivement 113,2 et 118 décibels.

En autorisant, le 6 février dernier, le Concorde à desservir Washington et New-York pendant une période probatoire de seize mois, M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, avait donné l'ordre à la F.A.A. de mesurer le bruit produit par l'appareil à l'atterrissage et au décollage, et de lui transmettre régulièrement des rapports à ce sujet.

De notre correspondant

Washington. — Atterrissage réussi pour Concorde : le climat était à la détente ; sur l'aéroport de Washington-Dulles, il y avait comme un air de fête populaire, de kermesse. Beaucoup de jeunes et de personnes âgées dans la foule très dense — plus de cinq mille personnes — bien décidées à ne pas manquer ce moment historique.

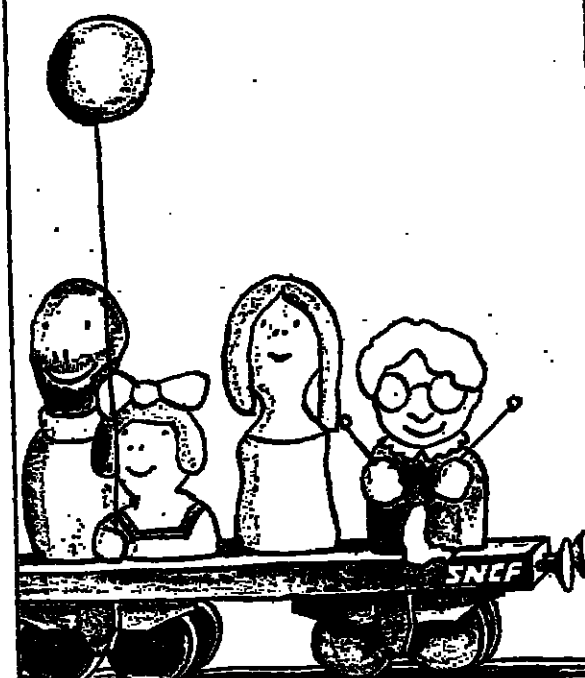
Dans l'aéroport, tous les points d'observation étaient envahis par la masse des curieux et des fanatiques de la technologie. D'astucieux vendeurs débattaient à un prix relativement élevé, dans des stands marqués du sigle SST (Supersonic Transport), les habitants des hôtels (saucisses), les hamburgers (viande hachée), accompagnés des classiques boissons non alcoolisées. Business is business.

« Les Anglais arrivent ». Le fameux cri du patriote Paul Revere pendant la guerre d'indépendance, repris par un humoriste, annonce l'arrivée du Concorde britannique immédiatement suivi dans la minute de l'appareil français. Lorsque, comme dans un ballet bien réglé,

● L'HEURE D'ÊTRE DANS LE HENRI LUX. Les trois pays du Benelux institueront à partir de 1977 une heure d'été qui ira du 3 avril jusqu'au 25 septembre. Cette décision a été prise lundi à Bruxelles par les ministres des affaires étrangères du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas. Toutefois, le Benelux est toujours prêt à s'aligner sur une « solution européenne », qui devrait être prise avant la fin du mois de mai par les ministres des affaires étrangères des Neuf. — (A.F.P.)

voyages économiques en famille par le train

Billet de Famille



Réductions importantes à partir de 3 personnes

Demandez le dépliant dans les gares, agences de voyages,

ou B.P. 234-09 75436 PARIS CEDEX 09.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'ADMINISTRATION FACE A LA CRISE DE L'EMPLOI

Un autre angle d'attaque

par FRANÇOIS ESSIG (*)

Le « Journal officiel » des 24 et 25 mai publie plusieurs textes en faveur du développement régional. Un décret confie aux préfets de département des pouvoirs nouveaux dans l'attribution des primes de développement régional. Un arrêté précise d'autre part les conditions d'octroi des allègements fiscaux pour des entreprises dans certaines régions jugées prioritaires. M. François Essig, député, s'interroge sur l'efficacité de ces mesures.

La politique de promotion de l'emploi, engagée il y a trois mois par le gouvernement, s'est traduite par un ensemble de mesures favorisant directement la création d'emplois. Elle a été aussi l'occasion pour le comité interministériel pour la promotion de l'emploi, présidé par le ministre de l'économie et des finances et le ministre du travail, d'une réflexion sur les procédures et les méthodes de travail des administrations qui peuvent jouer un rôle moteur dans la création d'emplois. Je ne reviendrai pas sur les différentes mesures incitatives qui ont été à plusieurs reprises présentées. Je soulignerai cependant que, pour les primes de développement régional, les taux ont été augmentés et les conditions d'octroi ont été modifiées pour que les petites et moyennes entreprises en bénéficient plus largement.

Mais je voudrais surtout insister sur le deuxième aspect de cette politique de promotion de l'emploi, à savoir la mobilisation des administrations et les mesures de déconcentration administrative qui ont été prises à cette occasion. D'abord, les comités départementaux pour la promotion de l'emploi. Pour la première fois, toutes les administrations, dont l'action a des répercussions sur la création d'emplois — que ce soit celles qui ont pour mission de gérer le marché du travail ou que ce soit celles qui doivent animer le développement des activités économiques, se trouvent maintenant réunies au niveau du département. Les comités départementaux de travail permanentes et réguliers (les comités se réunissent tous les quinze jours) et à un haut niveau de responsabilité (les directeurs eux-mêmes doivent participer aux comités présidés par les préfets) qui permet d'assurer la rapidité des décisions.

Equipe administrative, dire-t-on, et qui exécutent les décisions sociales, professionnelles et des élus qui sont sous-jacques des problèmes de l'emploi. Certes, mais s'agissant de gérer des procédures ou des aides de l'Etat, et s'agissant de travailler sur des dossiers d'entreprises, il était logique et normal que l'instance de décision — au demeurant restreinte pour être pleinement efficace — ne comprenne que des représentants de l'administration. Pour autant, ce ne sont pas des équipes « fermées ». Au contraire, il a été demandé aux comités départementaux d'avoir un dialogue le plus ouvert possible avec tous les partenaires consulaires, syndicaux, professionnels, d'être en contact le plus étroit possible avec les chefs d'entreprise, créateurs d'emplois.

Dialogue

De ce dialogue avec les partenaires socio-économiques devrait émaner une amélioration des mécanismes du marché du travail. Car, même en cette période de difficultés d'emploi, on constate dans beaucoup de départements l'impossibilité de satisfaire certains besoins de main-d'œuvre qualifiée. Il est évident, en effet, que si l'on veut pouvoir mieux ajuster les offres et les demandes d'emploi, si l'on veut définir des moyens de formation professionnelle mieux adaptés aux besoins de l'économie, il est indispensable pour les pouvoirs publics d'avoir la connaissance la plus exhaustive possible des besoins des entreprises.

Des équipes départementales, mais aussi des compétences. La mise en place des comités départementaux pour la promotion de l'emploi a été, en effet, l'occasion d'un train de déconcentrations important qui a confié au niveau départemental les pouvoirs de décision dans une série de domaines de la responsabilité de l'Etat. Les préfets de départements et les comités départementaux sont ainsi dorénavant compétents pour octroyer les primes de développement régional pour les programmes d'investissement inférieurs à 10 millions de francs (alors que les préfets de région n'avaient jusqu'ici compétence que jusqu'à hauteur de 5 millions). Les préfets de département octroieront également les primes d'installation artisanale pour les artisans qui s'installent dans les

zones rurales ou dans les zones de rénovation urbaine. Ils instruiront les demandes de bonification par l'Etat des prix de terrains industriels, de même que les demandes de primes d'habitation. De même, les directeurs départementaux des impôts statueront sur les exonérations fiscales dont peuvent bénéficier les industriels qui se décentralisent. D'autres textes sont en préparation qui confieront au niveau départemental la gestion des crédits du Fonds national pour l'emploi. Les préfets de département auront aussi prochainement compétence pour donner l'avis du ministre de l'aménagement du territoire sur les permis de construire industriels de plus de 2 000 mètres carrés.

Certains se demanderont pourquoi la région n'a pas été choisie comme niveau de déconcentration. La réponse est très claire : il s'agit avant tout de gérer des procédures et d'attribuer des aides. L'important était donc de désigner pour les partenaires socio-économiques un interlocuteur qui soit le plus proche d'eux.

Répartir les rôles

La région, quant à elle, doit rester l'instance de coordination du développement économique et doit à cet effet mettre en œuvre les compétences qui ont été placées à sa disposition. Le développement économique spatial est déterminé notamment par la programmation des équipements publics : dans le domaine des activités par exemple, la programmation des zones industrielles doit rester de la compétence régionale. De même, les actions de formation professionnelle s'ont et seront définies au niveau de la région — sur la base des propositions des comités départementaux — parce que c'est essentiellement à ce niveau que l'on peut appréhender correctement les besoins et les actions de formation en les intégrant à une stratégie de développement régional.

Ainsi, la répartition des rôles me paraît claire. Au niveau de la région, la définition de la stratégie de développement des activités économiques et la traduction dans l'espace par la programmation des infrastructures et des moyens de formation. Au niveau du département, la gestion des procédures et des aides qui touchent directement les entreprises créatrices d'emplois. Les responsables économiques ont donc maintenant en face d'eux et le plus près des pouvoirs et des compétences pour résoudre leurs problèmes de création d'emplois. Dans chaque département d'ailleurs, un fonctionnaire a été désigné par le préfet pour recevoir les demandes des chefs d'entreprises.

A la fin avril, les comités départementaux de l'emploi avaient étudié trois cent cinquante dossiers d'entreprises. D'ores et déjà, des permis de construire industriels ont été accordés, des blocages liés au recrutement de personnel ont été levés ; la recherche de financement d'investissement a été facilitée, etc.

Il faut se garder de toute fausse interprétation. Bien entendu l'amélioration des procédures ne peut, à elle seule, entraîner la création d'emplois ; le développement de l'activité économique en est la condition fondamentale.

Mais la reprise, tous les indices le montrent, est une réalité depuis plusieurs mois. Dans ce climat, il est indispensable que l'administration accompagne la reprise en levant

Urbanisme

● LES POLYTECHNICIENS ET LEUR MONTAGNE. — La société amicale des anciens élèves (A.E.) de l'Ecole polytechnique continue de s'opposer au transfert de celle-ci, le 1^{er} septembre prochain, sur le plateau de Palaiseau (Essonne). Le chef de l'Etat avait confirmé ce déménagement, le 28 octobre 1975. Selon les A.E., ce transfert est une menace pour la vie de l'établissement. Son recrutement s'en ressentirait, le niveau de l'enseignement, et son orientation, en seraient affectés. Par ailleurs, les anciens estiment que la présence de l'Ecole sur la montagne de Saint-Germain protégera le quartier de toute spéculation immobilière.

les comités puissent avoir la meilleure vue possible des offres d'emplois des entreprises dans les mois qui viennent. A cette époque de l'année, celles-ci sont certainement en mesure d'établir des prévisions de besoins de main-d'œuvre.

Tout ceci démontre à l'évidence qu'en ce domaine, une étroite collaboration entre les administrations et les partenaires socio-professionnels est indispensable.

Prenons garde, au moment où les statistiques de l'emploi s'améliorent, à nous démobiler en ne comptant que sur les effets de la reprise économique pour assurer l'ajustement du marché du travail.

L'administration, quant à elle, est maintenant organisée pour répondre aux demandes de tous ceux qui peuvent contribuer à résoudre les problèmes de l'emploi.

* Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

A PROPOS DE...

LE QUATRIÈME CONGRÈS DES VILLES NOUVELLES

Les élus veulent la barre

Réunis en congrès les 21 et 22 mai, à Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), les syndicats communautaires d'aménagement des neuf villes nouvelles de France (1) ont une nouvelle fois exprimé les raisons du malaise dont souffrent ces cités « antibanlieue ».

Les deux motions adoptées par le congrès visent cette année encore le problème des structures politiques et celui du financement des villes nouvelles. A l'unanimité, les maires, à qui ont été imposées sans consultation des cités-champignons, demandent l'abrogation pure et simple de la loi du 10 juillet 1970, dite loi Boschert. Ils réclament une loi nouvelle qui maintiendrait leurs prérogatives et qui ne ferait plus des établissements publics d'aménagement (EPA), dont les fonctionnaires sont désignés par le gouvernement, les véritables maîtres de la situation. Outre la transformation des EPA en « organismes d'études et d'aménagements au service des groupements de communes », les élus demandent que des élections municipales complémentaires aient lieu en moins une fois entre deux consultations. Dans une localité dont le nombre des habitants se trouve multiplié par dix en trois ans, le conseil municipal finit par ne plus du tout refléter la population.

Dans toutes les villes nouvelles, la situation empire chaque année, creusant dangereusement l'écart entre les objectifs et les réalisations concrètes. Et le VII^e Plan risque encore d'aggraver la situation, souligne notamment la motion finale, qui fait longuement état des risques financiers courus par les villes nouvelles. Nées d'une volonté politique, les villes nouvelles ont vu leurs capacités d'accueil fixées arbitrairement. Et aujourd'hui, sous le prétexte de la crise, leur importance est brusquement remise en cause, même s'il est prévu que le VII^e Plan

viendra à leur secours, ont remarqué les élus des S.C.A. Toutes les prévisions financières ont été très nettement dépassées alors que le nombre final des habitants a été réduit. Pour la première fois, en 1977, à l'heure des élections municipales, les communes vont devoir faire face au remboursement d'emprunts gigantesques pour lesquels elles avaient obtenu de l'Etat un dégrèvement d'amortissement de quatre années. Les congressistes demandent donc au gouvernement de proroger l'échéance de quatre nouvelles années et d'allonger les emprunts à long terme en les faisant passer de vingt-cinq à trente ans à quarante et cinquante ans. De même, il a été demandé que les subventions d'équilibre ne soient pas remises en cause, mais au contraire augmentées et, bien sûr, que la T.V.A. soit remboursée aux communes. Compte tenu de son coût de construction, la ville nouvelle qui offre à ses habitants tous les principaux équipements collectifs ne peut être mise à la charge d'une seule génération, ont estimé les maires.

Pour aller au-delà des revendications des autres congrès, dont les pouvoirs publics n'ont jamais tenu compte, les élus de gauche ont décidé de bloquer les permis de construire et de ne plus accorder de garanties d'emprunt aussi longtemps que la loi Boschert ne serait pas abrogée.

DAMIEN REGIS.

(1) Cergy-Pontoise, Evry, Fontainebleau, L'Isle-d'Adam, Lisses, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Le Val d'Avenir, Saint-Quentin-en-Yvelines.



11, RUE DE TILSITT
PLACE DE L'ÉTOILE

IMMEUBLE
GRAND LUXE
A LOUER
POUR AMBASSADE
BANQUE
GRANDE ADMINISTRATION

S'ADRESSER A M. BING
9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS (8^e) - TEL. 359.14.70

هكذا من الاصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

M. Edmond Maire : la C.F.D.T. ne se laisserait pas aller à l'irresponsabilité en cas de victoire de la gauche

« Un congrès est une excellente occasion pour mesurer le décalage entre la théorie et la pratique et apprécier le point où nous en sommes de la mise en œuvre de nos orientations », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en ouvrant mardi 25 mai, par son rapport général, le trente-septième congrès de la centrale à Annecy.

S'appliquant à lui-même la formule, le leader syndical s'est livré à une très bonne analyse de la crise économique, des rapports avec la C.G.T., de l'attitude de la centrale en cas de victoire de la gauche et de la pratique syndicale dans la société actuelle.

La C.F.D.T. est une organisation syndicale et non un mouvement de pensée. Son action repose sur des collectifs organisés pour la lutte de classe et de masse et non sur des individus qui s'arrogent le droit de parler au nom d'adhérents jamais consultés.

Très net sur ces divers points, le secrétaire général de la C.F.D.T. a été moins convaincant sur d'autres : l'autogestion, dont le nom est revenu d'innombrables fois dans son discours, n'est pas apparue avec un contenu précis.

Annecy. — « La crise, c'est la malice-mot des années que nous venons de vivre, et c'est une réalité durable, même si ses formes peuvent évoluer », déclare tout d'abord M. Edmond Maire. Des millions d'hommes et de femmes n'acceptent pas la société dans laquelle ils vivent. Ils refusent l'ordre qu'on veut leur imposer, ils n'acceptent plus les privilèges de classes, ils rejettent les hiérarchies et les autorités qui consacrent ces privilèges et protègent cet ordre.

Pour M. Maire, c'est « l'honneur de la C.F.D.T. d'avoir esquissé, dès 1968, la seule alternative viable à cette crise : le socialisme autogestionnaire. Il n'existe pas d'autre alternative populaire au système capitaliste que celle-ci. Car le socialisme des pays de l'est n'est qu'une alternative mobilisatrice, y compris pour nos camarades communistes. Entre la gestion sociale de la crise, seule perspective offerte aujourd'hui par les forces sociales démocratiques dominantes, et le socialisme autogestionnaire, il n'y a rien ».

Mais la C.F.D.T., poursuit son secrétaire général, « ne rêve pas à des lendemains d'élections qui chicaneraient spontanément l'autogestion ».

« Pas de confiance passive »

Si « l'esprit d'une victoire prochaine de la gauche se précise », à ses yeux, la C.F.D.T. met en garde ses militants contre un double piège : l'attente passive et l'attente centrée sur la mobilisation politique.

« Accepter de faire du syndicat l'agent d'application du programme des partis de gauche, qu'il soit autogestionnaire ou non, ce n'est pas notre conception de l'indépendance syndicale. Être organisé sur la base de tendances politiques qui vont chercher leur orientation, leur programme, en dehors du débat des adhérents, ce serait la fin de notre syndicalisme. Mettre l'action revendicative dans la confusion de nos responsabilités avec celles des partis, jeter le trouble sur notre indépendance par le cumul des mandats syndicaux et politiques, attendre passivement d'une victoire électorale la satisfaction des aspirations des travailleurs, ce n'est pas la voie qui conduit au socialisme autogestionnaire. Il n'y a pas d'autre voie que l'action de masse pour les changements fondamentaux que nous voulons ».

Et quand cette victoire sera acquise, ajoute M. Maire, la C.F.D.T. n'abandonnera pas les revendications des travailleurs « en se réfugiant dans une confiance passive en un gouvernement de gauche ». À l'inverse, précise le secrétaire général de la C.F.D.T., « nous ne nous laisserons pas aller à l'irresponsabilité ».

Lier la lutte pour le pouvoir d'achat à celle contre les inégalités

Auparavant, M. Maire avait insisté sur la nécessité « d'encadrer la perspective autogestionnaire dans l'action syndicale quotidienne ». Il avait rappelé les grands thèmes de l'action revendicative de la C.F.D.T. :

• L'EMPLOI. — « La lutte est en train de devenir offensive : elle lie le droit à l'emploi, l'amélioration des conditions de travail. La prise de conscience d'une identité régionale et historique, culturelle et économique se développe. Le syndicat est en train d'y découvrir un puissant levier de la lutte des classes ».

M. Maire propose au congrès

De notre envoyée spéciale

que par le passé. Il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de la convergence avec les forces syndicales et politiques des forces autogestionnaires puissantes, pour que ces dernières soient effectivement massives.

Assurer qu'en France, et de plus en plus au-delà des frontières, « il n'existe pas d'autre alternative populaire au système capitaliste » que celle de l'autogestion est parfaitement légitime si on prononce un credo. Pour en faire un constat évident, c'est un peu court. Il en va de même lorsque, pour répondre à la grave question de savoir comment la C.F.D.T., qui n'accepte pas de subordonner son action à celle des partis de gauche, pourrait néanmoins converger avec eux, M. Maire répond en mettant en avant l'union des forces populaires. Il semble oublier l'indifférence qui pèse sur le lancement de cette union opérée par la C.F.D.T. en janvier 1974.

Objectera-t-on que l'union du peuple de France n'est guère connue dans l'Hexagone que par ses promoteurs communistes ? La foi de M. Maire dans l'union des forces populaires serait plus communicative si quelques faits venaient

conquies du droit et des moyens permettant la discussion des travailleurs sur leurs propres conditions de travail.

• LA DÉFENSE DES LIBERTÉS SYNDICALES ET POLITIQUES. — « La répression, l'autoritarisme, c'est la pente naturelle d'un pouvoir d'État, incapable de faire accepter la politique autrement que par la force. La meilleure et la seule riposte c'est le rassemblement immédiat et in-

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

Un appel à la C.G.T.

Évoquant l'unité d'action avec la C.G.T., le secrétaire général de la C.F.D.T. regrette que l'accord passé entre les deux confédérations le 26 juin 1974 « ait connu quelques sévères coups de tampon ». M. Maire constate même depuis plus d'un an « une lente mais régulière dégradation des rapports unitaires à tous les niveaux ». Il accuse « les camarades de la C.G.T. de considérer l'action solitaire comme leur règle quotidienne et l'unité d'action comme un cas exceptionnel ».

« Autant nous comprenons leur volonté de se renforcer — nous avons la même —, autant nous regrettons qu'ils aient le comportement le développement de leur organisation comme contradictoire avec l'unité d'action. Au total, ce n'est pas la C.F.D.T. qui en fait, mais la gauche la puissance de l'action C.G.T. et C.F.D.T. (...). Nous croyons nécessaire non seulement de défendre nos conceptions, mais de nous renforcer pour les faire progresser. Mais il n'y a pas de confiance des

l'étayer. Dans l'ensemble, on peut penser que l'esprit démocratique, la participation de tous à l'élaboration d'une ligne de conduite et d'une stratégie, obligent M. Maire à ne pas aller plus avant dans l'exposé des moyens que doit se donner la C.F.D.T. pour entrer davantage dans les réalisations concrètes. D'où sans doute le volontarisme qui a marqué très souvent le discours du secrétaire général, notamment dans les passages de son rapport où faisaient défaut les moyens pour combler ou expliquer le décalage entre la théorie et la pratique ».

Enfin, M. Maire a déclaré que, face à la crise et aux risques d'autoritarisme, la C.F.D.T. veut « développer une action de masse sur des revendications accessibles ». Les quatre points énumérés (emploi, pouvoir d'achat, réorganisation du travail et lutte contre la répression) répondent certes aux aspirations des travailleurs. Tels quels, on ne saurait garantir cependant qu'ils reflètent « cette irremplaçable force de proposition et d'action » que le rapport de M. Maire décerne à la C.F.D.T.

Mais le congrès d'Annecy ne fait que commencer et la chaleur avec laquelle il a accueilli M. Edmond Maire est un élément qu'on ne peut sous-estimer. — J. R.

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

Un appel à la C.G.T.

Évoquant l'unité d'action avec la C.G.T., le secrétaire général de la C.F.D.T. regrette que l'accord passé entre les deux confédérations le 26 juin 1974 « ait connu quelques sévères coups de tampon ». M. Maire constate même depuis plus d'un an « une lente mais régulière dégradation des rapports unitaires à tous les niveaux ». Il accuse « les camarades de la C.G.T. de considérer l'action solitaire comme leur règle quotidienne et l'unité d'action comme un cas exceptionnel ».

« Autant nous comprenons leur volonté de se renforcer — nous avons la même —, autant nous regrettons qu'ils aient le comportement le développement de leur organisation comme contradictoire avec l'unité d'action. Au total, ce n'est pas la C.F.D.T. qui en fait, mais la gauche la puissance de l'action C.G.T. et C.F.D.T. (...). Nous croyons nécessaire non seulement de défendre nos conceptions, mais de nous renforcer pour les faire progresser. Mais il n'y a pas de confiance des

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

conditionnel de toutes les forces disponibles autour de quiconque se voit atteint dans ses libertés fondamentales ».

A ces quatre thèmes centraux, M. Maire ajoute ceux de la Sécurité sociale, les retraites, l'école et l'éducation permanente, la C.F.D.T. devant être présente avec plus de force dans les mois à venir sur les problèmes de « surexploitation des travailleurs ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

A LACQ

Le personnel de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine a repris le travail

De notre correspondant

Pau. — Après onze jours de grève, les employés de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) de Lacq (Pyrénées-Atlantiques) ont décidé, lundi 24 mai, de reprendre le travail. La reprise a été votée par 325 voix contre 388.

La C.G.T., F.O. et U.O.T. (Union des cadres et techniciens) ont ainsi contresigné le constat de déclaration d'intention d'arrêt du dimanche avec la direction générale. Seule la C.F.D.T. l'a refusé, considérant que « les garanties pour le personnel, notamment sur le problème des mutations, paraissent insuffisantes ». Les autres syndicats ont surtout pris acte des acquis matériels réalisés dans le texte de déclaration d'intention : installation à Pau des directions et des services, garanties sur le statut du mineur, la rémunération et l'emploi harmonisation des systèmes de prévoyance et de retraite avec les organisations syndicales, l'entretien des régimes les plus favorables pour les salariés et surtout retrait de toute sanction pour fait de grève.

La reprise du travail doit conduire, dans les meilleurs délais et les meilleures conditions techniques, au début normal de l'usine dans les huit à quinze

jours à venir. Le constat de déclaration d'intention annoncé par M. Ennos, délégué général du groupe en Aquitaine, montre que la direction veut faire de Pau la capitale pétrolière du groupe.

Chacune des directions des hydrocarbures aura des effectifs répartis entre Pau, Lacq et Bousens, ainsi qu'un système bi-polaire de commandement entre Pau et Paris. Le statut du mineur, la rémunération et l'emploi dans l'entreprise ne seront pas affectés par la restructuration (projet de fusion, à l'origine du conflit, entre la S.N.P.A. et Elf-Erap pour former la société nationale Elf-Aquitaine). Il n'y aura pas de mutations arbitraires et les postes nouveaux seront créés de préférence dans le Sud-Ouest.

La nouvelle société doit intensifier son effort en vue de l'extension économique de l'axe Bayonne-Pau-Bousens. En plus de la dotation annuelle au Bureau de développement économique, le budget de la nouvelle société prévoit une provision visant à la création d'une centaine d'emplois par an. Enfin, patronat et syndicats sont convenus de se réunir rapidement afin d'étudier un protocole qui fixera les mesures de sécurité en cas de conflit à l'usine de Lacq.

EN GRÈVE DANS LE LOIRET

Soixante-cinq travailleurs immigrés dénoncent leurs conditions de travail et d'hébergement

De notre correspondant

Orléans. — Soixante-cinq travailleurs immigrés d'une entreprise d'Auxerre (Yonne), la société AUXETRA, employés près de Poilly-lez-Gien (Loiret) à la construction d'un silo pour une coopérative agricole, sont en grève depuis le 12 mai. Ils protestent contre leurs conditions de travail et d'hébergement.

Au pied du silo dont la construction s'achève, une quin-zaine de baraques dans un champ bosselé, en rase campagne. D'un « logement » à l'autre, courant par terre au milieu de flaques d'eau, des branchements de fortune confectionnés par les immigrés amènent l'eau et l'électricité. En guise de réfectoire, un abri en tôle, posé à même le sol avec pour tout mobilier un vieux poêle à mazout et une table faite avec des planches de chantier.

Pas de sanitaires : les immigrés ont bricolé entre deux baraques une douche de fortune. À proximité, un brasero permet de faire chauffer de l'eau dans de grandes marmittes noires. On vit ainsi depuis le mois de décembre. Le chef de chantier et les chefs

d'équipe français vivent au village, à 3 kilomètres de là.

Les travailleurs — Marocains, Turcs, Algériens et Portugais — sont aussi en état de conditions de travail d'un autre âge. Feuilles de relevé en main, ils montrent des totaux avoisinant trois cents heures de travail par mois avec des journées de douze heures, y compris le samedi, et de nombreuses heures le dimanche. L'un d'eux affirme avoir travaillé trois cent quarante-deux heures (une sorte de record). Une moyenne de deux cents heures seulement figure sur le bulletin de paie, disent encore ces travailleurs, le restant leur étant payé sous forme de primes variables.

Il faut remarquer en outre que le chantier ne dispose que trois ceintures de sécurité. L'échafaudage du silo, d'allure sommaire, est juché à près de 40 mètres du sol. D'autres enfin affirment n'avoir pas touché d'allocation familiale depuis plus d'un an : « Quand nous avons des problèmes administratifs, il faut prendre une journée de congé pour aller à Auxerre, à 100 kilomètres de là ».

RÉGIS GUYOTAT.

AFFRONTEMENTS A LA ROCHELLE

De sérieux affrontements entre forces de l'ordre et grévistes ont eu lieu, lundi après-midi, à La Rochelle, devant l'usine industrielle de télécommunications Alcatel où une partie du personnel a repris le travail. Des pierres et de boules, tirées de grenades lacrymogènes ont fait une vingtaine de blessés du côté de la police et six, dont un a dû être hospitalisé, du côté des manifestants.

Sur ordre du préfet de la Charente-Maritime, d'importantes forces de police avaient occupé, lundi, Alcatel, l'une des huit entreprises métallurgiques en grève de La Rochelle depuis trois semaines, pour permettre aux non-grévistes de reprendre le travail. Environ deux cent cinquante à trois cents ouvriers et ouvrières sur un effectif global de neuf cent quatre-vingts ont repris leur activité, lundi 24 mai, et ont à nouveau pénétré dans l'usine mardi 25 mai tandis qu'une centaine de grévistes se rassemblaient à l'extérieur.

LA CHAMBRE SYNDICALE PARISIENNE DES PROPRIÉTAIRES « proteste avec véhémence » dans un communiqué, contre la proposition de loi déposée par M. Mesmin et de Fréaumont (le Monde daté 2-3 mai) visant à limiter la hausse des loyers des appartements de la catégorie II A, libérés au 1^{er} juillet en région parisienne. Les propriétaires parisiens arguent qu'une loi doit s'appliquer à toute la France et qu'il faudrait alors la rendre rétroactive, puisque ces loyers, en province, sont libérés depuis le 1^{er} janvier, et que 80 % des locataires des I A parisiens ont déjà passé des accords avec leurs propriétaires.

Affirmant que la libération des I A « ne pouvait pas provoquer de situation désastreuse », ils ajoutent : « Rien ne peut donc justifier le dépôt d'une telle proposition de loi. Jamais privilège de particulier n'aurait été aussi bien défendu et d'une manière aussi scandaleusement officielle ».

LE TELEX c'est TESER
387.97.00
Une économie et une trace écrite
25, rue Claperton - 75008 Paris
01 42 50 00 00

FACE A LA GARE - PLEIN SUD
LA DEAUVILLAISE
style normand

Beaux appartements et duplex, grands balcons, cuisines équipées, chauffage électrique.
Un placement de valeur dans une station de prestige.

2 pièces à partir de
140 000 F

3 pièces à partir de
160 000 F

Jacques Ribourel
120 Champs-Élysées
75008 Paris - Tél. 256.00.90
Sur place 1^{er} étage - Tél. 88.67.88

VIA SA ANNONCE... SON VOL DIRECT PARIS-CARACAS
TOUS LES SAMEDIS (VOL DE JOUR)

PARIS-CARACAS

VA 703 OCT 10

Vol direct 22.60
Vol direct 10.10
Vol direct 00.50
Vol direct 05.30

CONSULTER ÉGALEMENT LES AUTRES VOLS EN CORRESPONDANCES

VENEZOLANA INTERNACIONAL DE AVIACION S.A.

KLM - Agent Général pour la France
38 bis, avenue de l'Opéra, 75002 Paris - Réservation passage : 74.268.57.19

Rappelez-vous que Caracas est la plaque tournante des Amériques et des Caraïbes...

BOGOTA
CALI
QUITO
LIMA
RIO DE JANEIRO
BUENOS AIRES
MIAMI
NEW YORK
WASHINGTON

MARACAIBO
PANAMA
SAN JOSE
MEXICO
PUERTO RICO
CURAÇAO
SANTO DOMINGO
BARBADOS
PORT SPAIN

LA VI

A LA CONN

NOUVEAUX pays, dont le
au fonds de régularité
500 millions de dollars

bien des...
le ne

SURVE DE COMMERCE
D'INDUSTRIE
DE PARIS

CENTRE D'ÉTUDES
SUPERIEURES
DE LA
METRIE
DE PARIS

le ne

صكذ من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HENIN

assemblée générale
extraordinaire

le 3 juin 1976 à 18 h 30

16, rue de la Ville-Evêque - 75008 Paris*

Les actionnaires de la Compagnie La Henin sont convoqués en assemblée générale extraordinaire en vue d'approuver une augmentation de capital par attribution d'une action gratuite pour dix anciennes.

Les actions gratuites seront créées le 1^{er} septembre 1976. Elles auront droit au coupon qui sera payé par la Compagnie La Henin en décembre 1976.

Rappelons que les propriétaires d'actions au porteur désireux d'assister à cette assemblée doivent immobiliser leurs titres 5 jours, au moins, avant la date de l'assemblée, auprès d'une banque ou d'un agent de change.

A l'issue de cette assemblée et dans le cadre d'une promotion commerciale, il sera offert aux actionnaires présents les nouveaux produits du vignoble des salins du Midi.

* parking assuré

MOULINEX

L'assemblée générale ordinaire réunie le 15 mai 1976 sous la présidence de M. J.-P. Vidot, président du conseil de surveillance, a approuvé les résolutions présentées par le directeur général M. Jean Mantel.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 35 756 374 F après les déductions suivantes : déduction aux comptes d'amortissements de 20 322 220 F, provision pour créances douteuses de 784 722 F, provision pour investissements futurs de 1 000 000 F, déduction des dividendes de 1 437 339 F, impôt sur les bénéfices de 48 225 321 F, participation légale et complémentaire du personnel sur résultat 1975 27 964 654 F.

Il a été décidé la distribution d'un coupon de dividende égal à celui de l'an dernier, soit 3 F par action de 10 F de valeur nominale, assorti de l'impôt déjà payé au trésor, soit un revenu global de 3 F. Ce dividende sera payé sur un capital augmenté de plus de 13 millions par rapport à celui de l'exercice 1974. Il sera mis en paiement à partir du 15 juin 1976 contre remise du coupon n° 2.

Les investissements programmés pour 1976 ont été réalisés et dépassent 64 millions, chiffre très voisin de celui de 1974. Dans ce domaine les efforts seront poursuivis afin d'augmenter à la fois la compétitivité et les moyens de production.

En 1974, les investissements nouveaux se situent autour de 120 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire tenue à l'issue de la précédente a décidé la création de 48 000 actions nouvelles, dénommées par le Fonds commun de placement du personnel. Enfin, le rapport du directeur a confirmé la prochaine augmentation de capital par prélèvement sur les réserves, avec attribution gratuite aux actionnaires d'une action nouvelle, ayant jouissance du 1^{er} janvier 1976, pour six anciennes; le droit sera le coupon n° 4.

XEROX CORP.

La gamme de matériel déjà réputée proposée par Xerox vient d'être enrichie d'une performance sans précédent.

Une Bank Xerox 3600 installée en Allemagne de l'Est a enregistré vingt millions de copies en dix ans, pour un seul reconditionnement.

Le nouveau duplicateur 3600 et la Xerox 800 machine à écrire à mémoire, présentés par Bank Xerox France au nouveau centre d'information, avenue de la Grande-Armée, ont intéressé plus de 600 sociétés et environ 1 200 visiteurs.

Par ailleurs, une exposition du télécopieur 800 de Bank Xerox, organisée dans les locaux d'Europe 1, a reçu près de 600 visiteurs.

DOCKS DE FRANCE

La Société des Docks de France (Région Nord) a été créée le 1^{er} janvier 1976. Elle a pour objet de gérer les activités de stockage et de distribution de produits de la région Nord.

Les comptes de l'exercice 1975

	DOCKS DE FRANCE consolidé	DOCKS DE FRANCE (maître mère)	STE DES SUPERMARCHÉS DOCK	STE DOCKS FRANCOIS (Bordeaux)
Chiffre d'affaires 1975 (en 1 000 F)	2 887 000	784 000	909 900	832 720
Bénéfice net (en 1 000 F)	5 276	10 000	5 400	7 747
Bénéfice net en % du chiffre d'affaires	0,18 %	1,28 %	—	0,92 %
Dividende distribué	—	10,50 F	—	15,50 F
Avant fiscal	—	5,25 F	—	7,75 F
Après fiscal	—	15,75 F	—	33,25 F
Après fiscal	—	31-3-76	—	31-3-76
Mise en distribution	—	—	—	—
Numéro du coupon	—	—	—	—
Paiement	—	—	—	—

— Deux nouveaux supermarchés ont été ouverts depuis le début de l'année et trois autres supermarchés seront ouverts au cours de l'exercice, portant leur nombre à quarante-huit.

— La croissance du chiffre d'affaires consolidé est de 12 % pour les quatre premiers mois de l'année, comparée à la même période de 1975.

— Les résultats d'exploitation connus à la date des assemblées générales permettent de penser que les résultats annuels consolidés seront très notablement supérieurs aux résultats de l'année précédente.

LABORATOIRE
ROGER BELLON

Le conseil d'administration du Laboratoire Roger Bellon, réuni le 22 avril 1976 sous la présidence de M. Jean Giron, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975 et les comptes de l'exercice 1976.

L'activité de l'établissement a été conduite, en 1975, avec le souci de rester dans les limites définies par l'encadrement du crédit.

Le chiffre d'affaires HT, à l'attention durant cette période 330 245 002 F, en augmentation de 7,98 % par rapport à l'année civile 1974.

Le bénéfice net ressort à 10 202 288 francs contre 10 881 488 F durant l'exercice 1973-1974 d'une durée de seize mois. Les amortissements se sont élevés à 6 824 852 F. Les provisions diverses à 2 794 858 F, et la provision pour impôt sur les sociétés à 3 641 449 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1976 de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

IMMOBANQUE

Les actionnaires d'Immobanque se sont réunis en assemblée générale ordinaire, le 21 mai 1976, sous la présidence de M. Gérard Billand, pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

L'activité de l'établissement a été conduite, en 1975, avec le souci de rester dans les limites définies par l'encadrement du crédit.

Le chiffre d'affaires HT, à l'attention durant cette période 330 245 002 F, en augmentation de 7,98 % par rapport à l'année civile 1974.

Le bénéfice net ressort à 10 202 288 francs contre 10 881 488 F durant l'exercice 1973-1974 d'une durée de seize mois. Les amortissements se sont élevés à 6 824 852 F. Les provisions diverses à 2 794 858 F, et la provision pour impôt sur les sociétés à 3 641 449 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1976 de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

MAISONS PHÉNIX

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 mai 1976, sous la présidence de M. Roger Pagazy, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 315,80 millions de francs contre 308,15 millions de francs en 1974, soit une augmentation de plus de 2,5 %.

Le bénéfice net ressort à 10 202 288 francs contre 10 881 488 F durant l'exercice 1973-1974 d'une durée de seize mois. Les amortissements se sont élevés à 6 824 852 F. Les provisions diverses à 2 794 858 F, et la provision pour impôt sur les sociétés à 3 641 449 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1976 de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

SOCIÉTÉ ROCHEFORTAISE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 mai 1976, sous la présidence de M. Roger Pagazy, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 315,80 millions de francs contre 308,15 millions de francs en 1974, soit une augmentation de plus de 2,5 %.

Le bénéfice net ressort à 10 202 288 francs contre 10 881 488 F durant l'exercice 1973-1974 d'une durée de seize mois. Les amortissements se sont élevés à 6 824 852 F. Les provisions diverses à 2 794 858 F, et la provision pour impôt sur les sociétés à 3 641 449 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1976 de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

NISE EN PLACE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 21 mai 1976, sous la présidence de M. Roger Pagazy, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 315,80 millions de francs contre 308,15 millions de francs en 1974, soit une augmentation de plus de 2,5 %.

Le bénéfice net ressort à 10 202 288 francs contre 10 881 488 F durant l'exercice 1973-1974 d'une durée de seize mois. Les amortissements se sont élevés à 6 824 852 F. Les provisions diverses à 2 794 858 F, et la provision pour impôt sur les sociétés à 3 641 449 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1976 de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1^{er} septembre 1976.

Le conseil propose également de décider la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, payable le 1

سكنا من الاعمال

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

M. FOURCADE VA AMÉLIORER LES CONDITIONS DES CONTRÔLES FISCAUX

LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES PROPOSENT AUX P.M.E. UNE « ALLIANCE DURABLE ET SOLIDE »

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a annoncé le 24 mai, au cours d'une réunion mensuelle des adhérents de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, plusieurs mesures pour améliorer les conditions des contrôles fiscaux dans ces entreprises. Il a précisé qu'un fonctionnaire de haut rang sera désigné dans chaque département, auquel les firmes contrôlées pourront avoir recours, que la lettre annonçant aux chefs d'entreprise une vérification portera désormais le nom et le numéro de téléphone du supérieur hiérarchique du contrôleur et, enfin, que cette lettre sera accompagnée d'une « charte du contribuable vérifié » précisant les droits et devoirs de celui-ci vis-à-vis de l'administration.

M. Fourcade, après avoir affirmé qu'il « fallait revenir à une croissance plus modérée de la masse monétaire », a néanmoins assuré que les P.M.E. ne seraient pas les « victimes » de la politique d'encadrement du crédit.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

ANGLAIS : SEMAINE INTENSIVE non résidentielle OBJECTIF : anglais, outil de communication dans la vie professionnelle.

METHODE : inédite. Mise en situation des participants en vue de l'acquisition d'un langage adapté à leurs besoins au cours de négociations, interviews, conduite de réunions, exposés, discussions de cas, suivi individuel grammatical et lexical.

Niveau : perfectionnement.

Date : du 14 au 18 juin 1976

Cod : 1.800 F.

INSCRIPTIONS : Centre Français de Management - Malesherbes 108, bd Malesherbes, Paris (17^e) Tél. 267-32-40, Michèle DERNÉ.

AFFAIRES

LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE ENVISAGE D'ACCROÎTRE SA PARTICIPATION DANS LES CHARBONNAGES ALLEMANDS

La Société sidérurgique de participation et d'approvisionnement en charbon (SIDECHAR) filiale commune des grands de la sidérurgie française, envisage d'acquiescer sa participation dans le capital de « RÜHRKOHLE AG », principal producteur de charbon ouest-allemand, le portant de 4,77 % à 13 %.

Cette opération, soumise à l'autorisation de Bonn, aura pour effet de réduire à un peu moins de 38 % contre 46,6 % la participation de l'Etat fédéral dans « RÜHRKOHLE AG ».

La fusion de la sidérurgie française d'améliorer son approvisionnement en charbon, tributaire pour une part appréciable de l'importation (Etats-Unis, Pologne), les Houillères nationales n'étant pas en mesure de fournir l'intégralité du coke nécessaire.

FUSION

DES MAISONS DE CHAMPAGNE CHARLES HEIDSIECK ET HENRIOT

Les maisons de champagne Charles Heidsieck et Henriot ont décidé de fusionner. Le nouveau groupe ainsi constitué commercialisera annuellement plus de trois millions de bouteilles sur une production française totale de cent vingt-cinq millions de bouteilles, ce qui le place au premier rang de la production de champagne. Elle aura pour effet de permettre à la sidérurgie française d'améliorer son approvisionnement en charbon, tributaire pour une part appréciable de l'importation (Etats-Unis, Pologne), les Houillères nationales n'étant pas en mesure de fournir l'intégralité du coke nécessaire.

L'INVECTIVE OU LE DIALOGUE

(Suite de la première page.)

Ce pays a connu, depuis une vingtaine d'années, un taux de croissance unique dans son histoire et qui a entraîné un profond bouleversement de ses structures politiques, économiques et sociales. Cette mutation s'est accompagnée d'une crise profonde des valeurs traditionnelles autour desquelles ce peuple, paysan dans l'âme, s'était rassemblé dans le passé.

La description de cette crise a été faite et refaite. Soutignons seulement que les Français se trouvent aujourd'hui saisis d'effroi et de vertige devant l'ampleur des mutations matérielles ou morales avec lesquelles ils sont confrontés.

C'est pourquoi on dit, ici et là, que le moment est bien mal choisi pour ajouter au désarroi général par des réformes que l'on qualifie d'intempestives. Ce qu'il faut, nous dit-on, c'est rassurer, rasséréner et rendre aux Français le sentiment de sécurité qu'ils ont perdu.

L'analyse n'est pas fautive; mais les conclusions que l'on en tire ne sont pas justes. Sans doute faut-il rassurer, mais rassurer n'est pas rassurer. Je ne crois pas que l'on rende aux Français confiance en leur avenir en fixant la situation actuelle et en se refusant à toute évolution.

Je suis, au contraire, convaincu qu'on ne peut rendre aux Français le sens de l'avenir et la foi en cet avenir qu'en expliquant quel type de société il leur est proposé de construire. Cette société ne peut être la société en crise que nous connaissons aujourd'hui. Elle suppose un nouveau consensus, rebâti en tenant compte des mutations intervenues depuis vingt ans.

Autour de quels thèmes cet effort de réformes doit-il s'orienter ? J'en vois, pour ma part, trois.

Tout d'abord, donner un contenu plus concret à l'idée de justice. Débarrasser les privilèges sous toutes leurs formes, s'en prendre aux inégalités, rendre les citoyens plus égaux dans la chance qu'on leur donne au départ, qu'on leur laisse savoir ou non la saisir ensuite, bref, refuser un système de classes qui protège les uns et aliène les autres. Ce combat doit sans cesse être le nôtre. Il faut savoir qu'il y aura combat. Il faudra toujours affronter la coalition hétéroclite du conservatisme, alliée aux tenants de la lutte des classes, et qui refusent une société réconciliée avec elle-même. Ainsi va-t-il notamment du projet de taxation des plus-values. Point n'est besoin d'entrer dans le détail d'une réforme amendée d'ailleurs à recevoir encore des amendements pour tenir compte des cas douteux. Qu'il suffise de dire qu'elle est, dans son principe, fondamentalement saine dans la mesure où elle assure l'égalité devant l'impôt en taxant toutes les formes de revenus. Au nom de quelle logique, de quelle morale, peut-on soutenir que des revenus d'origine essentiellement spéculative, c'est-à-dire issus de la chance plus que de l'effort, auraient une vocation quelconque à échapper à l'impôt.

Ensuite, il convient de donner toute sa force à l'idée de participation. Elle n'est pas un mot creux ou un vœu pieux. Elle est un projet de société.

La participation est le contraire de l'aliénation. Dans l'entreprise, elle refuse que l'on s'en tienne à des rapports de domination fondés sur l'antagonisme entre ceux qui vendent leur travail et ceux qui l'achètent. Il s'agit non seulement de faire en sorte que le travail puisse détenir une partie du capital, mais aussi qu'il soit un partenaire responsable participant à l'information, à la réflexion et à la décision.

Cet accès à la responsabilité des citoyens doit être étendu à tous les domaines de la vie collective, en créant, chaque fois qu'on le peut, des structures de dialogue.

C'est en allant dans ce sens que l'on peut créer un véritable contre-pouvoir au pouvoir de la technocratie.

Enfin, il faut rendre tout son sens, toute sa vertu, au mot « libéral ». Il est trop souvent mal compris, sans doute parce qu'il porte le poids des péchés du dix-neuvième siècle.

Dans l'esprit de certains, le libéralisme rejoint le « laissez faire, laissez passer » qui débouche sur la loi de la jungle où la raison du plus fort est toujours la meilleure.

Le libéralisme n'implique pas non plus une société permissive sur le plan moral, où le débraillé, la licence, le refus des valeurs fondamentales seraient la règle. Vivre avec son temps ne signifie pas faire n'importe quoi.

La société libérale, qui n'est rien de tout cela, est une société de justice mais aussi de liberté. A quoi sert de vouloir pour le citoyen la responsabilité si on l'empêche de l'exercer. La responsabilité, dans la société bureaucratique, autoritaire et technocratique du programme commun n'a aucun sens. L'a-t-on jamais vue s'épanouir dans ces systèmes étatiques où l'individu est écrasé par une administration omnipotente et omniprésente, où l'Etat obèse finit par interdire le recours à toute initiative personnelle.

Le libéralisme est à l'opposé de cette conception qui débouche sur une société d'assistés. Etre libéral, c'est donner à chacun sa chance, non seulement au départ, mais dans tous les aspects de son existence. Mais cela fait, que le meilleur gagne. Autrement dit, libérant l'individu de ce qu'on d'indulgence et d'irritations les contraintes de la bureaucratie et de la technocratie, que soient favorisées l'initiative et l'entreprise comme l'exercice des responsabilités. Que soit récompensé l'effort. Les mesures relatives à la création de petites et moyennes entreprises, qui ont été annoncées par le premier ministre, vont bien dans cette direction.

Il convient d'accentuer ce mouvement. Il convient aussi de cesser de culpabiliser la réussite dans la mesure où elle correspond à un effort, et qu'elle concourt au bien commun.

Quand ils se situent dans cette perspective, les chefs d'entreprise, petits, moyens ou grands, sont les agents indispensables de notre développement économique. Il est grave de les laisser systématiquement profiter comme des parasites ou des prédateurs.

Telles sont certaines des lignes de force de la société libérale avancée. La voie sur laquelle le président de la République a entrepris avec le premier ministre de conduire la France est étroite parce qu'elle bouscule les égoïsmes. Mais c'est la voie du courage et de la lucidité. Nul n'est de plus pour que se rassemblent autour de cette action ceux qui sont convaincus que le progrès ne résulte pas nécessairement du drame et de l'affrontement.

Il est grand temps. La vie politique française évolue vers l'intolérance. Dans une dangereuse escalade des passions, l'invective s'est substituée au débat politique. L'agression verbale tient lieu de confrontation des points de vue. La coalition socialo-communiste fulmine les excommunications à l'encontre de ceux qui ne sont pas les adhérents inconditionnels du programme commun. La guérrille prend la place de la démocratie. Celle-ci risque de ne pas en sortir intacte.

Il n'est personne de responsable qui puisse se résigner à cette coupure artificielle du pays en deux blocs hostiles. Les gaullistes, et les gaullistes de gauche, moins que les autres. L'idée d'un rassemblement, c'est-à-dire le souci d'assumer la France dans sa diversité, est toujours pour nous aussi neuve qu'au temps du général de Gaulle.

Nombreux sont — et notamment parmi les gaullistes de gauche — ceux qui souhaitent retrouver dans une structure de dialogue, les hommes de progrès et de liberté qui, de l'autre bord, refusent de se laisser verrouiller dans le sectarisme et l'intolérance.

Je suis persuadé qu'un tel dialogue aurait un sens. Il dégageait nécessairement des points de convergence. Il y a, d'un côté, ceux qui sont prêts aux réformes audacieuses, pourvu que soit préservée la liberté d'entreprendre. De l'autre, il y a ceux qui acceptent cette société de liberté, pourvu que l'on soit sans faiblesse dans la lutte contre les privilèges. Les uns et les autres sont pour nous nombreux qu'on ne le croit. Ils veulent changer la société, mais non pas changer de société. Ce qui les sépare n'a rien d'infranchissable. Ce qui les unit, c'est l'intérêt national.

L'immense majorité des Français attend que ce dialogue s'instaure.

JEAN DE LIPKOWSKI

Pour compléter la taxation des plus-values

SOCIALISTES ET RADICAUX DE GAUCHE PROPOSENT UN IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Le groupe parlementaire du parti socialiste et des radicaux de gauche vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à instituer un « impôt annuel progressif sur les grandes fortunes ». Son but : « Frapper les fortunes importantes et notamment celles qui sont improductives et qui, dans l'attente d'une éventuelle plus-value, échappent à la taxation des plus-values. » (Cet impôt étant cependant maintenu.)

Cet impôt ne s'appliquerait qu'aux fortunes d'un montant supérieur à 2 millions de francs (nouveau bien sûr). Le prélevement se ferait à taux progressif et par tranches : de 0,5 % à 2 % (pour les fortunes au-dessus de 10 millions de francs). Les tranches seraient calculées chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. L'impôt serait dû par toute personne physique qui détient à titre de propriétaire des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, pour son usage personnel. « Tous les biens possédés à titre de propriétaire pour un usage professionnel, n'entretenant pas dans son champ d'application. » Les terrains agricoles, les forêts, les installations industrielles et les installations commerciales ne seraient pas frappés « dans la mesure où ils sont affectés essentiellement à une activité professionnelle principale ».

Les personnes n'ayant pas de résidence habituelle en France, mais dont la fortune sur le territoire national est supérieure à 2 millions de francs, seraient également concernées. L'imposition se ferait à partir d'une déclaration soumise, tous les deux ans, par les personnes imposables, qui donneraient un état de leurs éléments de fortune et de la valeur vénale qu'elles leur attribuent.

Le produit de l'impôt constituerait « une ressource des établissements publics régionaux ».

Le groupe parlementaire du parti socialiste et des radicaux de gauche vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à instituer un « impôt annuel progressif sur les grandes fortunes ». Son but : « Frapper les fortunes importantes et notamment celles qui sont improductives et qui, dans l'attente d'une éventuelle plus-value, échappent à la taxation des plus-values. » (Cet impôt étant cependant maintenu.)

Le groupe parlementaire du parti socialiste et des radicaux de gauche vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à instituer un « impôt annuel progressif sur les grandes fortunes ». Son but : « Frapper les fortunes importantes et notamment celles qui sont improductives et qui, dans l'attente d'une éventuelle plus-value, échappent à la taxation des plus-values. » (Cet impôt étant cependant maintenu.)

JOURNÉE - DÉBAT SUR L'EXPORTATION DE L'HOTELLERIE LE 3 JUIN 1976

Le 3 mai était posée la première pierre de l'hôtel « clés en mains » de 1.200 chambres, construit à Moscou, par une entreprise française. Cette réalisation sera entièrement équipée « à la française ».

Pour promouvoir l'exportation dans ce secteur, et pour aider les sociétés exportatrices, le Secrétariat d'Etat au Tourisme organise une journée-débat sur le thème « Exporter votre hôtellerie ». Le 3 juin, de 9 h à 18 h, au Siège du Crédit Hôtelier, Tour Olivier de Serres à Paris.

Au cours de cette manifestation, les chaînes hôtelières, les sociétés d'ingénierie, les architectes et les entreprises spécialisées dans la construction de grands hôtels discuteront de problèmes posés par l'exportation à partir de leur propre expérience. Les dirigeants auront comme interlocuteurs les responsables techniques des administrations intéressées.

Parmi les dirigeants d'entreprises, dont la participation aux débats est déjà assurée, seront notamment présents : MM. DUBRUE (SIH-NOVOTEL), CAMBLAIN (SEORIN-Groupe Jacques BOREL INTERNATIONAL), LAPLANE (SYNEC) et TIKHOMIROV (D.I.E.M. des administrations intéressées) et MM. ROUHER, Conseiller Technique au Cabinet de M. Raymond BARRE, Ministre du Commerce Extérieur; GRANGEATTE, Directeur Général du C.F.E.; CHAPPELLE, Président-Directeur Général de la C.A.E.; FENEL, Sous-Directeur de la D.R.E. (Direction des Relations Economiques Extérieures).

Cette manifestation, présidée effectivement par M. Jacques MEDECIN, Secrétaire d'Etat au Tourisme, est organisée avec le concours d'ÉQUIP HOTEL INTERNATIONAL. Inscriptions et inscriptions : 13, rue de Liège, 75009 PARIS. Tél. 230-64-20. Téléc. : 540572 F.

Un arrêté commun des préfets des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-et-Marne et de l'Aisne, prescrit l'ouverture d'une enquête portant à la fois sur l'utilité publique du projet de construction de l'autoroute A 26, sur le caractère d'urgence à donner à cette voie nouvelle, sur la modification du plan d'urbanisme directeur de la ville de LAON, du plan d'urbanisme directeur du Groupement d'urbanisme de REIMS pour les communes du COUREY, REIMS, SAINT-THIERRY, MERFY, THILLOIS, ORMES, et du plan d'occupation des sols de la commune de LOIVRE.

Les pièces des dossiers d'enquête, ainsi que le registre afférent seront déposés à la Préfecture de l'Aisne, à LAON, à la Préfecture du Pas-de-Calais, à ARRAS, dans les Sous-Préfectures de CAMBRAI (Nord), de PERONNE (Somme), de SAINT-QUENTIN (Aisne), de REIMS (Marne) et dans les mairies des communes de GRAINCOURT-LES-BAYENCOURT (Pas-de-Calais), ANNEUX, FLEQUIERES, CANTAIN-SUR-ESCAUT, NOYELLES-SUR-ESCAUT, RIBECOURT-LA-TOUR, MARCQING, MASHIERES, VILLERS-PLONCH, BANTEUX, CONNELLY, VILLERS-OUTISLAN, MONNECOURT-SUR-ESCAUT (Nord), REFFY, RONSSOY (Somme), VENDHUILLE, LEMPIRE, BONY, HARGICOURT, BELLIACOURT, VILLERET, PONTREU, PONTREU, BELLIACOURT, GRICOURT, FAYET, FRANCHILLY-SELENCE, SAINT-QUENTIN, GAUCHY, GRUCHES, DALLON, UNVILLERS, CHERIZY, ALAINCOURT, BRISY, HAMEGICOURT, BRISY, CHOIGNY, MAYOT, ANGUICOURT-LE-SART, NOUVION-LE-COMTE, FONTA-BUCY, COUREY, MONCEAU-LES-LEUES, REMIES, COUVRON-ET-AUMENOURT, ASSIS-SUR-SERRE, CHREY, LES-POUILLY, AULNOIS-SOUS-LAON, BARENTON-ROUY, LAON, CHAMBERY, ATTES-SOUS-LAON, SAMOussy, EPPES, COUCY-LES-EPPES, MAUREGNY-HAYE, MONTAIGU, SAINT-BRIN, OUTRE-ET-HAMEGICOURT, AMFONTAINE, JUVINCOURT-ET-DAMARY, CLOU, CAUDROY, LES-BERMONVILLE, LOITRE, COUREY, REIMS, SAINT-THIERRY, MERFY, CHAMPIGNY, THILLOIS, ORMES (Marne), pendant vingt-cinq jours consécutifs du 1^{er} au 25 juin 1976 inclus, afin que toutes personnes intéressées puissent en prendre connaissance aux heures d'ouverture des mairies, samedis, dimanches et jours fériés exceptés, et consigner éventuellement leurs observations directes ou les adresser par écrit au Président de la commission d'enquête.

Cette commission d'enquête, qui siégera à la Préfecture de l'Aisne, à LAON, sera présidée par M. André JACOLLAZ, sous-préfet de TERNIER, à rue Jean-Jaures, et comprendra, outre le président, M. Gilbert CHRISTINY, demeurant à REIMS (Marne), 5, rue des Moissons, M. Jules VARLET, demeurant à rue d'En-Haut, à PALLUEL (Pas-de-Calais), M. Paul DRENNY, demeurant à MASHIERES (Nord), 25, rue Verte, et M. Yves BONNET, demeurant à RAM (Somme), 3, avenue de la Gare.

COMMUNIQUÉ À LA PRESSE

Enquêtes relatives à la construction de l'autoroute A 26

CELAIS-DIJON

(SICCA CAMBRAI-REIMS)

UNE INNOVATION PROMETTEUSE :

l'exploitation en profondeur du marché de la microcopie avec le premier mini-lecteur mondial « tout terrain »

« VIKING »

L'apparition du VIKING, le premier mini-lecteur mondial, va contribuer au développement de l'information miniaturisée de l'écrit et de l'image — également en couleurs — au même titre que le « transceiver » l'a fait à l'égard de la radiophonie. Grâce à son petit volume, sa fiabilité totale et son prix banalisé, le VIKING va désormais pouvoir équiper tous ceux qui doivent utiliser une volumineuse documentation reproduite sur microfilms. Par exemple : commerçants, ingénieurs, techniciens, médecins, étudiants, etc.

Dès lors, de nombreuses activités vont intensifier l'usage de la microfiche : constructeurs d'automobiles, laboratoires pharmaceutiques, éditeurs, instituts de recherche, universités, formation professionnelle, cours par correspondance, etc.

Beaucoup d'autres secteurs — dont le vôtre — peuvent être concernés par cette innovation de premier plan. C'est pourquoi nous vous engageons vivement à nous questionner sur votre problème. Personne mieux que nous n'est qualifié pour vous répondre.

REALIST est le second producteur mondial et le premier distributeur français de lecteurs de microfiches

REALIST INTERNATIONAL, 4, rue Bernard Palissy, 92800 PUTEAUX

Tél. 775.05.07 - Telex : REALIST 630135 F

UNE INNOVATION PROMETTEUSE :

l'exploitation en profondeur du marché de la microcopie avec le premier mini-lecteur mondial « tout terrain »

« VIKING »

L'apparition du VIKING, le premier mini-lecteur mondial, va contribuer au développement de l'information miniaturisée de l'écrit et de l'image — également en couleurs — au même titre que le « transceiver » l'a fait à l'égard de la radiophonie. Grâce à son petit volume, sa fiabilité totale et son prix banalisé, le VIKING va désormais pouvoir équiper tous ceux qui doivent utiliser une volumineuse documentation reproduite sur microfilms. Par exemple : commerçants, ingénieurs, techniciens, médecins, étudiants, etc.

Dès lors, de nombreuses activités vont intensifier l'usage de la microfiche : constructeurs d'automobiles, laboratoires pharmaceutiques, éditeurs, instituts de recherche, universités, formation professionnelle, cours par correspondance, etc.

Beaucoup d'autres secteurs — dont le vôtre — peuvent être concernés par cette innovation de premier plan. C'est pourquoi nous vous engageons vivement à nous questionner sur votre problème. Personne mieux que nous n'est qualifié pour vous répondre.

REALIST est le second producteur mondial et le premier distributeur français de lecteurs de microfiches

REALIST INTERNATIONAL, 4, rue Bernard Palissy, 92800 PUTEAUX

Tél. 775.05.07 - Telex : REALIST 630135 F

Credito Italiano

LA VIE ÉCONOMIQUE

FISCALITÉ

Plus-values : un projet défiguré

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne l'habitation, le Conseil économique avait souligné le péril qu'une exonération totale poussée à la hausse de l'immobilier, qu'une discrimination contre la construction aux fins de location fit encore monter les loyers. Les intérêts de la population sont sacrifiés. On pouvait se contenter de la solution élaborée : un abattement à la base, d'ailleurs indexé, de 150 000 francs par part retenue dans le calcul de l'impôt sur le revenu, et au cas d'achat après vente, la suspension de l'impôt dans la mesure du remploi. Mais l'habitation finalement revendue en fin de course aurait été légitimement taxée pour autant que la valeur, corrigée en fonction de l'inflation et de la durée de détention, l'aurait emporté sur celle du bien original accrue des améliorations apportées. Toutes les exigences du logement étaient ainsi satisfaites sans qu'on dut faire un cadeau injustifiable aux résidences les plus luxueuses. On fera des remarques analogues sur la discrimination entre la propriété de l'exploitant agricole et les sociétés d'investissement foncier. On va condamner les agriculteurs débutants à fournir l'énorme capital nécessaire à l'achat des terres, de même que les dispositions sur les résidences principales vont plus que jamais obliger les jeunes à hypothéquer leur avenir pour acheter leur logement.

En ce qui concerne l'or, le Conseil avait imaginé des mécanismes ingénieux qui permettraient de le ramener dans un circuit moins clandestin. Pour les pièces, la difficulté politique n'était pas grande : l'expérience montre que les détenteurs les gardent, et que les ventes annuelles portent à peine sur 2 % du stock. Le directeur général des impôts avait déclaré devant le Conseil qu'il

était inutile d'amorcer même une taxation des plus-values si l'or devait être exonéré. Et les agents de change sont consternés.

Recouper les autres impôts

L'autre justification d'une imposition généralisée était les recouvrements qui auraient permis un progrès décisif dans le recouvrement des autres impôts. Il existe en matière d'impôts directs des articles du code qui permettent de redresser les déclarations au vu des éléments du train de vie et du niveau des dépenses. Il en est fait à l'aveuglette un tout petit nombre d'applications. Car les agents du fisc n'ont aujourd'hui d'autre choix que d'imputer un revenu à ceux-là mêmes qui n'en ont pas, mais qui vivent d'autres ressources. Or elles ne peuvent être que des plus-values, ou la liquidation d'un capital qui ne va pas lui-même sans plus-values et moins-values. Du coup, tout aurait pu devenir cohérent, et des centaines de milliers de rectifications chaque année auraient été concevables, puisque les plus-values ou moins-values aussi bien que les revenus seraient devenus déclarables. Encore fallait-il que le système ne se présentât pas comme une passoire.

Nul ne peut ignorer l'importance des travaux sans facture dans le domaine du bâtiment. Ils ne jouent pas dans les immeubles mis en location, parce qu'il y a déductibilité. Si aucune exonération totale n'avait été consentie aux plus-values, c'était d'un seul coup un secteur décisif de l'activité qui se trouvait soumis rigoureusement à la T.V.A. et à l'impôt sur les bénéfices. Mais l'habitation principale en pleine propriété va échapper, et elle représente la moitié du domaine immobilier. Il n'est pas jusqu'aux droits de

mutation sur les ventes immobilières et les droits de succession ou de donation qui n'auraient été moralisés. L'intérêt de l'acheteur s'opposait à celui du vendeur pour résister à une minoration des chiffres qui conduisait à relever les plus-values ultérieures. L'héritier ou le donataire y aurait regardé à deux fois avant de frauder les droits et de se créer pour l'avenir des plus-values apparentes qui risqueraient de lui coûter plus cher.

La commission Monguillan avait recommandé, dans la ligne d'une imposition généralisée, de mettre fin à l'exonération des plus-values sur cessions d'actifs pour les entreprises et au forfait. Le Conseil économique s'était aperçu qu'aucune exemption formelle n'était prévue : dans la pratique, il est bien difficile de savoir si et quand joue une intégration de ces plus-values dans les bases forfaitaires de l'impôt. Au même moment où la taxation s'étend aux particuliers, le gouvernement s'est décidé sans vergogne à expliciter et à légaliser une exonération pour les détenteurs de bénéfices relevant du forfait ou de l'évaluation administrative. Il n'y aura plus guère que les salariés, et plus nettement encore les cadres, pour être soumis à la nouvelle imposition.

Durée de détention et plus-values nettes

Le Conseil économique et social — comme la commission Monguillan — avait soigneusement recommandé qu'on évitât d'introduire des coupures arbitraires dans le temps pour la prise en compte des plus-values : dans un domaine aussi délicat, il faut se garder de tout ce qui peut être trop aisément contesté. Pour tenir compte de la durée de détention,

le Conseil avait imaginé, indépendamment de la correction pour inflation, d'accroître la valeur d'entrée d'un intérêt forfaitaire, lui-même indexé : les plus-values faibles auraient ainsi été assez rapidement éliminées ; on n'aurait pas effacé les plus-values fortes. À y regarder de près, le gouvernement au contraire introduit des coupures à deux ans, à cinq ans, à sept ans, à dix ans et à quarante ans. La première fixe le moment où on commence à tenir compte de l'inflation : la deuxième, le délai pendant lequel l'exploitation doit avoir été poursuivie pour que les cessions soient exonérées ; la troisième, à la fois le point jusqu'auquel il y a présomption de spéculation dans la revente d'immeubles et le moment à partir duquel on réduit les plus-values d'un trentième par an. De telle sorte que, au bout de quarante ans, même si c'est un Modigliani acheté 5 francs à la terrasse de la Coupole et qu'on revend quelques millions, on ne doit rien à personne.

C'est la seule suggestion du rapport Monguillan qui ait été retenue : celle dont le Conseil économique avait démontré qu'elle était inapplicable. Une réduction en pourcentage donne un avantage en valeur absolue d'autant plus important que les plus-values sont plus considérables ; elle réduit au même rythme les plus petites et les plus fortes ; surtout, il est impossible de trouver une solution symétrique pour les moins-values. Va-t-on en tenir d'autant moins compte qu'elles sont plus longues ? Ce serait contradictoire avec le traitement des plus-values, qui progressivement ? Il faudrait très longtemps pour que la déduction des moins-values fût opérante. Ajoutées que les plus-values sont divisées par cinq, pour se

superposer aux revenus du contribuable, après quoi son impôt est majoré de cinq fois la cotisation applicable à chaque cinquième. Le tout, que la plus-value se soit opérée en un an ou en quarante ans. Personne ne comprendra rien à ce mécanisme mystérieux. Il n'y a en revanche aucun étalonnage du paiement et, pour les revenus importants, ce quotient arbitraire n'empêche pas de sauter immédiatement à l'imposition à 60 %. Les effets de rétention se cumuleront avec ceux qui résultent des coupures arbitraires dans le temps.

Le Conseil économique et social n'avait considéré comme assimilables à des revenus que des plus-values nettes : les moins-values se calculaient explicitement à partir de la valeur d'entrée indexée sur les prix ; c'est dire que des plus-values nominales pourraient devenir des moins-values réelles. Le texte du gouvernement a été si peu pensé qu'il reste muet sur ce point. Apparemment les moins-values, probablement nominales, resteront pleinement déductibles de plus-values qui auront été progressivement réduites d'un trentième par an. L'incohérence saute aux yeux. Le Conseil avait aussi insisté sur la nécessité, pour une bonne gestion des actifs, que les moins-values puissent être déductibles des plus-values, quel que soit l'ordre dans lequel les unes et les autres seraient réalisées. Le gouvernement n'admet la déduction que sur les plus-values faites en même temps ou ultérieurement : si par malheur on réalise les moins-values par après, on les garde sur les reins.

L'économie sacrifiée

La préoccupation centrale du Conseil économique et social avait été de concilier plus de justice et d'efficacité dans le système fiscal et un affermissement des marchés. Aussi observait-il que l'absence de taxation des plus-values créait une distorsion en faveur de la mise en réserve des bénéfices et au détriment de la distribution des dividendes : ce qui écartait du marché les petits actionnaires potentiels qui ont besoin de ressources régulières. Surtout, il avait prévu de rendre les moins-values réelles déductibles du revenu pour les ménages dont les ressources par tête étaient inférieures à la moyenne nationale. Cette déduction était naturellement limitée et se réduisait à mesure qu'on remontait vers cette moyenne. Du coup, les petits n'étaient pas condamnés à la Caisse d'épargne et pouvaient prendre des risques sur d'autres marchés, où leurs pertes éventuelles se trouveraient amorties. C'était l'amorce d'une gradation comportant des déductions spéciales pour les revenus les plus faibles ; un régime relativement favorisé par l'habitation principale, qui intéresse les revenus moyens ; une insertion dans le barème progressif, mais avec un plafonnement à 50 %, à mesure que des revenus plus élevés s'accompagnent d'une plus grande diversité du patrimoine ; enfin, l'assimilation à des bénéfices imposables tels quels des activités spéculatives ou professionnelles. Dans le projet du gouvernement, il ne reste rien de ce dessein et de cette harmonie.

Le point de départ des premières instructions ministérielles, de la commission Monguillan, du Conseil économique et social avait

été de constater que l'imposition des plus-values, en France, était disparate et fragmentaire : taxables en principe dans les entreprises, mais, pour les particuliers, seulement sur les immeubles et terrains ou sur les participations importantes dans une société. On avait souligné de toutes parts que le régime actuel des terrains et immeubles s'était révélé un échec et ne pouvait subsister côte à côte avec le régime nouveau. Dans le texte actuel, l'ancien système reste applicable sur les immeubles acquis depuis moins de dix ans : il y a présomption de spéculation, et il appartient à l'intéressé d'apporter la preuve contraire. Un tel mélange n'est simplement pas administrable. À peine peut-on découvrir à la loupe une simplification où le gouvernement a suivi le Conseil : on résorbe dans l'imposition nouvelle l'article qui taxait à 15 % les plus-values réalisées par les personnes détenant dans une société une part répondant à plus de 25 % des bénéfices.

Une logique simple voulait que l'imposition des plus-values fût généralisée : ce sont des ressources dont on peut vivre aussi bien que de revenus. Le gouvernement a tout son projet sur les dates d'acquisition, introduisant les pires discontinuités. Et, dès lors qu'il entre lui-même dans le petit jeu des exonérations, il n'y a personne, dans la majorité ou dans l'opposition, qui veuille se lancer dans l'opération suicidaire de risquer des opérations ou des activités qui ont été exemptées. On ne voit guère que le texte soit amendable sans être entièrement reconstruit : sans quoi, il s'en ira en lambeaux.

Ce qui aurait pu être une grande réforme apparaît à l'évidence sacrifiée au souci de certaines franges électorales. Une idée longuement mûrie fait place à un projet techniquement maladroite, économiquement dépourvue, et contraire à toute équité politique.

PIERRE URI.

Voici pourquoi et comment les clients du CIC savent ce qu'il faut faire de leur argent. Et le savent à temps.

Chaque mois l'analyse d'un point important de l'actualité économique.

Tableaux, exemples : la lumière sur un sujet qui peut vous paraître complexe.

Des conseils pratiques pour obtenir le meilleur rendement.

Écrit en bleu : ce qu'il est essentiel de savoir pour prendre une décision.

Si vous n'êtes pas client du CIC, vous pouvez retirer la "lettre" à la succursale du CIC la plus proche de votre domicile.

LA LETTRE MENSUELLE DU CIC.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

OUVERT À L'ASCENSION

CAP D'ANTIBES

PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR
VEND DIRECTEMENT
STUDIO, 2 et 3 pièces

Prix souscription
de 6.000 à 7.000 F le m2
Dans petite résidence de très grand luxe, Piscine, Climatisation à 10 m. plages et tous commerces.

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

erpi

43, bd Albert-1^{er} - 06600 Antibes
Tél. : (93) 34-44-68

Pour le week-end, faites-vous plaisir, louez une voiture chez

europcar

645.21.25

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :	La Journée + le km
FIAT 127 RENAULT 5 TL	39,60 0,30
PEUGEOT 104 GL SIMCA 1100 ES	40,80 0,36
FIAT 131 "S" - SIMCA 1307 "S" RENAULT 12 Break	46,80 0,39
FIAT 132 GLS Bte Aut. et Radio PEUGEOT 504 GL ou Gie	50,40 0,45

Prix T.T.C.

Comparez...

★ Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour 2 journées.

12^a - 205, Rue de Bercy 346.11.50 • 18^a - 102, Rue Ordener 076.32.90
12^a - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 11^a - 82, Bd Voltaire 355.39.17

ET 60 AGENCES EN FRANCE

صكنا من الاجل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Médiocrité

Les efforts déployés par la Bourse pour tenter de sortir du bourbier où elle s'est enlisée depuis deux mois paraissent avoir été vains.

L'activité, qui, au cours des deux précédentes séances, avait retrouvé des vigueur, son ton normalement mesuré, s'est maintenant à nouveau singulièrement diminuée et ce début de semaine, au point qu'à 13 h. 15 les 177 actions inscrites à terme étaient cotées. De ce fait, les valeurs françaises ont pratiquement stagné avec une légère tendance au repli. Une quarantaine d'entre elles ont fléchi, tandis que trente autres accomplissaient encore quelques

Dans tous les cas, ou presque, les écarts de cours ont été de faible ampleur. Les métaux lourds et les magnésium sont restés plutôt stables. Les valeurs de l'acier ont dansé étroitement irrégulière, n'entraînant, Bref, cette séance s'est terminée d'une rare médiocrité, au regard des précédentes, et sans doute, dont plusieurs ne font pas leurs frais.

Une grande lassitude s'est manifestée devant le marché de la bourse, l'enthousiasme, l'appareil de M. J.-P. Fourcade à maintenir en l'état le projet de taxation des plus-values. Mais ne dit-on pas maintenant, certainement, que les choses concernant du moins le marché des valeurs mobilières, y seraient approchées ? Quelques-uns se rallient à cet espoir. Dans l'imédiat, en attendant, les choses ne vont pas mal. Les choses seront assainies, la majorité des opérateurs préfèrent se réfugier dans un prudent attentisme.

Le marché de l'or, devenu l'ombre du même, a, jusqu'à reprendre 105 F. et 1215 F. (après 19230 F.) et le napoléon 0,60 F. à 234,40 F. Le volume des transactions est toujours de 10 millions de francs contre 5-7 millions.

Aux valeurs étrangères, meilleures tenue des mines d'or. Progrès des américaines. Recul des

Taux du marché monétaire	
Effets privés.....	7 1/2 %

LONDRES

Nouveau fléchissement
Découragé par la baisse de Wall Street et la rechute du sterling, le marché poursuit son replis mardi, l'ouverture. Effrètement des industries. Alourdissement des pétroles (B.P., Shell). Vif recul des mines d'or. Stabilité des fonds d'Etat.

VALEURS	CLOTURE 21-5	COURS 25-5
Boen 3 1/2 %.....	25 7/8	26 7/8
Johnson	378	377 1/2
Miss Petroleum	675	670 1/2
.....	454	450 1/2
.....	180	178
.....	368	364
.....	147	148
.....	222	221
.....	16 1/2	15 5/8
.....	217	218 1/2
.....	23 1/2	23 1/4

NEW-YORK

Un des vif repli a été enregistré l'année dernière, les ventes de la filiale de la Jaxa, les valeurs industrielles perdant 19,22 points à 871,53, sa plus forte chute depuis le 6 mai 1981. Les investisseurs américains ont vu leur portefeuille de valeurs industrielles perdre 16,5 millions de dollars échappés à la baisse.

De nature technique pour certains investisseurs, cette chute est surtout due à la baisse des actions de la Jaxa, la forte croissance de la monnaie américaine, dont le rythme, qualifié de "hyperinflation", a été jugé trop même, conduisant les banques à réchauffer leur taux d'intérêt très bas.

Les investisseurs américains ont observé, l'exemple en la matière serait donné cette semaine par la Jaxa, que la monnaie américaine (le dollar) se réajusterait ainsi (le niveau de 7 %) retournerait ainsi à son niveau d'origine.

Les baisses (19,22 points) de la Jaxa, les valeurs industrielles perdant environ 1 200 contre 330, les services financiers, 85,54 (- 0,80); transports,

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LABORATOIRE ROGER BELLON. — Bénéfice net pour 1975 : 10,20 millions de francs contre 10,88 millions pour l'exercice 1973-1974, d'une durée exceptionnelle de seize mois.

MAISONS PIRENÉES. — Attribution gratuite de trois actions nouvelles par dix anciennes. A partir du

BANCO POPULAR ESPANOL. — bénéfice net réalisé en 1975 s'est établi à 1 835 millions de pesetas contre 1 565 millions. Une action nouvelle pour cinq anciennes sera...

SOLVAY. — Bénéfice net consolidé
en 1975 : 1 227 millions de francs
contre 2 974 millions, soit
F.B. par action contre 341 F.B.
dividende net : 170 F.B. contre
F.B.

RAISON. — La compagnie minière General Mining et sa société par la Fédérale Myobou viennent de racheter 12,2 millions d'actions de la Corporation au prix unitaire de 585 cent. Cette dernière sert aussi la filiale de General Mining. Elle détient désormais directement et indirectement 50,1 % de son capital, avec son associé la Sentrust Corporation qui possède la suite des actions. Les autres Goldfields of South Africa et General Mining du Monde s'y daté 26-27 janvier 1931 pour le contrôle d'Union Corporation. General Mining avait déjà sous 29,9 % du capital de cette mine.

214,70 (— 4,05).

	VALEURS	
	20/05	24/5
Alcan	54 7/8	54 ...
A.T.T.	53 1/2	53 1/2
General	36 7/8	37
Bank of Montreal	28 1/2	27 7/8
Bank of New York	18 1/2	18 1/2
Bank of America	18 3/4	19 1/8
Imperial	55 7/8	54 ...
General Electric	50 1/2	50 1/2
General Foods	26 5/8	26 1/2
General Motors	61 3/8	62 3/4
General	23 7/8	21 1/8
General	25 1/2	25 1/2
A.T.T.	26 7/8	26 1/4
General	33 7/8	33 3/8
General	59 1/2	59 1/2
General	7 1/2	7 1/2
General	37 1/2	37 5/8
General	26 3/4	27 1/4
General	27 1/2	27 1/2
General	73 1/4	71 1/4
General	82 1/8	79 3/4
General	16 1/2	15 1/8
General	15 1/2	15 1/2

INDICES QUOTIDIENS

	21 mai	24 mai
Valeurs françaises ..	97,7	97,5
Valeurs étrangères ..	107,8	107,2

C* DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100: 29 dec. 1961.)

Indice général	73,7	73
----------------------	------	----

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	24,5	25,6
1 dollar (en yens)	295 80	295 55

BOURSE DE PARIS — 24 MAI — COMPTANT

[illegible]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

MARCHE A

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

TERME La dernière opération se déroule à dix heures nettes, les participants ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Præmier coures	Deuxième coures	Compas- sation	VALEURS	Précéd. cours	Præmier coures	Deuxième coures	Compas- sation	VALEURS	Précéd. cours	Præmier coures	Deuxième coures	Compas- sation	
187	147	187 50	625	752	589	580	550	348	Ben. Electric	244 90	246	244	245
80	84	80 50	750	750	750	751	750	349	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	350	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	351	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	352	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	353	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	354	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	355	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	356	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	357	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	358	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	359	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	360	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	361	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	362	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	363	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	364	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	365	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	366	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	367	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	368	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	369	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	370	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	371	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	372	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	373	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	374	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	375	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	376	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	377	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	378	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	379	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	380	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	381	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	382	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	383	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	384	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	385	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	386	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	387	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	388	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	389	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	390	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	391	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	392	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	393	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	394	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	395	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	396	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	397	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	398	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	399	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	400	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	401	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	402	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	403	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	404	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	405	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	406	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	407	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	408	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	409	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	410	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	411	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	412	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	413	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	414	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	415	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	416	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	417	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	418	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	419	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	420	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	421	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	422	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	423	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	424	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	425	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	426	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	427	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	428	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	429	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	430	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	431	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	432	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	433	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	434	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	435	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	436	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	437	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	438	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	439	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	440	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	441	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	442	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	443	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	444	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	445	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	446	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	447	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	448	Ben. Electric	244 90	246	244	245
84	84	84	690	690	675	675	675	449	Ben. Electric	244 90	246	244	245
104	104	102 10	690	690	675	675	675	450	Ben. Electric				

pas indiqué. Il y a eu citation.

86	58	66	COTE DES CHANGES		COURS DES BILLETS d'échange	MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
670	570	561	MARCHE OFFICIEL	COURS noie.	COURS 24/5	de 275 à 276	COURS noie.
138	130	130				de 276 à 277	COURS 24/5
561	569	544					
147	148	147					

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947		1948		1949		1950		1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030	
1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938		1939		1940		1941		1942		1943		1944		1945		1946		1947																																																																																																																																																																							

[illegible]

